

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JANVIER 2020

N°198

TOME I

SOMMAIRE
RAA
JANVIER 2020

	TOME I	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1 : DELIBERATIONS</u>	<i>(Conseil du 31 janvier 2020)</i>	10
	TOME II	
<u>PARTIE 2 : DECISIONS</u>	<i>(Conseil du 31 janvier 2020)</i>	350
<u>PARTIE 3 : ARRETES</u>	<i>(Mois de janvier 2020)</i>	700
1- ARRETES REGLEMENTAIRES		701
2- ARRETES INDIVIDUELS		710

PARTIE I

SOMMAIRE

N° DELIB	COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	PAGES
M2020-60	Conventions entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Bionne et de Castelnau-le-Lez pour 2019 - Autorisation de signature	11
N° DELIB	CULTURE	PAGES
M2020-63	Conservatoire à Rayonnement Régional - Dispositif DEMOS - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Cité de la musique - Philharmonie de Paris - Autorisation de signature	15
M2020-64	Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de gestion avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier relative au dispositif DEMOS - Avenant n°1 - Autorisation de signature	19
M2020-65	Manifestations culturelles 2020 dans les communes de la Métropole - Approbation	22
M2020-66	Musée Fabre - Convention de partenariat avec Nantes Métropole - Musée d'arts de Nantes et le réseau FRAME pour l'itinérance de l'exposition "L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher"- Autorisation de signature	25
M2020-67	Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature	29
M2020-68	Prise en charge des frais liés aux résidences de création littéraire et demandes de subventions afférentes - Approbation	32
M2020-69	Réseau des médiathèques - Demande de subvention auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la manifestation littéraire ' Partir en livre 2020 ' et prise en charge des frais de déplacement, stationnement, hébergement et restauration des auteurs invités - Approbation	35
M2020-70	Musée Fabre - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Service Coordination des lieux d'art et d'histoire - Prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements 2020 - Approbation	38
N° DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT	PAGES
M2020-27	Convention de partenariat 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'école POLYTECH - Autorisation de signature	44
M2020-28	Prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	48
M2020-29	Frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du Développement Économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	51
M2020-30	Organismes économiques extérieurs - Autorisation d'adhérer - Approbation	54
M2020-31	Business Innovation Center (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'Entreprises (Cap Oméga - Cap Alpha) - Demande de subventions pour l'année 2020 - Approbation	57

N° DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT (SUITE)	PAGES
M2020-32	Ecocité - Cité intelligente - Projet de recherche et développement "Mon Cap santé" - Accord de consortium avec Kyomed innov, la Chaire E-Santé et le CCAS de la Ville de Montpellier - Avenant - Autorisation de signature	60
N° DELIB	ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	PAGES
M2020-37	Contrat de concession de distribution publique d'énergie calorifique, Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid, avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Avenant n°5 lié au plan quinquennal de travaux 2017/2021 - Autorisation de signature	64
M2020-38	Financement du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Garanties d'Emprunts accordées à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) Concessionnaire - Approbation	69
M2020-39	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis pour l'expérimentation d'un service de données - Autorisation de signature	73
N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
M2020-6	Voirie métropolitaine - Dénomination de voie : Pont André VEZINHET - Approbation	77
M2020-82	Avis sur le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) - Occitanie 2040	80
M2020-83	Opération Lauze Est - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - concessionnaire - Approbation	89
M2020-84	ZAC Euromédecine 2 - Communes de Montpellier et de Grabels - Garantie d'emprunt à la SERM concessionnaire - Approbation	92
M2020-85	Convention de gestion entre la Métropole de Montpellier et la ville de Montpellier relative à la prise en charge d'une côte part salariale d'un agent de la ville dans le cadre de la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole - Approbation	95
M2020-86	Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n°M2019-777 du 18 décembre 2019 - Approbation	98
M2020-87	Bilan d'activités du Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole - Information	101
M2020-88	Société Publique Locale LRAD (Languedoc-Roussillon Agence de Développement) - Cession des actions de la SPL LRAD auprès de la SPL MPC - Approbation	105
M2020-89	Société Publique Locale Midi-Pyrénées Construction (MPC) - Principe de prise de participation - Acquisition d'actions auprès de la Région Occitanie - Approbation	108
M2020-90	Attributions de compensation aux communes - Montants prévisionnels 2020 - Approbation	112
M2020-91	Convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	116
M2020-92	Actions Design - Convention de partenariat 2020 avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier - Attribution de subvention et autorisation de signature	119
M2020-93	Adoption du procès-verbal du 18 décembre 2019	122

N° DELIB	LOGEMENT	PAGES
M2020-40	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires pour la réfection des réseaux d'eau de la cité universitaire ' Les Arceaux ', 64 avenue de Lodève à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	125
M2020-41	Construction de 60 logements sociaux - Résidence "Tech de Massane", site Cambon, Avenue du Comté de Nice à Montpellier - Garantie d'emprunt à la l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	128
M2020-42	Construction de 35 logements sociaux - Résidence ' Zéphir ', 188 Avenue du Comté de Nice à Montpellier - Garantie d'emprunt à la l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	131
M2020-43	Construction de 25 logements en location-accession - Résidence ' Ambroise Croizat ' ZAC Rive gauche lot 12 à Montpellier - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation de signature	134
M2020-44	Construction de 12 logements sociaux - Résidence ' Le Grand Jardin ', route de Boirargues à Lattes - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	137
M2020-45	Construction de 24 logements sociaux - Résidence ' Restinclià ', ZAC des Plan, rue Paul Valéry à Restinclières - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	140
M2020-46	Construction de 17 logements sociaux - Résidence ' Les Olivines ', ZAC Les Mazes à Saint-Drézéry - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	143
M2020-47	Construction de 21 logements sociaux - Résidence ' Le Tori ', 499 avenue de Nîmes à Saint-Brès - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	146
M2020-48	Construction de 10 logements sociaux - Résidence ' Karma ', 2379 rue du Père Soulas à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	149
M2020-49	Construction de 47 logements sociaux - Résidence ' Soléa ', rue du Salaison à Vendargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	152
M2020-50	Construction de 24 logements étudiants- Résidence ' Campus City ', 2 Rue du Colonel Marchand à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	155
M2020-51	Construction d'un logement social - Résidence ' Castella ', 1 rue Jean Vilar à Baillargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	158
M2020-52	Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Le Royal 3 ', 328 avenue de la Reine Hélène d'Italie à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	161
M2020-53	Construction de 6 logements sociaux - Résidence ' L'Ecrin des Grèzes ', 256 Rue des Grèzes à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	164

N° DELIB	LOGEMENT (SUITE)	PAGES
M2020-54	Construction de 14 logements sociaux - Résidence ' Este Nova ', 2530 Boulevard Paul Valéry à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	167
M2020-55	Construction de 9 logements sociaux - Résidence ' L'Excellence ', 4 impasse des Salvias à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne - Convention - Autorisation de signature	170
M2020-56	Cession de patrimoine de CDC Habitat social à CDC Habitat ADOMA - Maintien de garantie d'emprunts relative à la résidence sociale jeunes, ZAE Aftalion, 1 Rue Christian André Benoit à Baillargues - Autorisation de signature	173
M2020-57	Cession de patrimoine d'Immobilière Méditerranée à 3F Occitanie - Maintien de la garantie d'emprunts relative à 8 opérations situées sur diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	176
M2020-58	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024- Attribution de subventions pour la réhabilitation de 96 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	179
M2020-59	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau/Figuerolles/Nord-Ecusson" - Attribution de subventions pour la réhabilitation des parties communes d'un immeuble - Autorisation de signature	182
N° DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	PAGES
M2020-7	Ville de Montpellier - Modification n°13 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	186
M2020-8	Commune de Clapiers - Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	191
M2020-9	Commune de Castelnau-le-Lez - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	195
M2020-10	Commune de Montaud - Création du Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour des ruines du Château de Montlaur - Accord	198
M2020-11	Commune de Fabrègues - Création du Périmètre Délimité des Abords autour de l'Eglise Saint Jacques - Approbation	202
M2020-12	Nouveau Projet de Renouvellement Urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	205
M2020-13	Commune de Montpellier - Quartier de la Pompignane - Convention tripartite de Projet Urbain Partenarial (PUP) Jausserand Nord entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SNC Pinville Demain et la SA3M - Autorisation de signature	209
M2020-14	Projet Urbain Partenarial (PUP) Courbessac - HECTARE - Commune de Saint-Drézéry - Approbation de la convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature	213
M2020-15	Projet Urbain Partenarial (PUP) Route Impériale - SCCV Impériale - Commune de Baillargues - Modification du programme d'équipements publics du PUP périmétral "Route Impériale" - Avenant n°2 à la convention de PUP conclue avec la SCCV Impériale - Autorisation de signature	217

N° DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER (SUITE)	PAGES
M2020-16	Projet Urbain Partenarial (PUP) Salengro - Terres du Soleil Promotion - Commune de Castelnau-le-Lez - Délimitation du périmètre de PUP "Salengro" - Conventions de PUP "Salengro I" et "Salengro II" et périmètre d'application des présentes - Autorisation de signature	221
M2020-17	Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et Nexity IR Programmes Languedoc-Roussillon relative à l'opération sise avenue de la Croix du Capitaine et rues de Claret et de la Paille à Montpellier - Autorisation de signature	225
M2020-18	Convention de transfert de gestion avec SNCF Réseau sur l'ancienne voie ferrée de Montpellier à Cournonsec - Approbation - Autorisation de signature	229
M2020-19	Réalisation d'une voie dévolue aux modes actifs, logistiques et transport collectif entre Saint Geniès des Mourgues et Vendargues - Convention de transfert de gestion avec SNCF Réseau des parcelles constituant l'ancienne voie ferrée entre Vendargues et Castries - Approbation - Autorisation de signature	232
M2020-20	Commune de Montpellier - Quartiers Mosson et Cévennes - Convention en vue de la mise en œuvre de la relation de confiance en matière d'évaluation domaniale - Autorisation de signature	235
M2020-21	Commune de Montpellier - Quartier Centre - Vente d'un appartement situé 23 rue des Balances à Monsieur Manuel GAVIRIA - Parcelle cadastrée HV 328 - Autorisation de signature	239
M2020-22	Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Acquisition d'un bien situé 3 place de l'Eglise - Autorisation de signature	242
M2020-23	Commune de Montaud - Instauration du droit de préemption urbain renforcé - Approbation	245
M2020-24	Action foncière pour le développement économique - Commune de Montpellier - Secteur TDF La Blanquette - Convention opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier Occitanie - Autorisation de signature	248
N° DELIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGES
M2020-73	GEMAPI - Communes de Lavérune et de Saint Jean de Védas - Plan de gestion de la zone humide des prairies alluviales et des ripisylves de la Mosson - Travaux de restauration dans le secteur Pépinière - Demandes de subventions - Convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée à l'EPTB Lez - Autorisation de signature	252
M2020-74	GEMAPI - Journée mondiale des zones humides - Manifestation art et nature - Galerie éphémère 2020 - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'espaces naturels Languedoc-Roussillon - Autorisation de signature	256
N° DELIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
M2020-78	Centre Demeter de tri des déchets recyclables secs - Convention avec le Syndicat Centre Hérault pour le tri des collectes sélectives de déchets recyclables - Autorisation de signature	260
N° DELIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE	PAGES
M2020-33	Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EUPIC pour l'année 2020 - Convention - Autorisation de signature	264

N° DELIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE (SUITE)	PAGES
M2020-34	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions 2020 - Autorisation de signature	268
M2020-35	Communes de Lattes, Pérols, Saint Jean de Védas, Villeneuve-lès-Maguelone - Classement en commune touristique - Dossier de candidature - Autorisation	274
M2020-36	Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) 2020 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature	277
N° DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
M2020-61	Rapport annuel de Montpellier Méditerranée Métropole sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	281
M2020-62	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	284
N° DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
M2020-75	Commune de Montpellier – Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées avenue Val de Montferrand – Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole – Avenant n°1 – Autorisation de signature	291
M2020-76	Convention d'échange et d'utilisation de données de mesures de niveaux d'eau souterraine à Grabels entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup (CCGPSL) - Autorisation de signature	294
M2020-77	Commune de Saint-Brès - ZAC Cantausse - Programme des équipements publics relatif à la desserte en eau potable et en eaux usées - Avenant n°1 à la convention - Autorisation de signature	297
N° DELIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
M2020-71	Réseau des piscines - Piscine Les Néréides de Lattes - Opération "La Nuit du Sport" - Gratuité d'accès - Approbation	302
M2020-72	Associations et clubs sportifs - Affectations de subventions - Trophée Taurin 2020 - Conventions d'attribution - Autorisation de signature	305
N° DELIB	TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGES
M2020-25	Renouvellement de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Atmo Occitanie - Attribution de subvention - Autorisation de signature	309
M2020-26	Accord-cadre de Recherche Contractuelle avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) - Conventions d'application - Autorisation de signature	313
	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
M2020-1	Schéma directeur de la logistique urbaine et du transport de marchandises en ville - Approbation	319
M2020-2	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Énergies pour le financement d'une étude relative au déploiement de stations d'avitaillement GNV / Bio GNV et de distribution d'hydrogène sur le territoire Occitanie - Autorisation de signature	323
M2020-79	Adhésion au Cluster We4Log - Approbation	326

N° DELIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
M2020-3	Charte "éclairage public" entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ADEME Occitanie - Autorisation de signature	329
M2020-4	Charte d'engagement " Une plage sans déchet plastique" - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature	333
M2020-5	Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) portant sur les espaces métropolitains des Pôles Piémonts et Garrigues et Plaine Ouest - Approbation - Demande de subvention	336
M2020-80	Contrat de délégation de service public pour l'attribution des sous traités d'exploitation des lots de plage 1, 2, 3 et 4 situés sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature	339
M2020-81	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les opérateurs de télécommunication relative à l'usage des supports du réseaux aérien d'éclairage public pour le déploiement de la fibre optique sur l'ensemble du territoire de la Métropole - Autorisation de signature	347

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE.....	P10
CULTURE.....	P14
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT.....	P43
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE.....	P63
HORS COMMISSION.....	P76
LOGEMENT.....	P124
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER.....	P185
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES.....	P251
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC.....	P259
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE.....	P263
RESSOURCES HUMAINES.....	P280
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	P290
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	P301
TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.....	P308
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	P318
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	P332

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEF

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Conventions entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Bionne et de Castelnau-le-Lez pour 2019 - Autorisation de signature

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. A ce titre, elle se doit de répondre aux obligations définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage pour la période 2018-2024 sur son territoire.

Conformément l'article L.851-1 du code de la sécurité sociale, une aide forfaitaire est versée annuellement par l'Etat aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale qui assurent la gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Le montant de cette aide, dite « *Aide au Logement Temporaire 2* » (ALT 2) est déterminé en fonction du nombre de places et du taux d'occupation des aires d'accueil concernées. Son versement est subordonné à la signature, chaque année, d'une convention avec l'Etat. Cette convention précise les modalités de versement de l'aide ainsi que les droits et obligations des parties.

Pour l'aire d'accueil de Bionne à Montpellier, le montant prévisionnel de l'ALT 2 pour 2019 est évalué à 42 884,11 euros, composé d'une partie fixe et d'une partie forfaitaire. Ce montant sera calculé définitivement dans le courant du premier trimestre 2020, suivant le taux d'occupation effectif de l'aire.

Pour l'aire de Castelnau-le-Lez, le montant prévisionnel de l'ALT 2 pour 2019 est évalué à 48 606,03 euros décomposé également en deux parties. Ce montant sera aussi calculé définitivement dans le courant du premier trimestre 2020.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets de conventions à intervenir entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion en 2019 de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne à Montpellier, et de celle de Castelnau-le-Lez ;
- approuver les conditions financières ainsi que le montant de l'aide versée applicable pour les deux aires ;
- imputer la recette sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115554-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ALT2-2019-BIONNE

- ALT2-2019-CASTELNAU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CULTURE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Dispositif DEMOS - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Cité de la musique - Philharmonie de Paris - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le dispositif Démon (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale) est un projet de démocratisation culturelle centré sur la pratique musicale en orchestre. Ce projet à dimension nationale, initié en 2010 et coordonné par la Cité de la musique-Philharmonie de Paris, est destiné à des enfants habitant des quartiers relevant de la Politique de la Ville, ainsi que dans des zones rurales insuffisamment dotées en institutions culturelles. Il agit là où l'accès à l'éducation artistique et culturelle est rendu difficile en raison de facteurs économiques et sociaux ou de l'éloignement géographique des structures d'enseignement.

Démon a pour objectif d'enrichir le parcours éducatif des enfants, de favoriser la transmission du patrimoine classique et de contribuer à leur bonne insertion sociale. Il est bâti sur une coopération professionnelle forte entre acteurs de la culture et du champ social.

Une première convention entre la Métropole et la Cité de la musique - Philharmonie de Paris a été signée en 2017 pour une durée de 3 ans. Devant le succès de cette première opération et afin de maintenir l'engagement de la Métropole auprès des enfants de ces différents quartiers, il est proposé de renouveler ce partenariat pour la même durée, d'octobre 2020 à septembre 2023.

Le dispositif a pour objectifs de :

- Donner accès à une éducation musicale et artistique à des jeunes qui ne fréquentent pas d'école de musique pour des raisons socio-économiques et culturelles.
- Donner l'occasion de côtoyer l'excellence artistique en pratiquant et en assistant à des concerts.
- Stimuler le développement personnel de chaque enfant en renforçant sa capacité d'attention à l'autre par la pratique collective, sa capacité de concentration et son goût de l'effort.
- Faire évoluer les représentations liées aux musiques classiques des jeunes eux-mêmes et de leur entourage pour une appropriation élargie de ce patrimoine.
- Initier des pratiques pédagogiques innovantes par l'association de compétences éducatives complémentaires et faciliter l'acquisition de compétences du socle commun des connaissances.
- Valoriser les jeunes auprès de leur famille et de leur entourage.
- Travailler en partenariat étroit avec les acteurs locaux et particulièrement les conservatoires et écoles de musique pour permettre la pérennisation des pratiques individuelles à la fin des trois années.

Le projet sera déployé autour des axes suivants :

- Environ 105 enfants de 7 à 12 ans, résidant prioritairement sur des territoires relevant de la Politique de la ville (Ville de Montpellier) ou de territoires ruraux répartis en 7 groupes de 15 enfants.
- Une approche musicale en profondeur, inscrite dans la durée : au minimum 3 heures d'ateliers par semaine, hors temps scolaire, pendant la durée du dispositif.
- Le prêt d'un instrument pendant toute la durée du projet.
- Une pédagogie collective par groupes de 15 enfants, regroupés en un ensemble orchestral lors de 5 tutti de 2 heures 30 par an et 2 stages de 2 jours en tutti par an en période de vacances scolaires.
- Un encadrement de chaque groupe par deux intervenants artistiques aux profils professionnels complémentaires (musiciens d'orchestres, professeurs de conservatoires, intervenants en milieu scolaire).
- Une structure sociale partenaire pour chaque groupe, qui choisit les enfants et s'implique au quotidien dans le projet.
- Un partenariat éducatif entre professionnels de la musique et travailleurs sociaux, soutenu et coordonné par une équipe projet.
- Des présentations publiques régulières dans des lieux de proximité et dans des grandes salles lors d'échéances particulières réunissant musiciens jeunes et adultes, amateurs et professionnels.

- Un dispositif de formation à destination des intervenants artistiques et des acteurs sociaux (éducateurs et enseignants).
- Une évaluation permanente de l'action par des chercheurs en sciences humaines (anthropologie de la musique, sociologie, sciences de l'éducation, psychologie sociale...) et en neurosciences porté par la Philharmonie de Paris et, s'il le souhaite, par le porteur de projet.
- Une représentation publique finale par an à l'Opéra Comédie ou dans une autre salle de la Métropole.
- La possibilité d'une représentation publique finale à la Philharmonie de Paris, selon accord à définir entre les parties

Plusieurs partenariats sont mobilisés pour assurer la réussite du projet :

- La Cité de la musique - Philharmonie de Paris,
- Montpellier Méditerranée Métropole - Conservatoire à Rayonnement Régional,
- Les communes de Montpellier (Castries et Cournonterral),
- L'Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée,
- La Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault,
- Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Au total, le coût du projet est évalué à 258 000 € TTC/an.

Le financement global est réparti de la façon suivante :

- Etat (centralisé par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris) : 64 000 €
- Mécénat (centralisé par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris) : 85 000 €
- Collectivités et structures locales (Montpellier Méditerranée Métropole et Caisse d'Allocations Familiales) : 109 000 €

Le budget prévisionnel annuel s'établit comme suit :

- Dépenses prises en charge par la Philharmonie de Paris : 59 000 €
- Dépenses prises en charge par Montpellier Méditerranée Métropole : 199 000 €

Pour le financement de ses dépenses, Montpellier Méditerranée Métropole percevra en recettes des participations à hauteur de 124 000 € :

- Participation Philharmonie de Paris : 90 000 €
- Participation CAF : 34 500 €

Cela porte à 74 500 € le coût net annuel pour la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Cité de la musique – Philharmonie de Paris ;
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif de cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115755-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Démon 2_Convention de partenariat Philharmonie de Paris

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de gestion avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier relative au dispositif DEMOS - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa politique d'enseignement musical, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée en 2017 dans le dispositif DEMOS (Dispositif d'Éducation Musicale et Orchestrale à vocation Sociale) en partenariat avec la Cité de la musique - Philharmonie de Paris. Ce projet vise à accompagner vers la pratique instrumentale, pendant 3 ans, une centaine d'enfants issus de quartiers relevant de la Politique de la Ville, ainsi que dans des zones rurales insuffisamment dotées en institutions culturelles.

La démarche associe des professionnels du champ culturel et du champ social au sein d'ateliers de pratique musicale avec la présence de musiciens et de référents de terrains chargés de l'accompagnement des enfants et de leurs familles.

Pour assurer cet accompagnement social, la Métropole bénéficie de l'expertise des services du CCAS de la Ville de Montpellier. Une convention de gestion précise que ce dernier s'engage à assurer la gestion et le suivi des missions de ces référents de terrain dans les quartiers Hauts de Massane, Près d'arènes et Celleneuve, et organise les moyens mis en œuvre pour sa bonne exécution.

Cette convention arrivant à échéance le 30 avril 2020, il convient de la prolonger jusqu'à l'issue du dispositif DEMOS, en juin 2020.

En contrepartie, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à verser au CCAS la somme de 11 000 € correspondant à la rémunération des référents de terrains sur la période complémentaire de mai à juin 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant à la convention de gestion entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale relative au dispositif DEMOS ;
- imputer les dépenses et recettes correspondantes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115789-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant convention de gestion DEMOS Métro-CCAS_projet.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Culture - Manifestations culturelles 2020 dans les communes de la Métropole - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Afin d'offrir l'excellence culturelle à un public le plus vaste possible, Montpellier Méditerranée Métropole veille à ce que les festivals à rayonnement national et international tels que *Montpellier Danse* et *Radio France Occitanie Montpellier* soient décentralisés dans les communes et y proposent des représentations gratuites. Afin de permettre à tous les citoyens du territoire métropolitain de bénéficier d'une offre de spectacles diversifiée à proximité de chez eux, elle est également à l'initiative de manifestations culturelles à l'échelle du territoire, comme *La Métropole fait son cirque* et *Saperlipopette*. Enfin, la Métropole propose dans les communes des conférences dites des « Ambassadeurs » sur les expositions du musée Fabre et du musée Lattara.

Afin d'anticiper au mieux l'organisation des manifestations décentralisées dans les communes, il est proposé de choisir dès à présent la liste des communes prévues pour accueillir des spectacles de *Montpellier Danse*, des spectacles de *Saperlipopette* et des représentations de cirque dans le cadre de *La Métropole fait son cirque* dans le courant de l'année 2020. Une liste de communes est également proposée pour les conférences des Ambassadeurs du musée Fabre et celles des Ambassadeurs du musée Lattara.

Les communes suivantes sont proposées pour accueillir des spectacles de *Montpellier Danse* : Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Grabels, Lattes, Le Crès, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Saint-Drézéry, Prades, Saint Geniès-des-Mourgues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Les communes suivantes sont proposées pour accueillir des spectacles de *Saperlipopette* : Baillargues, Fabrègues, Jacou et Montferrier-sur-Lez.

Les communes suivantes sont proposées pour accueillir des représentations de cirque dans le cadre de *La Métropole fait son cirque* : Clapiers, Juvignac, Saint-Brès et Saint-Drézéry pour les spectacles sous chapiteau, et Castelnau-le-Lez, Laverune, Montaud et Montpellier (Maison des chœurs) pour les petites formes de spectacles en salles.

Les communes suivantes sont proposées pour accueillir des conférences des *Ambassadeurs du musée Fabre* autour de l'exposition Jean Ranc : Laverune, Montferrier-sur-Lez, Cournonterral, Clapiers, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Castries, Grabels et Saint Jean de Védas, ainsi que deux communes hors Métropole, Saint-Gély-du-Fesc et Teyran.

Enfin, les communes suivantes sont proposées pour accueillir une conférence des *Ambassadeurs du musée Lattara* autour de l'exposition « L'aventure phocéenne » : Castelnau-le-Lez et Pérols.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation de ces événements sur le territoire des communes de la Métropole comme présenté ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, Mme Rosy BUONO, Mme Titina DASYLVA, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200131-115783-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec Nantes Métropole - Musée d'arts de Nantes et le réseau FRAME pour l'itinérance de l'exposition "L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher"- Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de ses missions fixées par l'article 2 de la loi du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, le musée Fabre développe des projets visant à rendre ses collections accessibles au public le plus large tout en concevant et en mettant en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture.

A ce titre, depuis sa réouverture en 2007, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé sa politique des publics en matière d'accessibilité en proposant une offre diversifiée et adaptée à chacun, particulièrement aux personnes aveugles et malvoyantes. Riche de cette expérience, le musée Fabre a souhaité donner la parole aux personnes aveugles pour la restituer auprès du grand public en lui proposant une autre expérience de visite, intime et singulière.

Du 9 décembre 2016 au 10 décembre 2017, le musée Fabre a présenté une exposition intitulée L'art et la matière – Galerie de sculptures à toucher. 80 000 visiteurs ont pu bénéficier de ce dispositif culturel. Fort de ce succès, le musée Fabre a souhaité faire bénéficier d'autres publics de ce dispositif culturel en le mettant gracieusement à disposition d'autres musées.

Le Musée d'Arts de Nantes a souhaité accueillir l'exposition du 15 mai au 21 septembre 2020.

La convention a pour objet de définir les modalités d'accueil de l'exposition « L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher » au Musée d'Arts de Nantes.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- Céder à titre gracieux le concept de l'exposition L'Art et la matière ;
- Autoriser l'actualisation du titre, de certains contenus scientifiques et de médiation de l'exposition L'Art et la matière telle qu'elle a été initiée à Montpellier en partenariat avec le Louvre ;
- Fournir à titre gracieux :
 - > L'ensemble de la scénographie (mobilier, cartels, cimaises, etc.) ;
 - > Les reproductions d'œuvres de ses collections ;
 - > Les fichiers et éléments de signalétique, les fichiers multimédias ;
 - > Les documents pédagogiques et de médiation pour l'ensemble de la galerie (format papier et numérique) ;
 - > Les fichiers relatifs à la communication de l'exposition (affiche, carton d'invitation, etc.) ;
 - > Les photos des quatre sculptures issues de ses collections
- Mettre en contact le Musée d'arts de Nantes avec les prestataires requis pour le montage, démontage, transport et adaptation du dispositif ;
- Partager son expertise et ses pratiques pour :
 - > L'actualisation de la médiation relative à l'exposition L'Art et la matière. Prière de toucher ;
 - > La supervision du montage de la galerie, par la mise à disposition d'une personne pendant 3 jours, si nécessaire ;
 - > La formation des équipes de médiation du Musée d'arts de Nantes par la mise à disposition de deux personnes pendant une journée.

Le Musée d'Arts de Nantes s'engage à :

- Accueillir l'ensemble des modules de l'exposition et présenter une partie des reproductions ;
- Stocker et assurer, pendant la durée de l'exposition L'Art et la matière. Prière de toucher les

reproductions ;

- Prendre en charge l’emballage et le transport vers Nantes des reproductions ;
- Prendre en charge et/ou réaliser par le recours aux prestataires indiqués par le musée Fabre de Montpellier Métropole Méditerranée :
 - > Le démontage, l’emballage et le transport de l’ensemble du dispositif (10 moulages et mobilier scénographique) depuis Vizille, étape précédente de la galerie tactile, jusqu’à Nantes. L’adaptation de la scénographie (modules et 4 reproductions tactiles du musée Fabre) aux conditions de présentation de la galerie tactile à Nantes ;
 - > La reproduction tactile d’une œuvre de sa collection ;
 - > La reprise des patines des reproductions et moulages présentés à Nantes, si nécessaire ;
 - > L’adaptation de la scénographie et la réalisation des 5 cartels pour certains des moulages et reproductions tactiles ;
 - > L’assurance clou à clou de l’ensemble du mobilier scénographique et de l’ensemble des reproductions tactiles pendant leur transport jusqu’au Musée d’arts de Nantes et la durée de l’exposition à Nantes ;
 - > Remplacer les matériaux ou éléments à toucher pour le module « Toucher avec son corps ».
- Réaliser, avec l’aide d’un groupe de personnes non ou malvoyantes :
 - > L’adaptation des contenus de médiation culturelle et de communication dans le respect du concept initié par le musée Fabre-Montpellier Méditerranée Métropole et dans le cadre de l’itinérance FRAME ;
 - > La communication pour le compte de sa propre étape.
- Prendre en charge les frais de mission de deux personnes pendant une journée pour la séance de formation des personnels organisée avec le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole.

FRAME s’engage à :

- Coordonner pour le compte de FRAME les échanges entre les musées FRAME partenaires de l’itinérance « L’Art et la matière. Prière de toucher » en vue de l’actualisation des dispositifs partagés et transmettre les fichiers à sa disposition dans le cadre de l’évolution du projet ;
- Assurer le lien entre les musées FRAME de l’itinérance et les partenaires de l’opération contactés par FRAME et FRAME Développement ;
- Rechercher des ressources en vue de contribuer notamment à l’adaptation des dispositifs de médiation culturelle partagés entre les cinq musées de l’itinérance FRAME ;
- Veiller à une communication harmonisée entre les musées FRAME partenaires qui reconnaisse, entre autres :
 - > L’origine de l’exposition L’Art et la matière initiée par le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole en partenariat avec le musée du Louvre ;
 - > L’importance du réseau FRAME pour l’encouragement de la coopération culturelle entre ses musées membres ;
 - > Les autres musées de l’itinérance FRAME « L’Art et la matière. Prière de toucher »
 - > L’origine des ressources obtenues via FRAME Développement et les partenariats conclus par cette association pour les besoins de l’itinérance (logo, etc.).

La convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature par l’ensemble des parties et jusqu’au transfert de responsabilité au Palais des Beaux-Arts de Lille, étape suivante de l’itinérance de l’exposition, au moment de l’enlèvement des modules et reproductions au Musée d’Arts de Nantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le Musée d’Arts de Nantes et l’association FRAME Développement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la présente convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115666-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Culture - Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Nom de la structure	Type	Montant
Association Tourisme et loisirs	Fonctionnement	1 500 €
Association Corée'Graphie	Projet « Festival Corée d'ici »	9 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subventions aux associations susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- imputer ces dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115637-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCP 3M Convention Subventions Fonctionnement 2020.doc
- DCP 3M Convention Subventions Projet 2020.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOL, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Culture - Prise en charge des frais liés aux résidences de création littéraire et demandes de subventions afférentes - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La résidence de création littéraire Lattara – Montpellier Méditerranée Métropole a ouvert ses portes début janvier 2017, dans l'enceinte du Musée archéologique Henri-Prades de Lattes. Cette résidence est née de la forte volonté politique de Montpellier Méditerranée Métropole de soutenir et d'encourager la création littéraire et plus largement les politiques publiques autour du livre. Il s'agit donc d'un lieu de création mais également d'un outil de rayonnement territorial. En effet, ce dispositif d'aide à la création vient compléter l'offre de lecture publique déjà riche dans la Métropole de Montpellier, aux côtés du réseau des médiathèques composé de 15 établissements répartis sur le territoire métropolitain (32 500 m² de médiathèques, 1,5 million d'entrées, 2,3 million de prêts) ainsi que de la Comédie du Livre, manifestation littéraire nationale et internationalement reconnue, mais aussi de l'Agora des savoirs, cycles de conférences autour des sciences.

Ce lieu a été aménagé pour accueillir tout au long de l'année des auteurs et artistes pour des durées variables.

Cette résidence de création littéraire fonctionne de la manière suivante :

- De janvier-février à mai : soutien à la jeune création littéraire contemporaine, résidence de création assortie d'une bourse de création. L'auteur candidat doit avoir publié au moins un ouvrage à compte d'éditeur en langue française et être éligible à une bourse du Centre National du Livre. Il doit avoir pour projet littéraire la création d'une œuvre déjà en cours ou encore à l'état de projet, en langue française dans les genres littéraires suivants : fiction, littérature jeunesse, bande dessinée, illustration, poésie ou écriture dramatique. L'auteur accueilli y consacre au moins 70 % de son temps à la création artistique, et au maximum 30% de son temps à des actions de médiation sur le territoire métropolitain et régional, en lien avec la Direction de la Culture et du Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, les équipements et acteurs culturels locaux, les établissements scolaires et universitaires. Le romancier comorien Ali Zamir, auteur du premier roman *Anguille sous roche* (Le Tripode), en a été le premier résident en 2017. Il y a mené à bien l'écriture de son second livre, *Mon étincelle* (Le Tripode, 2017). En 2018, François Beaune y a achevé son texte *Omar et Greg* (Le Nouvel Attila, septembre 2018). Pour l'édition 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a accueilli l'écrivain Aymen Gharbi, né en 1981 en Tunisie, qui a publié son premier roman *Magma Tunis* aux éditions Asphalte. En 2020, Hugo Paviot sera accueilli dans le cadre de cette résidence pour travailler sur son 2^{ème} roman. Il a publié son 1^{er} roman *Les oiseaux rares* aux éditions du Seuil en janvier 2020.
- De septembre à décembre : soutien à la création culturelle locale ou en lien avec des acteurs locaux dans le cadre de partenariats.

Pour la première période, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole prenne en charge l'intégralité des bourses des auteurs accueillis à hauteur de 2 000 € par mois, sauf dans le cas d'une aide financière du Centre National du Livre qui viendrait s'y substituer en partie.

Montpellier Méditerranée Métropole prendra également en charge les frais de déplacements des auteurs invités, depuis leur domicile, et, le cas échéant, vers les différents lieux d'intervention sur le territoire métropolitain et régional.

En soutien à l'organisation de ces résidences, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter les subventions les plus larges possibles auprès du Centre National du Livre, de la Région Occitanie et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge de la bourse de création à hauteur de 8 000 € pour l'année 2020 et la prise en charge aux frais réels des frais de déplacements des auteurs et artistes invités dans le cadre des résidences d'auteur, à hauteur de 1 000 € ;
- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès du Centre National du Livre, de la Région Occitanie et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie ;
- imputer ces dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115726-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOU, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Culture - Réseau des médiathèques - Demande de subvention auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la manifestation littéraire ' Partir en livre 2020 ' et prise en charge des frais de déplacement, stationnement, hébergement et restauration des auteurs invités - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de la participation du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole à la manifestation littéraire à destination du jeune public « Partir en livre », du 8 au 19 juillet 2020, un temps fort culturel sera organisé, pour la sixième année consécutive. Comme chaque année, la Métropole travaillera en étroite coopération avec le Centre National du Livre (Ministère de la Culture), qui pilote cette opération d'envergure nationale.

Afin de promouvoir la lecture auprès des jeunes sur leurs lieux de vacances ou de loisirs en plein air, il a été programmé :

- des ateliers et rencontres avec les auteurs-illustrateurs et les dessinateurs de BD suivants : l'auteure Annette Tamarkin, en résidence de médiation, les auteures-illustratrices Pauline Comis, Perrine Boyer, Isabelle Wlodarczyk, Fanny Pageaud, Pauline Roland, Elsa Brants et l'auteur-illustrateur Emmanuel Nhieu.
- des créations des compagnies BAO et La Happy Factory, ainsi que des temps de lectures avec l'association Odette Louise.

Il est proposé dans ce cadre, et compte tenu de l'importance de cette action et de ces intervenants, que soit pris en charge la totalité des frais réels liés à leur venue sur le territoire métropolitain, pour un montant maximal évalué à 5 000 € TTC.

Il est également proposé d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention du montant le plus large possible auprès du Centre National du Livre pour la participation du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole à cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge aux frais réels des transports, stationnements, hébergements et repas liés à la venue de ces intervenants, pour un montant maximum de 5 000 € ;
- approuver la demande de subvention auprès du Centre National du Livre pour la participation du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole à la manifestation littéraire « Partir en livre 2020 » ;
- imputer les dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200131-115466-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOU, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Culture - Musée Fabre - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Service Coordination des lieux d'art et d'histoire - Prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements 2020 - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

I - Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit en 2020 sa programmation riche d'expositions et d'événements au fil des collections ainsi qu'au département des arts décoratifs – hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran.

Certains événements organisés nécessiteront la prise en charge de déplacements de co-commissaires d'exposition ou d'intervenants. C'est le cas pour :

- Expositions 2020 grands formats et « au fil des collections »

- *Jean Ranc, un Montpelliérain à la Cour des Rois*, du 25 janvier au 26 avril 2020
- *Le Canada et l'Impressionnisme*, du 13 juin au 27 septembre 2020
- *Art et anatomie. Les collections du musée Fabre et du musée Atger en dialogue*, du 28 février au 31 mai 2020
- *Vlaho Bukovac / Alexandre Cabanel*, à partir de mai 2020
- *Pharmacopées, depuis la collection Jacques Bousquet jusqu'à aujourd'hui*, été 2020
- *Accrochage autour de l'acquisition d'un fonds de l'artiste Pierrette Bloch (1928-2017)*, automne 2020

- Événements 2020 organisés par le Service des publics

Tout au long de l'année, le service des publics organise une série de conférences et d'événements (Nuit européenne des musées, François Xavier n'est pas couché, Journées du Patrimoine etc.) afin de valoriser les collections permanentes, l'Hôtel de Cabrières, Sabatier d'Espeyran, département décoratif du musée et les expositions temporaires auprès d'un public le plus large possible. Dans ce cadre, le musée Fabre est amené à solliciter des intervenants extérieurs dont les frais restent à la charge du musée.

- Préparation des expositions 2021

- *Un voyage en Italie : Louis Gauffier* : février à mai 2021
- *Americans in Paris 1946-1964* : juillet – octobre 2021

Il est proposé que les frais de déplacement (transport, hébergement, restauration), en France et à l'étranger, d'une part, pour les commissaires ou co-commissaires d'expositions, conférenciers, journalistes, artistes, auteurs, et toute autre personne présentant un intérêt pour la préparation et le suivi de ces événements, et d'autre part, pour les conservateurs et tout autre personnel du musée Fabre présentant un intérêt pour la bonne marche de ces projets et événements, soient pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette prise en charge se fera, sur présentation de pièces justificatives, pour :

- les agents de la Métropole selon les modalités définies par les textes applicables en matière de frais de mission (frais réels pour les déplacements et indemnités journalières forfaitaires pour l'hébergement et la restauration) ainsi que l'arrêté de 2006 actualisé fixant, pays par pays, le montant forfaitaire des indemnités journalières applicables ;
- les intervenants extérieurs aux frais réels.

L'ensemble de ces frais sera pris en charge dans la limite des montants prévisionnels mentionnés ci-dessous :

- *Jean Ranc, un Montpelliérain à la Cour des Rois* : 4 000 €
- *Le Canada et l'Impressionnisme* : 10 000 €

- Expositions-dossiers, au fil de collections : 2 000 €
- Divers événements : 3 000 €
- *Un voyage en Italie : Louis Gauffier* : 2 000 €
- Préparation des expositions 2021-2022 : 2 000 €
- Déplacements à l'étranger des conservateurs et tout autre personnel du musée Fabre présentant un intérêt pour la bonne marche des projets : 10 000 €

Soit un total de : 33 000 €.

II – Le site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole développe une programmation riche et éclectique composée d'expositions temporaires, de conférences, d'événementiels en lien avec l'archéologie et le patrimoine, et de manifestations culturelles.

Certains événements organisés nécessiteront la prise en charge de déplacements de co-commissaires d'exposition ou d'intervenants. C'est le cas pour :

- Expositions 2020

- *L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée Nord-occidentale* (jusqu'au 6 juillet 2020), reconnue d'intérêt national par le Ministère de la Culture.
- Exposition de l'artiste Benoit Maire « Laicriture » qui a été mise en place à l'automne 2019 et perdurera jusqu'au 17 février 2020,
- celle d'un autre artiste invité à l'automne 2020.
- Exposition sur la voie Domitienne (à compter du 19 septembre 2020), coproduite avec le Service régional de l'archéologie – DRAC Occitanie, inaugure par ailleurs un cycle d'expositions consacré à l'actualité de la recherche archéologique en Occitanie.

- Evénements 2020

Des manifestations seront également programmées au musée Henri Prades tout au long de l'année prochaine, pour lesquelles il sera fait appel à des intervenants ou pour lesquelles des prises en charge de déplacements seront à prévoir dans le cadre de contrats de cession de spectacle vivant :

- Nuit européenne des musées (16 mai 2020),
- Journées nationales de l'archéologie (19, 20 et 21 juin 2020),
- Faites des fouilles,
- Journées européennes du patrimoine (19 et 20 septembre 2020),
- Journées nationales de l'architecture,
- Fête de la science,
- Ciné-Club et autres manifestations.

- Préparation de l'exposition temporaire 2021

- *Gaulois du Nord et du Sud*

Il est proposé que les frais de déplacement (transport, hébergement, restauration), en France et à l'étranger, d'une part, pour les commissaires ou co-commissaires d'expositions, conférenciers, journalistes, artistes, auteurs, et toute autre personne présentant un intérêt pour la préparation et le suivi de ces événements, et d'autre part, pour la conservatrice et tout autre personnel du site archéologique Lattara –musée Henri Prades présentant un intérêt pour la bonne marche de ces projets et événements, soient pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette prise en charge se fera, sur présentation de pièces justificatives, pour :

- les agents de la Métropole selon les modalités définies par les textes applicables en matière de frais de mission (frais réels pour les déplacements et indemnités journalières forfaitaires pour l'hébergement et la restauration) ainsi que l'arrêté de 2006 actualisé fixant, pays par pays, le montant forfaitaire des indemnités journalières applicables ;
- les intervenants extérieurs aux frais réels ;

L'ensemble de ces frais sera pris en charge dans la limite des montants prévisionnels mentionnés ci-dessous :

- Expositions d'art contemporain : 1 000 €
- Exposition « L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale » : 2 000 €
- Exposition sur la voie Domitienne : 1 000 €
- Evénements divers : 1 000 €
- Préparation de la future exposition : 1 000 €
- Déplacements à l'étranger de la Directrice du site archéologique Lattara - musée Henri Prades, de cadres du musée, et de toute autre agent utile à la bonne marche des projets : 4 000 €.

Soit un total de : 10 000 €.

III – Le service Coordination des Lieux d'art et d'histoire

Au sein de la Direction mutualisée de la Culture et du Patrimoine, le service Coordination des lieux d'art et d'histoire conduit des opérations prospectives de préparation des programmes d'exposition de ses propres établissements, ainsi que des actions de recherche de débouchés pour la diffusion à l'étranger des expositions qui sont conçues et produites en interne par ses établissements.

A ce titre un représentant du service Coordination des lieux d'art et d'histoire sera amené à effectuer des déplacements en France et à l'étranger pour rencontrer les représentants d'institutions culturelles produisant des expositions dont l'accueil dans un des établissements du service serait envisagé, ou pouvant accueillir une des expositions conçues et produites par le service.

Cette prise en charge se fera, sur présentation de pièces justificatives, pour les agents de la Métropole selon les modalités définies par les textes applicables en matière de frais de mission (frais réels pour les déplacements et indemnités journalières forfaitaires pour l'hébergement et la restauration) ainsi que l'arrêté de 2006 actualisé fixant, pays par pays, le montant forfaitaire des indemnités journalières applicables, dans la limite des montants prévisionnels mentionnés ci-dessous :

- Une mission à Wetzlar, en Allemagne : 1 000 €
- Une mission à Vienne et Graz, en Autriche : 1 000 €
- Une mission à Moscou, en Russie : 3 000 €.

Soit un total de : 5 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration, en France et à l'étranger, des conservateurs et des autres personnels du musée Fabre, du Site archéologique Lattara - musée Henri Prades ou du service Coordination des lieux d'art et d'histoire ou de toute personne (commissaire et co-commissaire d'exposition, conférencier, journaliste, artiste, auteur, intervenant, etc.) dépêchée par ces structures, pour la bonne marche des projets et des événements listés dans la présente délibération, à concurrence d'une dépense maximale de 33 000 € pour le musée Fabre, d'une dépense maximale de 10 000 € pour le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades, et d'une dépense maximale de 5 000 € pour le service Lieux d'art et d'histoire ;
- imputer les dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-110687-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
FRENCH TECH ET ARTISANAT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention de partenariat 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'école POLYTECH - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole compte parmi ses compétences obligatoires le développement économique de son territoire, compétence renforcée par la loi NOTRe (2015). Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des politiques publiques destinées à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, et à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international.

La création d'entreprises innovantes est ainsi fortement soutenue par Montpellier Méditerranée Métropole, via son Business and Innovation Centre (BIC), un incubateur dédié à l'accompagnement de jeunes entreprises innovantes à fort potentiel de croissance. Il concentre autour des start-up une offre de services et d'outils intégrée pour accélérer le décollage de leur activité dans les meilleures conditions. Son savoir-faire et ses résultats sont particulièrement reconnus tant au niveau local qu'à l'international. Depuis 2014, il est le seul incubateur français à figurer dans le Top 5 Mondial des meilleurs incubateurs de l'index UBI Global (organisme de recherche qui a comparé plus de 1 000 incubateurs réputés dans le monde).

Depuis sa création en 1987, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a accompagné la création de plus de 700 entreprises innovantes qui représentent aujourd'hui quelques 5 200 emplois directs. Près de 50 % des entreprises en incubation au sein BIC sont en lien avec les laboratoires de recherche montpelliérains, 17 % sont directement issues de la recherche locale.

Soucieux de stimuler l'esprit d'entreprendre, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole est fortement connecté à l'écosystème étudiant. En effet, le BIC dispense des sessions de sensibilisation à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprise innovantes, intégrées dans le cursus pédagogique des établissements d'enseignement supérieur ou lors d'événements dédiés tels que des *hackathons*.

Montpellier Méditerranée Métropole intervient également dans les projets de maturation à fort potentiel de développement économique pour le territoire, via son soutien à la Société Accélétratrice de Transfert Technologique (SATT) AxLR.

Au-delà de l'étape « création » de la vie des entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires s'engagent aussi, via le PASS CROISSANCE, à soutenir les entreprises ayant franchi le cap des 5 ans. Accélérer sa croissance, mobiliser des compétences, intégrer des réseaux professionnels, prendre pied à l'international : Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de ces entreprises des outils et des appuis pour franchir un nouveau cap.

La compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche, à laquelle la Métropole est associée par la loi NOTRe, sur son territoire, permet depuis 2015 à la collectivité de mettre en œuvre une politique cohérente et inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois.

Montpellier Méditerranée Métropole contribue notamment au volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. La Métropole accompagne ainsi la recherche universitaire, au 5^{ème} rang national, en favorisant le développement de nouveaux programmes de recherche innovants et à fort potentiel pour le développement économique du territoire, afin de faire rayonner l'excellence scientifique du territoire à l'international.

L'innovation scientifique, les liens avec le monde socio-économique et l'excellence de la recherche sont des critères de différenciation en termes de visibilité internationale, et font de la Métropole un territoire attractif pour les étudiants qui souhaitent une formation de pointe, pour les chercheurs désirant travailler sur les sujets de recherche les plus pointus mais également pour les entreprises qui souhaitent bénéficier des dernières avancées scientifiques et technologiques.

L'école Polytech Montpellier est l'école d'ingénieurs publique, composante de l'Université de Montpellier.

Elle est accréditée par la Commission des Titres d'Ingénieurs (CTI) pour délivrer le diplôme d'ingénieur dans six spécialités : électronique, mécanique, eau, matériaux, génie biologique et alimentaire, informatique. Ces diplômes sont accessibles en formation initiale et continue sous statut étudiant et pour trois d'entre eux, également par la voie de l'apprentissage. Les diplômes d'ingénieurs de Polytech Montpellier sont également reconnus à l'international au travers du label EUR-ACE délivré conjointement par l'ENAAE (European Network for Accreditation of Engineering Education) et la CTI.

Polytech Montpellier compte 1 400 élèves dont 400 en cycle préparatoire, propose 900 stages par an, collabore avec 12 laboratoires de recherche et compte 220 entreprises créées en 10 ans par d'anciens élèves représentant 4 000 emplois.

Membre de la Conférence des Grandes Ecoles (CGE) et de la Conférence des Directeurs des Ecoles et Françaises d'Ingénieurs (CDEFI), Polytech Montpellier fait partie de l'un des plus grands réseaux d'écoles d'ingénieurs de France, le réseau POLYTECH. Celui-ci regroupe 15 écoles d'ingénieur publiques, composantes d'Universités, réparties sur le territoire national. Le réseau Polytech Montpellier compte à ce jour près de 9 000 diplômés. Sa principale caractéristique est sa dimension de plus en plus internationale, avec des diplômés qui représentent une cinquantaine de nationalités et qui sont présents dans plus de 100 pays.

Polytech Montpellier a la volonté de favoriser la création d'entreprises ou d'activités innovantes par le transfert et la valorisation vers le monde socio-économique. Les domaines de compétences et d'activités concernés sont :

- Informatique et gestion
- Génie biologique et agroalimentaire
- Matériaux
- Mécanique et interactions
- Microélectronique et automatique
- Sciences et technologies de l'eau
- Eau et génie civil
- Mécanique structures industrielles
- Systèmes embarqués

Chaque année, cinq à six étudiants et d'ingénieurs diplômés de Polytech Montpellier en moyenne sont porteurs de projets de création d'entreprises innovantes. Plus de 220 entreprises ont été créées par des anciens élèves de l'école depuis sa création, dont 98 dans les 10 dernières années.

Dans le cadre des efforts de soutien à l'Enseignement Supérieur, il est proposé de renforcer les collaborations entre l'Ecole et la Métropole et de convenir d'un partenariat opérationnel au bénéfice mutuel des deux parties au titre de l'année 2020.

Les objectifs de la collaboration portent sur quatre axes principaux couvrant les domaines de synergies entre la Métropole et POLYTECH :

- Renforcement de la communication et de l'image de l'école POLYTECH ;
- Structuration de la politique Enseignement Supérieur Recherche et Innovation (ESRI) de la Métropole ;
- Collaborations avec les directions métiers de la Métropole ;
- Collaborations avec le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce partenariat opérationnel permettra de planifier des actions et des moments clés de rencontre entre les personnels et étudiants de Polytech Montpellier et les services de la Métropole, notamment la Direction du Développement Economique et l'Emploi, la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, pour faire émerger des interactions et des projets communs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat opérationnel, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 1 voix
Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200131-116624-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Convention de partenariat Polytech Montpellier Méditerranée Métropole Polytech 2020 V4.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole relève les grands défis du XXI^e siècle pour développer son territoire en répondant efficacement et harmonieusement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises. Le passage en Métropole au 1^{er} janvier 2015 amorce une nouvelle ambition de la collectivité pour le territoire.

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole impulse son projet de Métropole autour de sept piliers : numérique, santé, développement économique tourisme et industrie, transport et mobilité, agro-écologie et alimentation, culture-patrimoine et université, citoyenneté développement social et égalité des chances. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

En matière de développement économique, la Métropole poursuit l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, avec ses parcs d'activités, son immobilier communautaire, son Pack croissance et son Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale.

A travers une politique volontariste pour gagner en attractivité, pour se positionner sur l'échiquier européen et mondial et soutenir la vitalité de ses acteurs économiques, Montpellier Méditerranée Métropole œuvre à l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, avec ses parcs d'activités, son immobilier communautaire et son Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale (classé 2^e meilleur incubateur mondial selon UBI Global) qui fait rayonner dans le monde entier l'expertise montpellieraine en matière d'accompagnement en parfaite intégration avec les acteurs économiques.

La stratégie économique F.A.I.R a été mise en place pour créer de la richesse et de l'emploi durablement :

- Fédérer en mettant les écosystèmes en mouvement ;
- Accélérer en levant les freins et en boostant la création et la croissance des acteurs économiques ;
- Implanter en développant une offre foncière et immobilière adaptée aux besoins des entreprises ;
- Responsabiliser en soutenant une économie solidaire.

Le budget dédié aux déplacements et à la réception de ces actions et des intervenants est estimé au maximum à 2 000 €.

La promotion du tourisme est une des composantes du développement économique, à ce titre, la Métropole est susceptible de recevoir des tour-operators afin de vendre la destination du territoire. Le budget dédié aux déplacements et à la réception de ces actions est estimé au maximum à 10 000 €.

Pour mener à bien ses missions, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises. Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission du BIC, des consultants ou des partenaires institutionnels. Certains de ces formateurs interviennent à titre gratuit et seul le déplacement est pris en charge. Le montant dédié à ces actions est estimé au maximum à 500 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement et de réception ou le remboursement aux frais réels ci-dessus ainsi que la prise en charge des frais de logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115654-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEF

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du Développement Économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

L'association NBIA (National Business Incubation Association) est la première organisation internationale rassemblant les professionnels de la création et de l'incubation d'entreprises. Etablie au Etats-Unis, elle compte plus de 1 500 membres dans 50 pays. Lors de la cérémonie organisée en 2007, Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu le prix du meilleur incubateur pour l'excellence globale des programmes d'incubation. Il a été à ce titre le 1^{er} incubateur en Europe à être primé. En 2019, le classement UBI INDEX a nommé le Business Innovation Center (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole parmi les 5 meilleurs incubateurs internationaux sur un panel de 700 incubateurs dans 70 pays.

Par ailleurs, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a été intégré depuis 2007 au réseau américain du NBIA. Cette participation au NBIA implique le déplacement d'une personne pour participer *a minima* au congrès annuel du réseau américain. Le coût estimé de ces déplacements pour 2020 s'élève à 5 000 €.

L'association EBN (Européen Bic Network) est le réseau européen des CEEL, pendant du NBIA au niveau européen. Ce réseau de référence rassemble, dans l'Europe élargie, les « Centres Européens d'Entreprise et d'Innovation » et les organismes dont la vocation est de fournir un soutien professionnel multidisciplinaire et de qualité aux entrepreneurs et PME innovants (3 déplacements européens dont le congrès annuel du réseau et 2 réunions techniques). Le coût estimé de ces déplacements pour 2020 s'élève à 5 000 €.

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole de par sa notoriété internationale, est une référence et un membre actif des réseaux européens. Deux déplacements pour promouvoir le programme Softlanding du BIC (International) ainsi que pour le classement UBI INDEX interviendront en 2020 pour un coût estimé à 5 000 €.

Il est proposé d'autoriser les déplacements ci-dessus pour les agents ainsi que la prise en charge au frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les déplacements en Europe et aux Etats-Unis des agents concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite de 15 000 € ;
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115652-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Organismes économiques extérieurs - Autorisation d'adhérer - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie de promotion du territoire au niveau local, national et international en s'appuyant sur des réseaux économiques. Elle a renforcé son positionnement afin de faciliter, au travers de ses réseaux, l'implantation et le développement d'entreprises sur le territoire de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Pour ce faire, le soutien à la création et à l'implantation d'entreprises, aux filières d'excellences et aux pôles de compétitivité est l'un des axes forts de sa politique de développement économique.

Afin d'amplifier sa stratégie de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes économiques de référence en lien direct avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation tous les ans :

- INBIA (National Business Incubation Association),
- EBN (Européen Bic Network),
- PFCA (Plate-forme interdépartementale de la Création d'Activités),
- UBI INDEX,
- AEROSPACE VALLEY,

Le montant de ces cotisations est estimé à 7 500 €.

- AGROPOLIS pour un montant de 38 113 €,
- ATOUT FRANCE (Agence pour le développement touristique), pour un montant de 15 000 €,
- CNPTU (Conférence Nationale Permanente du Tourisme Urbain), pour un montant de 4 000 €,
- TERRES EN VILLE (Association favorisant les échanges entre territoires urbains et périurbains) pour un montant de 3 600 €,
- RTES (Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaires) pour un montant de 1 350 €,
- AVE - Réseau des Clauses Sociales pour un montant de 2 950 €,
- AVUF (Association des Villes Universitaires de France) pour un montant de 1 500 €,
- Label « Ville et Pays d'Art et d'Histoire » pour un montant de 9 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le renouvellement annuel des adhésions aux organismes cités,
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Mylène FOURCADE, M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115644-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSOUS

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Business Innovation Center (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'Entreprises (Cap Oméga - Cap Alpha) - Demande de subventions pour l'année 2020 - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Les deux pépinières d'entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole Cap Oméga et Cap Alpha, sous le label Business Innovation Center (BIC), permettent aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de trois ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et de conseils appropriés.

Le but est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses, et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour mener à bien cette mission, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises.

Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission de Cap Omega et de Cap Alpha, des consultants ou des partenaires institutionnels. Elles sont destinées aux porteurs de projets et dirigeants de jeunes entreprises afin de les aider notamment à acquérir les connaissances et outils nécessaires au pilotage de l'entreprise (marketing, management, gestion, droit, vente etc.).

Pour atteindre l'objectif visé et contribuer ainsi à la pérennisation de ces entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole finance directement une partie de l'accompagnement des créateurs et fait appel aux financements susceptibles d'être versés sous forme de subventions par d'autres institutions compétentes en la matière (Union Européenne, Etat, Région, autres collectivités).

Par ailleurs, dans un contexte d'optimisation, et afin d'amplifier les actions menées dans le cadre du développement économique et de l'emploi au travers de ses filières d'excellences, la Métropole souhaite solliciter l'ensemble des financeurs susceptibles de lui apporter une aide sous la forme de partenariats et/ou de subventions.

Dès lors, il convient d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter les plus larges subventions possibles auprès de ces organismes ou institutions compétents pour l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les plus larges subventions possibles auprès des institutions compétentes pour soutenir les actions menées par le Direction du développement économique et de l'emploi ainsi que pour le BIC Cap Oméga - Cap Alpha pour l'année 2020,
- imputer ces recettes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115649-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Ecocité - Cité intelligente - Projet de recherche et développement "Mon Cap santé" - Accord de consortium avec Kyomed innov, la Chaire E-Santé et le CCAS de la Ville de Montpellier - Avenant - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

« *Mon Cap Santé* », volet santé de la Cité intelligente, inscrit dans le cadre de la convention locale relative à l'EcoCité du Volet 2 du Programme d'Investissement d'Avenir « *PIA - Fonds Ville de demain* », fait l'objet d'un accord de consortium autorisé par la délibération n°14901 du Conseil de Métropole du 27 septembre 2017.

Il s'agit d'un projet collaboratif de recherche industrielle qui réunit, via un consortium, le CCAS de la Ville de Montpellier, la société Kyomed Innov (qui coordonne ce projet), la Chaire universitaire e-santé et Montpellier Méditerranée Métropole.

L'objectif est de recueillir auprès d'un nombre significatif de citoyens les besoins non satisfaits en matière de santé, de classer ces besoins en termes de priorités pour la population, de déployer des solutions pilotes pour les seniors - et leur entourage - et de pérenniser les solutions ainsi validées, favorisant le bien vieillir. Les citoyens sont impliqués tout au long du projet, de la définition des besoins jusqu'au déploiement de solutions adaptées et pérennes.

« *Mon Cap Santé* » en chiffres : de multiples sondages et entretiens, 6 thématiques de santé, 6 consultations citoyennes avec la participation de 250 personnes, 50 besoins identifiés, 17 entretiens experts, 3 thématiques sélectionnées, 2 à 4 besoins sélectionnés, 1 appel à projets, 2 entreprises lauréates, 3 solutions numériques.

A la suite de ces consultations citoyennes, 3 axes ont été retenus pour l'appel à projets lancé par le consortium :

- 1 - la mobilité pour chacun pour le maintien de son capital santé,
- 2 - de la coordination autour du patient (pathologie) à la coordination autour de la personne (qualité de vie),
- 3 - de l'acceptation du changement à l'adaptation de l'environnement pour vivre chez soi plus longtemps.

Trois solutions innovantes identifiées sont en cours d'expérimentation :

- La société FACILIGO, Plateforme web de co-déplacements solidaires ;
- La société LiliSmart avec deux solutions :
 - o la première est un carnet de liaison numérique, permettant de coordonner les personnes, notamment les professionnels, qui gravitent et interagissent autour de la personne âgée ;
 - o la seconde propose des activités pour la stimuler, et lui permettre de rester autonome chez elle le plus longtemps possible.

Cette approche intégrative du citoyen dans le processus décisionnel, a permis de proposer des solutions en adéquation avec les attentes des utilisateurs, de tester le modèle économique et donc la pérennité de ces solutions et de construire une méthodologie pouvant être déployée dans d'autres agglomérations ou métropoles.

L'accord de consortium, approuvé le 27 septembre 2017, fixait la durée du programme sur une période de 26 mois. Il convient de le prolonger de 10 mois pour finaliser l'expérimentation des solutions.

Le présent avenant à l'accord de consortium a été finalisé et prendra effet au 1er mars 2020 jusqu'au 31 décembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à l'accord de consortium du projet « *Mon Cap Santé* »,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115819-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant à l'accord de consortium

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE



Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEF

Energie et transition énergétique - Contrat de concession de distribution publique d'énergie calorifique, Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid, avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Avenant n°5 lié au plan quinquennal de travaux 2017/2021 - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) avec l'ambition d'être un Territoire neutre en carbone en 2050. Pour cela, l'une des orientations stratégiques du PCAET est de disposer, à cet horizon, d'un réseau public de chaleur et de froid approvisionné à 100 % par des énergies renouvelables ou de récupération.

Le réseau public de chaleur et de froid de la Ville de Montpellier fait l'objet d'une délégation de service public avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un contrat initial en date du 31 décembre 1986. Ce contrat a fait l'objet de plusieurs avenants dont une prolongation de durée qui fixe le terme du contrat au 31 décembre 2030. Par ailleurs, la création de Montpellier Méditerranée Métropole a entraîné le transfert de la compétence communale relative au réseau montpelliérain de chaleur et de froid par décret en date du 23 décembre 2014.

A l'heure actuelle, le réseau public de chaleur et de froid existant sur la ville de Montpellier présente d'ores et déjà un taux d'énergie renouvelable remarquable comme en atteste la labellisation Eco-réseau de chaleur en 2018 et 2019. En effet, les 9 sites de production du réseau urbain, présents dans plusieurs quartiers de Montpellier (Joffre, Antigone, Odysseum, Port-Marianne, Richter, Jacques-Cœur, Polygone, Grisettes et Universités) et alimentant en chaleur et froid 1,6 million de m², soit l'équivalent de 20 600 logements, sont en moyenne à 65 % renouvelable.

Cela est le résultat d'une évolution continue pour étendre et verdir le réseau depuis la création du premier réseau public. A cet effet, la concession a été amendée dans le cadre d'un avenant n°4 en date du 27 janvier 2017 ayant pour objet principal la description du plan quinquennal 2017-2021 dont le programme est le suivant :

1. Extension des réseaux existants : Raccordement de nouveaux bâtiments sur les réseaux urbains existants d'Antigone/Polygone et de Port Marianne, alimentés principalement par de la biomasse, et des Grisettes, alimenté par le biogaz d'AMETYST ;
2. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Cambacérès basé sur la valorisation de la géothermie sur nappe. La chaleur et le froid seront produits par thermofrigopompes géothermiques avec un appoint assuré par la centrale de trigénération biomasse de Port Marianne ;
3. Création d'un nouveau réseau de chaleur pour le quartier de l'ex-EAI basé sur la valorisation de la biomasse locale ;
4. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Nouveau Saint Roch basé sur la valorisation de la chaleur récupérée sur la production de froid et d'électricité ;
5. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Celleneuve - Beausoleil basé sur la valorisation de chaleur récupérée sur la production de froid.

Le plan quinquennal de travaux pour la période 2017/2021 de l'avenant n°4 était évalué à 25,5 millions d'euros HT et avec un taux de subvention prévisionnel de 24 %. Conformément à l'article 2.5 de l'avenant n°4, les parties avaient convenu de se rencontrer afin d'étudier l'actualisation de ce plan quinquennal de

travaux. Le présent avenant est issu de cette réévaluation des projets ainsi que de l'actualisation des subventions prévisionnelles.

En effet, l'ambition affichée de la collectivité dans le cadre du PCAET et sa volonté de développer la Métropole Solaire conduit à saisir l'opportunité de créations de nouveaux réseaux plus innovants en augmentant le recours aux énergies renouvelables et de récupération ainsi que d'étendre le périmètre desservi.

Une description complète et détaillée des projets de développement est présentée en annexe 1 de l'avenant n°5 et comprend les principales évolutions suivantes :

- Le réseau de chaleur en cours de création au sein de la ZAC EAI, basé sur la valorisation de la biomasse locale, sera étendu au quartier Croix d'Argent. Cela augmente considérablement le nombre de logements potentiels desservis par une énergie renouvelable avec la création d'une chaufferie biomasse plus puissante. Cette extension de desserte permet également d'augmenter le montant des subventions potentielles.
- Le réseau de chaleur et de froid en cours de création pour le quartier Nouveau Saint Roch est basé sur la valorisation de la chaleur récupérée sur la production de froid et d'électricité. Dans le cadre de Montpellier Métropole Solaire, une centrale photovoltaïque en autoconsommation sera positionnée en toiture du parking Saint Roch pour alimenter la production de froid. Cela contribue à la valorisation des toitures des équipements publics pour produire de l'énergie renouvelable. Dans ce cadre, la Métropole propose la mise à disposition de locaux et volumes pour l'implantation des équipements de production thermique et photovoltaïque nécessaires pour ce réseau de chaleur et de froid.
- Le réseau de chaleur et de froid en cours de création pour le secteur Beausoleil basé sur la valorisation de chaleur récupérée sur la production de froid sera complété par une récupération d'énergie sur les réseaux publics de collecte des eaux usées. Cela sera une première pour la Métropole qui souhaite, via ce réseau, valoriser une énergie fatale. Le procédé de récupération comprendra un poste de relevage sur le réseau d'eau usée, un échangeur spirale (adapté aux effluents chargés) et une thermofrigopompe qui va ainsi produire de manière combinée de la chaleur et du froid avec de très hautes performances.

Le plan quinquennal de travaux pour la période 2017/2021 estimé initialement à 25,5 millions d'euros HT est ainsi réévalué à 30,7 millions d'euros HT soit une évolution de 20 % (+ 5,2 M€). Les principales augmentations d'investissements portent sur les réseaux EAI, Nouveau Saint Roch et Beausoleil. De plus, le taux de subvention prévisionnel est porté à 25 % sur cette période, au lieu de 24 % initialement prévu. Ce plan actualisé est présenté en annexe 2.

Afin d'assurer le suivi de ce plan quinquennal de travaux, le concessionnaire s'engage à transmettre au concédant, au 31 mai de chaque année, un état d'avancement faisant apparaître, par projet, le réalisé et l'actualisation du prévisionnel arrêté au 31 décembre 2021 ainsi que les valeurs nettes comptables au terme du contrat. L'annexe 3 du présent avenant fait apparaître les valeurs nettes comptables actualisées nettes de subvention au terme de la concession.

Conformément au dernier alinéa de l'article 2.6 du présent avenant, « En cas de non atteinte d'un taux de subvention ou de dépassement du montant du programme d'investissement non compensé par une augmentation des subventions d'équipement bouleversant de manière significative l'économie d'un des projets, les parties conviennent de se rencontrer afin d'étudier l'actualisation du plan quinquennal ».

Dans la continuité du dispositif érigé pour l'avenant 4, il n'est pas envisagé par les parties de prolonger la durée de la concession en vue d'amortir les nouveaux investissements prévus au plan quinquennal. Par ailleurs, la volonté de maîtrise des coûts de chauffage pour les abonnés du service implique de maintenir les tarifs à leur valeur actuelle. Dans ces conditions, ces nouveaux investissements ne pourront pas être amortis en totalité sur la durée restant à courir de la concession. En conséquence, la SERM sera indemnisée en fin de

contrat de la valeur nette comptable de ces nouveaux investissements, dans les conditions de l'article 83b) de la concession relatif à la remise des installations à la fin de la concession :

« Les installations financées par le Concessionnaire dans les quinze dernières années de la concession et faisant partie intégrante de la concession seront remises à la collectivité moyennant, si elles ne sont pas amorties comptablement, le versement d'une valeur de rachat. Cette valeur est égale au coût de premier établissement des ouvrages, diminué des amortissements pratiqués jusqu'à l'expiration de la concession conformément au plan d'amortissement mentionné à l'article 23.b). Cette valeur sera payée dans le délai de six mois suivant la remise. Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu à intérêts de retard calculés au taux légal.

Un an avant l'expiration du contrat, les parties arrêteront le montant prévisionnel de la valeur de rachat de la valeur non amortie et les modalités de paiement ».

Enfin, cet avenant n°5 a été présenté en commission de délégation de service public relative aux services publics de l'énergie le lundi 20 janvier 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°5 lié au plan quinquennal de travaux 2017-2021 ;
- autoriser la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine à procéder aux travaux du plan quinquennal ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,

le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115415-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°5
- Annexe 1 Avenant 5 - Description
- Annexe 2 Avenant 5 - VB
- Annexe 3 Avenant 5 - VNC
- Annexe 4 Avenant 5 - Plan
- Annexe 5 Avenant 5 - CEP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEF

Energie et transition énergétique - Financement du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Garanties d'Emprunts accordées à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) Concessionnaire - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Par contrats en date des 31 décembre 1986 et 1er janvier 1988, la Ville de Montpellier a concédé à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM), la concession du service public de distribution d'énergie calorifique dans les quartiers d'Antigone et du Polygone. La distribution d'énergie calorifique a ensuite été étendue à la totalité du territoire communal par un avenant commun aux deux contrats précités, en date du 11 mai 1993.

Puis un autre avenant a été conclu le 9 août 1996 pour prendre en compte l'évolution de la réglementation communautaire issue, à l'époque, du règlement n°3093/94/CE du 15 décembre 1994, confirmé par le règlement n°2037/2000/CE du 29 septembre 2000.

De nouvelles installations de trigénération ont été mises en service fin 2000. Ces nouvelles installations qui participent au service rendu à l'ensemble des usagers du réseau de chaleur ont impliqué des adaptations de la convention. Dans un souci de lisibilité, ces adaptations ont été intégrées dans le contrat de concession refondu avec les avenants antérieurs le 31 août 2001.

Le contrat de concession refondu (ci-après la « *Concession* ») a été adapté dans le cadre d'un avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, ayant pour objet de :

- mettre à jour le niveau de tarif et la composition des formules de variation,
- apporter quelques modifications à la concession, motivées par la nécessaire adaptation du contrat aux évolutions légales et réglementaires et par la volonté de mise en œuvre d'une politique de développement des énergies renouvelables,
- approuver le plan quinquennal de travaux.

La Concession a ensuite été amendée dans le cadre d'un avenant n°2 en date du 4 mars 2013 ayant pour objet :

- l'approbation du plan quinquennal de travaux (2012-2016),
- la prolongation de la durée de la Concession, motivée par l'utilisation accrue d'énergies renouvelables conformément à l'article L.1411-2b du code général des collectivités territoriales,
- la mise à jour du niveau des tarifs et de la composition des formules de variation en conséquence des changements dans l'approvisionnement énergétique,
- l'approbation de la mise à jour de l'annexe 7 de la concession inventaire des ouvrages en service à la date du 31 décembre 2000,
- l'intégration de la possibilité pour les abonnés du réseau de demander un réajustement de la puissance souscrite à la suite d'une réhabilitation thermique du bâtiment conformément à l'article L.241-10 du code de l'énergie,
- la mise à jour et la correction de forme de certaines références législatives et réglementaires de la concession.

A la suite de la création de la Métropole, la compétence relative au Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) a été transférée de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole, en application du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014.

Par la suite, la concession a été amendée dans le cadre d'un avenant n°3 en date du 8 décembre 2015 ayant pour objet la modification de la composition des formules d'indexation de l'élément R1 chaleur et de l'élément R1 froid en conséquence de la disparition des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) d'électricité et de gaz pour les professionnels et la mise à jour des tarifs et des indices de référence en valeur connue au 31 août 2015.

Enfin, la concession a été amendée dans le cadre d'un avenant n°4 en date du 27 janvier 2017 ayant pour objet principal la description du plan quinquennal 2017-2021 dont le programme est le suivant :

1. Extension des réseaux existants : Raccordement de nouveaux bâtiments sur les réseaux urbains existants d'Antigone/Polygone et de Port Marianne, alimentés principalement par de la biomasse, et des Grisettes, alimenté par le biogaz d'AMETYST ;

2. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier de Cambacérès basé sur la valorisation de la géothermie sur nappe. La chaleur et le froid seront produits par thermofrigopompes géothermiques avec un appoint assuré par la centrale de trigénération biomasse de Port Marianne ;
3. Création d'un nouveau réseau de chaleur pour le quartier de l'ex-EAI basé sur la valorisation de la biomasse locale ;
4. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Nouveau Saint Roch basé sur la valorisation de la chaleur récupérée sur la production de froid et d'électricité ;
5. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Celleneuve - Beau Soleil basé sur la valorisation de chaleur récupérée sur la production de froid.

Ce plan quinquennal est en cours de mise en œuvre par le RMCF.

Or, le contrat de concession, dans son article 63 A. Emprunts, stipule que le concédant peut accorder sa garantie au service des intérêts, au remboursement des avances reçues et des emprunts contractés par le concessionnaire pour la réalisation des opérations.

Aussi, la SERM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 5 000 000 €, à contracter auprès de la Banque ARKEA, de 4 000 000 €, à contracter auprès de la Banque Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon et de 3 000 000 €, à contracter auprès de la Banque Crédit Agricole destinés au financement des travaux des centrales de productions pour les réseaux Cambacérès, ex-EAI et Nouveau Saint Roch.

Les caractéristiques du premier emprunt à garantir sont les suivantes :

- o Banque : ARKEA
- o Capital : 5 000 000 €
- o Durée : 10 ans
- o Taux fixe : 1,03 %
- o Périodicité trimestrielle
- o Amortissement linéaire
- o Frais de dossier : 4 000 € TTC
- o Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- o **Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole de 50%**

Les caractéristiques du deuxième emprunt à garantir sont les suivantes :

- o Banque : Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon
- o Capital : 4 000 000 €
- o Durée : 8 ans
- o Taux fixe : 0,67 %
- o Périodicité trimestrielle
- o Échéances constantes
- o Frais de dossier : 4 000 € TTC
- o Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- o **Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole de 50%**

Les caractéristiques du troisième emprunt à garantir sont les suivantes :

- o Banque : Crédit Agricole
- o Capital : 3 000 000 €
- o Durée : 8 ans
- o Taux fixe : 0,82 %
- o Périodicité annuelle
- o Échéances constantes
- o Frais de dossier : 3 750 € TTC
- o Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- o **Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole de 50%**

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 50% de l'emprunt d'un montant de 5 000 000 €, à contracter par la SERM auprès de la banque ARKEA ;
- garantir 50% de l'emprunt d'un montant de 4 000 000 €, à contracter par la SERM auprès de la banque Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon ;
- garantir 50% de l'emprunt d'un montant de 3 000 000 €, à contracter par la SERM auprès de la banque

Crédit Agricole ;

- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Véronique DEMON, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Véronique PEREZ, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115409-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RMCF - ARKEA 5M€ Offre signée.pdf
- RMCF - CAGRICOLE 3M€ Offre signée.pdf
- RMCF - CE LR 4M€ Offre signée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Energie et transition énergétique - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis pour l'expérimentation d'un service de données - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) avec l'ambition de devenir un Territoire neutre en carbone en 2050.

Par délibération M2019-555 du 18 novembre 2019, la Métropole a ainsi approuvé sa stratégie « Vers un territoire neutre en Carbone » qui se décline en 14 orientations qui traitent notamment de la production d'énergies renouvelables et de l'aménagement neutre en carbone. Le diagnostic du PCAET a en effet mis en lumière l'important potentiel de développement du photovoltaïque sur le territoire confortant la volonté de développer la Métropole Solaire. De plus, la Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie d'une part et collectivité en charge de projets d'urbanisme d'autre part. Ainsi, dans un contexte de transition énergétique et climatique, la Métropole souhaite capitaliser sur des retours d'expérience d'opération d'aménagement exemplaire pour guider de futurs développements sur le territoire.

Pour sa part, Enedis est au cœur des enjeux de la transition énergétique, puisque 95 % des énergies renouvelables sont connectées au réseau public de distribution d'électricité, qui doit par ailleurs s'adapter aux nouveaux usages de consommation, tels que la recharge des véhicules électriques ou encore l'autoconsommation. Dans le même temps, Enedis garantit une solidarité territoriale en lien avec une optimisation nationale du réseau de distribution. Elle est également au cœur des enjeux d'innovation avec, par exemple, la quinzaine de démonstrateurs Smart-Grids qu'elle pilote sur le plan national.

Par délibération n°14493 du 22 février 2017, Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis ont décidé, au-delà du contrat de concession de la distribution publique d'électricité, d'inscrire leur démarche d'actions conjointes au sein d'un accord-cadre de partenariat articulé autour de trois thèmes : un territoire durable, un territoire numérique et un territoire attractif et solidaire. L'accord-cadre indique que les engagements respectifs seront précisés, si besoin, dans des conventions particulières. Dans le prolongement de cet accord-cadre, Enedis et La Métropole souhaitent collaborer d'une façon souple et innovante sur la mise à disposition de données sur l'énergie.

Le terrain d'expérimentation sera l'extension du quartier Eurêka, dont l'aménagement a été confié par la Métropole à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine). Ce nouveau quartier urbain proposera une vraie mixité fonctionnelle et offrira des services accessibles à tous les usagers avec l'ambition de favoriser le bien vieillir, agir sur la santé et la gestion énergétique. Ainsi, une plateforme numérique sera déployée avec ses services associés qui permettront aux habitants de gérer leur consommation d'énergie, d'avoir accès aux services de proximité et de favoriser le lien social.

Concrètement, dans le cadre de ce partenariat, deux services distincts seront expérimentés :

- un tableau de bord énergétique à destination de la Métropole, à des fins de supervision et de pilotage énergétique du quartier - ce tableau de bord, sera produit et régulièrement mis à jour par Enedis ;
- des indicateurs à destination des habitants et utilisateurs du quartier.

L'expérimentation permettra de disposer d'une analyse sur les modalités de production des données, de formalisme de transmission et de la pertinence de ces informations pour le pilotage d'un réseau desservant un quartier dont l'ambition est d'être à énergie positive.

Cette convention est conclue à titre gratuit et pour une durée de deux ans à compter de la date de signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat pour l'expérimentation d'un service de données sur le quartier Eurêka ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention de partenariat et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-116490-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Enedis-3M_EUREKA_Données ILV.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Hors commission - Voirie métropolitaine - Dénomination de voie : Pont André VEZINHET - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Au sud de Montferrier-sur-Lez, sur la RM65, se situe un nouveau pont qui enjambe le rond-point, raccordant la RM112, la route de Mende et l'avenue d'Agropolis. Il est proposé de dénommer ce pont :

André VEZINHET

André VEZINHET est né le 7 septembre 1939 à RODEZ. Son père, Adrien, est professeur de lettres en lycée, censeur puis enfin proviseur. Sa carrière le mènera notamment au Lycée Joffre, puis au grand lycée d'Alès et enfin au lycée Henri IV de Béziers. Il milite pour l'enseignement de l'occitan et écrit des pièces de théâtre.

André VEZINHET fait ses études secondaires à Rodez et poursuit des études de sciences naturelles à l'Université de Montpellier. Il enseignera au lycée Joffre avant de s'orienter vers la recherche. Il devient alors chargé de recherches puis maître de recherches à l'INRA puis Directeur de Recherches.

Marié à Gisèle SECOND, ils ont quatre enfants. Il milite au sein de la Fédération de parents d'élèves FCPE et adhère au Parti Socialiste en 1972 où il militera au sein du courant Rocardien.

Georges FRECHE le remarque et le convainc d'entrer dans son équipe qui parviendra à conquérir en 1977 la ville à la droite. D'abord conseiller municipal puis premier adjoint en charge du personnel de 1983 à 1989, il sera également Président de l'OPAC et Vice-Président du C.C.A.S.

Il est élu au Conseil Régional de 1983 à 1989, délégué à la Formation sous la présidence de Robert CAPDEVILLE.

En parallèle, il est élu sur le canton de la Paillade à partir de 1985. En 1998, il est élu Président du Conseil Général de l'Hérault dont il assurera la présidence jusqu'au 2 avril 2015. Au cours de ses mandats il assurera les fonctions de Président d'Hérault Transport, Président d'Hérault Aménagement, Vice-Président de l'association Arc Latin (2012).

Tout au long de ses mandats, il défend sans relâche la viticulture et son territoire. Il a mené également une politique foncière dynamique avec la construction de nombreux logements sociaux.

En matière de coopération décentralisée, il mène des actions avec le Maroc, l'Algérie et la Tunisie sur les questions de l'eau, de l'aquaculture et mène des projets de recherche avec Agropolis sur le reboisement de l'arganier et la mise en place d'un centre de production de plants de Caroubiers.

Il a également engagé et soutenu une politique d'échanges privilégiés avec des gouvernements régionaux du Chili dans les domaines de la culture de la médecine, la santé, la recherche scientifique, l'innovation et le développement avec comme opérateur Agropolis International. Il sera fait Docteur Honoris causa des Universités de Valparaiso au Chili.

Il fut par ailleurs parlementaire élu au Sénat en 1989 jusqu'en 2007. Il laisse la haute assemblée pour se faire élire député de la 2^{ème} circonscription de l'Hérault de 2007 à 2012. Il ne se représentera pas choisissant de se consacrer à son département.

Il a été élevé au Grade de Chevalier de la Légion d'Honneur en 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dénommer le pont qui enjambe le rond-point, raccordant la RM112, la route de Mende et l'avenue d'Agropolis le pont André VEZINHET ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien voir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-117385-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Hors commission - Avis sur le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) - Occitanie 2040

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) est institué par la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015. C'est un schéma de planification globale portant sur 11 domaines de compétences définis par l'article L.4251-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) :

« Ce schéma fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière :

- d'équilibre et d'égalité des territoires,
- d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional,
- de désenclavement des territoires ruraux,
- d'habitat,
- de gestion économe de l'espace,
- d'intermodalité, de logistique et de développement des transports de personnes et de marchandises,
- de maîtrise et de valorisation de l'énergie,
- de lutte contre le changement climatique,
- de pollution de l'air,
- de protection et de restauration de la biodiversité,
- de prévention et de gestion des déchets »

Le SRADDET a été arrêté par la Région Occitanie le 19 décembre 2019, il est soumis pour avis à différentes instances, dont les métropoles de la Région. L'ensemble des avis sera joint au dossier d'enquête publique, celle-ci étant envisagée par la Région avant l'été prochain.

La durée de consultation est de 3 mois ; en l'absence d'avis exprimé par le Conseil de Métropole, il serait réputé favorable. Or, cette période de consultation recouvre celle du renouvellement des conseils municipaux, communautaires et métropolitains durant laquelle les assemblées délibérantes sont habituellement amenées à réduire leurs séances délibératives.

Cette situation oblige les collectivités concernées par le renouvellement de leur assemblée à analyser en moins d'un mois le document de 3 000 pages transmis par la Région par mail le 23 décembre 2019 puis par courrier le 16 janvier 2020, ce qui peut interroger la volonté de leur donner la possibilité d'émettre des avis suffisamment fondés et étayés.

Dans ces conditions, les observations ci-après ne peuvent être émises que sous réserve d'éventuels compléments ultérieurs émis après une investigation plus poussée de ce projet de SRADDET.

1 – Le rôle et les effets du SRADDET

Le SRADDET est un document de planification transversale qui intègre les anciens documents sectoriels :

- le Schéma Régional des Infrastructures et des Transports (SRIT),
- le Schéma Régional de l'Intermodalité (SRI),
- le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE),
- le Schéma Régional Climat / Air / Energie (SRCAE),
- le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Contrairement aux anciens Schémas Régionaux qui induisaient un rapport de « prise en compte » dans les documents de planification, le SRADDET comprend deux niveaux d'opposabilité :

- un rapport de « prise en compte » des objectifs du SRADDET, c'est-à-dire qu'il s'agit « de ne pas s'écarter des orientations fondamentales du document de rang supérieur » (extrait du rapport d'objectifs).
- un rapport de « compatibilité » avec les règles du SRADDET, c'est à dire qu'il s'agit « de respecter l'esprit de la règle prévue par le document de rang supérieur » (extrait du rapport d'objectifs).

Trois documents de planification et de programmation sous compétence de la Métropole devront respecter ces deux niveaux d'opposabilité lors de leur prochaine élaboration ou révision :

- le Schéma de Cohérence Territoriale,
- le Plan de Mobilité (ex-Plan de Déplacements Urbains),
- le Plan Climat Air Energie Territorial.

Enfin, en application de l'article L.4251-1 du CGCT les règles générales du SRADDET ne peuvent avoir pour conséquence directe, pour les autres collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, la création ou l'aggravation d'une charge d'investissement ou d'une charge de fonctionnement récurrent, sauf convention spécifique passée avec la Région

2 – La procédure d'élaboration du SRADDET

La Région a mis en place différents temps de travail avec les institutions, en particulier les structures porteuses des SCoT directement concernées par le rapport de compatibilité avec les règles du futur SRADDET. En fin d'année 2018, la Région a sollicité les Métropoles, SCoT et EPCI compétents en matière de PLU pour bénéficier de leurs éventuelles contributions au regard des premiers documents transmis (rapport d'objectifs et fascicule de règles). A l'occasion de cette saisine, la Métropole a participé à la formulation de trois contributions collectives, chacune à une échelle différente :

- avec Toulouse Métropole, notamment pour affirmer le fait métropolitain absent du projet initial ;
- avec les 14 SCoT du « *Ruban méditerranéen* » pour :
 - o mettre en avant l'existence d'un véritable « *système métropolitain méditerranéen* » au-delà du simple « *Ruban méditerranéen* » identifié ;
 - o souligner que le rééquilibrage démographique ne se « *décète* » pas mais s'accompagne d'une politique de développement local, en particulier en faveur de l'emploi ;
 - o analyser l'intérêt et les limites des premières règles proposées ;
- avec les structures porteuses des 5 SCoT des territoires voisins de la Métropole pour valoriser les convergences et partenariats établis à cette échelle.

Ces contributions, transmises à la Région en février 2019, n'ont été que partiellement prises en compte par celle-ci dans la version arrêtée du projet de SRADDET.

3 – Une stratégie basée sur deux « caps » et quatre « espaces de dialogue »

Concernant l'organisation du territoire, le diagnostic a relevé que :

« Tendancielle, la population d'Occitanie, se concentre sur le littoral méditerranéen et autour des métropoles. Ce phénomène est généralement constaté en France et dans le monde. Il engendre de forts déséquilibres territoriaux, qui, à terme menacent la qualité de vie et l'environnement. Les concentrations sur le littoral dans un contexte de montée du niveau de la mer accroissent l'exposition aux aléas naturels (érosion, submersion). La concentration dans et autour des métropoles enclenche des mécanismes de saturation qui se traduisent par un usage croissant de la voiture individuelle, la hausse du coût du logement. Inversement, la perte de population dans de vastes espaces ruraux et de montagne entraîne une dégradation de la qualité de vie : raréfaction des services collectifs dans les espaces les moins denses, difficulté croissante d'accès aux équipements et aux infrastructures de mobilités collectives, etc. »

Face à ces enjeux, le projet Occitanie 2040 « affiche une double ambition :

- *pérenniser les moteurs métropolitains en limitant les effets négatifs de la croissance démographique ;*
- *maintenir ou restaurer l'attractivité des espaces ruraux, des montagnes et villes moyennes et petites pour garantir le maintien d'un territoire vivant et actif et l'égalité des habitants de la région ».*

Ainsi, deux « caps » guident l'ensemble du projet de SRADDET :

- « *un rééquilibrage régional pour l'égalité des territoires* », c'est-à-dire l'accueil des 150 000 nouveaux habitants d'ici 2040, en visant « *l'égalité des territoires* » à travers la valorisation des territoires ruraux et la limitation de « *la surconcentration dans les métropoles* » ;
- « *un nouveau modèle de développement pour répondre à l'urgence climatique* », c'est-à-dire un modèle plus résilient, sobre en terme de consommation des ressources (foncier, eau, énergie) et basé sur une évolution du système de production d'énergie et de recyclage-traitement des déchets.

En outre, le SRADDET localise quatre « *Espaces de dialogue* » :

- deux espaces métropolitains, les « *Etoiles toulousaines* » et le « *Ruban méditerranéen* », auquel est rattaché le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- et deux espaces de massifs, l'« *Espace pyrénéen* » et l'« *Espace du massif central* ».

4 - Observations sur le projet

Le projet de SRADDET arrêté expose des objectifs (rapport d'objectifs) et des moyens pour les atteindre (règles et mesures d'accompagnement). Au regard du futur rapport de compatibilité entre le SRADDET et les documents en cours d'élaboration par Montpellier Méditerranée Métropole, le Plan Climat Air Energie Territorial et le Plan de Mobilité (nouvelle appellation des PDU issue de la Loi d'orientation pour les Mobilités), ces règles appellent certaines observations.

Le fait métropolitain

Par rapport aux premières versions du SRADDET, les contributions auxquelles la Métropole a contribué ont été en partie prises en compte dans les objectifs du projet de SRADDET, particulièrement à travers la reconnaissance du fait métropolitain. Dans cette nouvelle version, sont reconnus pour les deux Métropoles leur « *rôle majeur en terme de rayonnement régional* » et les « *moteurs de développement essentiels à l'attractivité régionale* » qu'elles accueillent. Alors que ce fait métropolitain était absent des précédentes versions du projet, les dynamiques métropolitaines sont identifiées et présentées comme étant à consolider. Les coopérations entre les Métropoles et leurs synergies avec le reste du territoire régional sont présentées comme devant être poursuivies et à conforter dans l'optique du rééquilibrage territorial.

Toutefois, « *la Région entend organiser ces coopérations à l'échelle des Espaces de dialogue* » (document de synthèse) que le projet de SRADDET définit d'une manière homogène et non différenciée, sans donner corps aux spécificités des deux grands systèmes métropolitains, ni aux synergies qui les fondent. Pour Toulouse Métropole, il s'agit de l'espace de dialogue dénommé « *Etoiles toulousaines* », pour Montpellier Méditerranée Métropole il s'agit d'un espace dénommé plus anonymement « *Ruban méditerranéen* ».

Les espaces de dialogue

A propos de l'espace de dialogue du « *Ruban méditerranéen* », on peut regretter que la notion de « *système métropolitain méditerranéen* » n'ait pas été retenue alors même qu'elle était partagée et portée avec les 14 établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de SCoT directement concernés par cet espace, à travers leur contribution commune transmise à la Région en février 2019.

D'autre part, la spatialisation du « *Ruban méditerranéen* » est notoirement trop étroite, pour intégrer, comme elle le devrait, les échanges et les identités géographiques, culturelles, historiques qui animent les liens Nord/Sud entre les territoires de reliefs, plateaux et vallées à la plaine littorale, en particulier dans la perspective des transitions écologique, économique et démographique. Le format de l'espace de dialogue du « *ruban méditerranéen* » ne permet pas non plus d'aborder les relations de réciprocité entre ces territoires dont dépendent fortement les équilibres territoriaux, à l'image de la coopération de réciprocité passée entre la Communauté de Communes des Monts de Lacaune et des montagnes du Haut-Languedoc, l'Association des communes forestières d'Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole pour le développement des filières bois-énergie/bois construction/bois mobilier en circuits courts.

Pourtant, ces espaces de dialogue sont considérés comme des lieux d'échange et de coopération pour décliner les objectifs du projet, notamment le rééquilibrage territorial. La Synthèse du SRADDET mentionne à ce propos :

« *Ces espaces de dialogues serviront à :*

- *rééquilibrer à l'échelle régionale (maîtrise de l'accueil dans les métropoles, attractivité renforcée dans les autres territoires) et au sein de chacun des espaces (desserrement métropolitain, équilibre littoral-rétrolittoral, ...)* ;
- *coopérer pour apporter collectivement des solutions concrètes à des problématiques communes (mobilités, gestion du trait de côte...) et développer des nouvelles solidarités (ressources, énergies...).* »

La Région s'y positionne comme animatrice.

Montpellier Méditerranée Métropole s'interroge sur la consistance du rôle d'organisation et d'animation que s'attribue la Région dans ces espaces de dialogue sur des politiques publiques relevant pour partie d'autres collectivités ou établissements publics de coopération intercommunale.

Elle souhaite à cet égard que ce rôle soit précisé afin que soit garanti par le SRADDET le respect des dispositions législatives imposant que les règles générales énoncées par la Région ne méconnaissent pas les

compétences des autres collectivités territoriales (article L.4251-1 CGCT).

La politique de prévention et de gestion des déchets :

Le SRADDET arrêté intègre le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) qui traduit les objectifs réglementaires de la loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte : réduction et tri des déchets d'une part, réduction drastique du recours à l'enfouissement et la priorité donnée à la valorisation énergétique pour les déchets ultimes, d'autre part.

La Métropole partage les règles du fascicule concernant l'économie circulaire (n°27), les installations, les capacités d'incinération et de stockage des déchets non dangereux (n°28 et 29), le stockage des déchets dangereux (n°31) ainsi que la nouvelle règle relative à la gestion des déchets produits en situation exceptionnelle (n°32). Néanmoins, la règle n°30 limite la zone de chalandise des déchets non inertes non dangereux. Ainsi, pour les unités de valorisation énergétique, cette zone de chalandise est limitée aux départements voisins et/ou à une distance d'une centaine de kilomètres.

Il convient à ce sujet de renouveler l'avis émis par délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 3 décembre 2018 sur le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets : *« le projet de plan limite les zones de chalandises de ces installations [de valorisation énergétiques] à une centaine de kilomètres (et aux départements limitrophes). Cette disposition n'est pas cohérente avec l'objectif prioritaire de limitation du stockage des déchets ultimes : l'accès aux installations de valorisation énergétiques des déchets est ainsi plus contraint que celui aux centres de stockage. Il convient sur ce point précis de modifier les projets de plan en ne fixant pas de limite, à l'intérieur du périmètre du plan, pour la valorisation énergétique des déchets à haut PCI, qu'il s'agisse de déchets ultimes ou de CSR, sous peine de favoriser le recours à l'enfouissement. Cette modification est d'autant plus impérieuse qu'une installation nouvelle de valorisation énergétique des déchets, à l'exception de potentielles futures plates formes de préparation du CSR, n'est envisagée (capacité régionale jugée suffisante au regard des objectifs de réduction et de recyclage des déchets), qui permettrait de renforcer la proximité entre les lieux de production et de traitement des déchets »*

La règle n°30 permet certes de déroger au principe de la zone de chalandise pour une durée de 3 ans dans des conditions spécifiques (pannes, entretien, besoin limité dans le temps), mais la mise en place d'une filière nécessite une durée beaucoup plus importante, d'environ 6 ans.

Les mobilités

Le SRADDET pose l'objectif de *« garantir l'accès à des mobilités du quotidien pour tous les usages »*. Les règles qui en découlent sont au nombre de trois. La première concerne la densification urbaine autour des Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) stratégiques. Cette règle fait partie de l'ADN du projet métropolitain. La deuxième règle concerne l'amélioration de la performance des réseaux de transport collectif, auquel la Métropole contribue activement, et la troisième porte sur l'organisation des services de mobilité (compatibilité de la billettique, coordination des réseaux), point essentiel pour la cohérence des services rendus aux usagers.

Cependant, concernant cette thématique stratégique pour agir sur le changement climatique, les objectifs exposés sont peu localisés et priorités, l'inventaire des infrastructures apparaît mais la hiérarchisation de l'offre associée ne semble pas encore construite. Le SRADDET semble surtout s'orienter sur les réseaux de compétence régionale.

Par ailleurs, le SRADDET intègre le Réseau Routier d'Intérêt Régional (RRIR) approuvé par délibération du Conseil Régional du 19 juillet 2019. Or, ce RRIR identifie les routes départementales et le réseau autoroutier, mais ne relève pas les axes récemment transférés des Départements vers les Métropoles. De même, le contournement routier du cœur de Montpellier Méditerranée Métropole (RM65, futur COM et DEM) n'apparaît pas non plus dans le RRIR alors qu'il est partie prenante et support d'un système multimodal de déplacement. Il constitue un maillon essentiel pour relier les pôles urbains et économiques. A ce titre, il devrait être inscrit au RRIR.

La biodiversité

Le SRADDET annexe les deux SRCE adoptés par les anciennes Régions puis arrêtés par les Préfets en 2015.

On peut regretter que la démarche d'élaboration du SRADDET n'ait pas été l'occasion d'harmoniser les méthodes de définition des trames vertes et bleues à l'échelle de la nouvelle Région, y compris s'agissant de la représentation graphique. Mais surtout, l'absence de mise en cohérence de ces deux schémas est particulièrement dommageable pour le respect des continuités écologiques entre les deux anciennes régions, continuités qui devraient pourtant constituer le fondement même de la réalisation d'une trame verte et bleue. En outre, l'absence de refonte des deux SRCE ne permet pas de prendre en compte l'accroissement significatif des connaissances constaté depuis leur élaboration, en matière de biodiversité et de fonctionnalité écologique des milieux.

En 2015, la Métropole avait émis un avis défavorable par délibération n°12781 du 5 mars 2015, sur le document arrêté par l'ancienne Région Languedoc-Roussillon en formulant des observations méthodologiques fondamentales et en demandant des ajustements graphiques. Si les ajustements graphiques ont été majoritairement apportés entre l'arrêt et l'approbation du SRCE Languedoc-Roussillon, certains aspects de l'approche méthodologique n'ont pas évolué et restent inappropriés, notamment pour le territoire métropolitain, avec des conséquences importantes dans le rapport de compatibilité que le SRADDET vient instaurer.

La principale remarque de l'avis de la Métropole sur le SRCE portait sur la méthode utilisée pour déterminer la trame verte et bleue. Celle-ci a consisté à découper les réservoirs de biodiversité en « *sous trames* » de même nature en termes de biodiversité et à les relier par des corridors théoriques, ce qui génère une multitude de corridors n'ayant aucune réalité fonctionnelle ni physique (corridors reliant artificiellement les milieux forestiers, semi-ouverts, ouverts, de cultures pérennes ou annuelles, de milieux littoraux...). Le rapport d'évaluation environnementale du SRCE souligne lui-même le degré d'arbitraire important de cette méthode non adaptée à un territoire de type urbain et péri-urbain. En effet, si cette méthode peut éventuellement convenir pour certains territoires plus homogènes, elle n'est pas adaptée à un territoire écologiquement complexe, caractérisé par une mosaïque de milieux, tel que celui de la Métropole. De plus, la superposition et le très grand nombre de ces corridors nuisent à la lisibilité et à la hiérarchisation de la trame verte et bleue.

Non seulement cet aspect méthodologique est conservé, mais il est, de plus, relayé au rang de règle (N°16), induisant un rapport de compatibilité avec les futurs documents de planification, alors qu'en 2015, le SRCE induisait un simple rapport de prise en compte dans les documents de planification locaux. Ceci est très inquiétant, car les documents de planification devront intégrer des corridors non justifiés sous l'emprise desquels des usages pourtant légitimes devront être interdits ou fortement contraints, à commencer par l'installation des bâtiments d'exploitation agricole.

La règle n°17 porte une démarche qui se veut vertueuse pour la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC) et que la Métropole partage. Toutefois, cette règle vise également l'identification des « *espaces à fort potentiel de gain écologique* ». Or, la demande d'identification des espaces mobilisables pour la compensation ne peut pas être réalisée, sauf exception, à l'occasion de l'élaboration des documents de planification, car il n'est pas possible d'anticiper, à l'horizon de 10 ou 20 ans, les espèces ou les milieux qu'il s'agira de compenser. Il conviendrait plutôt de rappeler que les SCoT peuvent anticiper ces phases de compensations à venir en donnant des prescriptions sur les modalités de la compensation plutôt que sur le repérage des sites de compensation.

Ce repérage pourrait également induire un phénomène de spéculation foncière non négligeable, nuisible à la mise en œuvre de la compensation, sachant que des pressions foncières inquiétantes générées par les obligations de compensations sont d'ores et déjà constatées dans les espaces agro-naturels.

La spatialisation des objectifs

Le SRADDET établit plusieurs objectifs pour aménager les territoires en édictant des règles d'une part pour densifier et développer certains sites (notamment autour des PEM) – règle N°1 –, pour maximiser l'urbanisation des zones d'activités existantes – règle N°14 –, pour prioriser l'installation de la logistique à proximité de modes alternatifs au routier – règle N°15 – etc. et d'autres part pour éviter l'artificialisation des sols en préservant des unités fonctionnelles agricoles – règle N°13 –, pour garantir les continuités écologiques – règle N°16 –, pour intégrer les risques – règle N°23 –, pour prendre en compte la santé environnementale – règle N°22.

La Métropole partage la nécessité d'adopter une approche transversale et pluridisciplinaire de l'aménagement du territoire. Pour limiter les impacts sur les espaces agro-naturels, la localisation des

extensions urbaines du SCoT révisé de la Métropole est issue d'une analyse multicritère intégrant déjà les thématiques identifiées par le SRADDET. Toutefois, l'enjeu principal des documents de planification est de hiérarchiser ces critères afin de permettre que des arbitrages puissent s'exercer entre des objectifs souvent contradictoires entre eux.

Or, en l'état, le projet de SRADDET ne comporte aucune clef pour établir une hiérarchisation de ces critères. Si elle n'est pas corrigée, cette carence fragilisera considérablement la solidité juridique des documents de planification et de programmation qui devront être compatibles avec l'ensemble de ces règles contradictoires. Par exemple, faut-il développer un projet urbain dense autour d'un PEM s'il se superpose à une unité fonctionnelle agricole ou écologique ? L'enjeu principal de l'aménagement du territoire réside pourtant dans la capacité à arbitrer entre de telles alternatives.

Dans d'autres cas, c'est la règle elle-même qui induit une incertitude : la règle n° 23 demande « *d'intégrer systématiquement les risques naturels existants et anticiper ceux à venir liés au changement climatique* », si la première partie de la règle est une évidence, la seconde pose question quant aux modalités de sa mise en œuvre : comment anticiper un risque non identifié ? avec quelles données ? suivant quel modèle ? L'incertitude dans l'application de cette règle conduira elle aussi à fragiliser les documents locaux.

Or, les documents de planification nécessitent d'être consolidés juridiquement pour pouvoir tenir les objectifs que le SRADDET leur assigne dans le temps long de l'aménagement durable du territoire.

On peut aussi s'interroger sur la formulation de l'objectif d'atteindre « *le zéro artificialisation nette à l'échelle régionale à l'horizon 2040* ». Là encore, le SRADDET n'apporte aucune clef pour permettre l'atteinte effective de cet objectif en 2040, mais seulement des objectifs et des règles pour modérer l'artificialisation.

Le SCoT révisé de la Métropole œuvre déjà fortement pour la modération de l'artificialisation, en réduisant de 24 % le rythme de la consommation foncière des extensions urbaines par rapport à la période 2006-2018 et en programmant 33 % d'extensions urbaines en moins que ce qui auraient été nécessaire si le modèle de développement du SCoT de 2006 avait été prolongé. La Métropole a mobilisé tous les leviers pour limiter cette consommation foncière, notamment :

- la définition des besoins au plus juste par la prise en compte d'une évolution démographique annuelle moyenne de 1% contre 1.7% pour la dernière période intercensitaire,
- l'optimisation de l'enveloppe de l'urbanisation existante et engagée afin qu'elle accueille 60 % des besoins en tissus mixte (sachant que l'aire urbaine de Montpellier est déjà la plus dense de la Région Occitanie),
- le dimensionnement des extensions urbaines et économiques sur la partie basse de la fourchette d'évaluation des besoins,
- la consolidation des objectifs d'intensité urbaine dans les extensions futures, en cohérence avec la desserte en transport collectif.

Par ailleurs, les concepts définissant l'artificialisation posent question quant à leur application. En effet, il est important de noter la distinction entre la logique de consommation foncière des SCoT (grande enveloppe au 1/25 000) et celle de la mesure de l'artificialisation (outils d'évaluation au 1/5 000) : les enveloppes et extensions urbaines des SCoT ne couvrent pas, loin de là, uniquement des zones artificialisées ou à artificialiser (on y trouve des ripisylves, des espaces naturels, voire même de l'agriculture urbaine...) ; de la même manière les espaces agro-naturels sont ponctuellement artificialisés (bâti existants, bâti agricole, infrastructures...). Or, la règle relative à la sobriété foncière introduit une ambiguïté car elle définit la consommation foncière en faisant référence à l'artificialisation.

Si elle n'est pas corrigée, cette carence générera de graves difficultés dans l'évaluation à laquelle les documents de planification sont soumis.

Les mesures d'accompagnement

Parallèlement aux règles, la Région a identifié un certain nombre de « *mesures d'accompagnement* » qu'elle se propose de porter pour contribuer à la mise en œuvre du SRADDET.

Outre les contrats territoriaux qui relèvent bien d'un outil partenarial conventionnel, plusieurs outils interrogent quant aux compétences de la Région :

- la création d'un Centre de ressource Foncier – Urbanisme – Territoire afin de mutualiser les outils et favoriser la connaissance des dynamiques foncières à l'œuvre sur le territoire occitan ;
- l'instauration d'un Plan d'action foncière : la Région vise à organiser l'offre foncière et immobilière dédiée aux activités économiques et logistiques, en particulier en privilégiant les financements dans les « *Occitanie Zones Economiques* » ;
- la définition d'une stratégie régionale pour la biodiversité : la démarche d'animation de la Communauté Régionale ERC en Occitanie (CRERCO) conduira notamment à préfigurer la mise en place d'un opérateur régional ;
- la Gestion du trait de côte : Observatoire Régional Littoral, lancement de Stratégie locale de gestion intégrée du Trait de côte ;
- l'animation par la Région des Inter-SCoT ;
- etc.

Ces actions de mise en œuvre du SRADDET interrogent là encore la Métropole quant au respect des dispositions législatives imposant que la Région, dans les règles générales qu'elle énonce, ne méconnaisse pas les compétences des autres collectivités territoriales. Ces outils ne doivent en effet pas concourir à un empiètement sur les compétences des autres collectivités, quelque soient les objectifs que porte le SRADDET.

A cet égard, la Métropole souhaite que la Région apporte toutes les modifications nécessaires garantissant le respect des compétences de chacun.

Compte tenu de l'ensemble des observations formulées précédemment et notamment :

- des inquiétudes générées par le projet de SRADDET arrêté sur la sécurité juridique des documents qui devront être compatibles avec lui,
- des interrogations portant sur la méconnaissance des compétences des autres collectivités territoriales, ce projet de SRADDET ne paraît pas acceptable en l'état, ce qui conduit Montpellier Méditerranée Métropole à demander à la Région de bien vouloir les prendre en compte.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la transmission du projet de SRADDET arrêté par la Région Occitanie le 19 décembre 2019 ;
- dire que ce projet de SRADDET n'est pas acceptable en l'état ;
- demander à la Région Occitanie de bien vouloir prendre en compte les remarques, préconisations et risques juridiques exprimées ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 14 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115851-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contribution avec Toulouse Métropole
- Contribution avec les 14 SCoT du ruban méditerranéen
- Contribution avec les 6 SCoT voisins
- Avis de la Métropole sur le PRPGD

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Titina DASYLVA, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Hors commission - Opération Lauze Est - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - concessionnaire - Approbation

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

L'opération de la Lauze Est répond pleinement aux orientations du SCoT révisé, approuvé en Conseil de Métropole du 18 novembre 2019, qui consacre cette opération d'une superficie totale de 32,9 hectares en tant que polarité économique rayonnante à dominante d'activités. Le parti d'aménagement retenu permet l'accueil d'activités industrielles, de négoce, de logistique urbaine, et répond aux besoins de développement ou de relocalisation d'activités déjà présentes sur le territoire communal.

En date du 13 juin 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) comme aménageur de cette opération sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée.

Le bilan de cette opération d'aménagement prévoit un bilan de concession en dépenses et recettes de 14 401 000 €, avec 4 206 000 € de participation de la collectivité. La mise en œuvre de ce projet nécessite, au regard des moyens de financement de l'opération, la mobilisation d'un emprunt de 4 000 000 € sur la totalité de l'opération.

Le traité de concession d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée par l'aménageur à son concédant. Dans ce cadre, le garant peut exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale.

Aussi, la SA3M, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt de 2 000 000 € auprès du Crédit Agricole Languedoc-Roussillon et sur un emprunt de 2 000 000 € auprès du Crédit Coopératif.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivants :

- Banque : CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON
 - Capital : 2 000 000 €
 - Durée : 4 ans (dont différé d'amortissement sur 12 mois)
 - Taux fixe maximum : 0,28 %
 - Périodicité annuelle
 - Échéances constantes avec 1 an de différé d'amortissement
 - Frais de dossier : 2 500 €
 - Garantie Montpellier Méditerranée Métropole : 80 %
- Banque : CREDIT COOPERATIF
 - Capital : 2 000 000 €
 - Durée : 4 ans (dont 12 mois de franchise en capital)
 - Taux fixe maximum : 0,25 %
 - Périodicité trimestrielle
 - Échéances constantes avec 1 an de différé d'amortissement
 - Remboursement anticipé moyennant indemnité actuarielle
 - Base de calcul des intérêts : 360/360
 - Souscription au capital du Crédit Coopératif : Néant (SPL)
 - Exemption de commission d'engagement
 - Frais de dossier : 3 000 €
 - Garantie Montpellier Méditerranée Métropole : 80 %

Au cas où la SA3M, pour quelques motifs que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée métropole en effectuerait le paiement en lieu et place à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales et L.300-1 à L.300-4 du Code l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80 % de l'emprunt de 2 000 000 € sollicité par la SA3M auprès du Crédit Agricole Languedoc-Roussillon soit 1 600 000 € ;
- garantir 80 % de l'emprunt de 2 000 000 € d'euros sollicité par la SA3M auprès du Crédit Coopératif soit 1 600 000 € ;
- autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-116988-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- offre CA LR
- offre crédit coopératif

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Hors commission - ZAC Euromédecine 2 - Communes de Montpellier et de Grabels - Garantie d'emprunt à la SERM concessionnaire - Approbation

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Parc Euromédecine II (92 hectares) sur les communes de Montpellier et de Grabels et concédé l'opération à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM). Cette concession intègre l'aménagement du parc Euromédecine II ainsi que la réalisation et l'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisés dans le domaine des biotechnologies, dénommé Biopôle (CAP GAMMA, CAP DELTA et CAP SIGMA).

Deux emprunts ont été contractés en 2008 par la SERM auprès de la Société Générale (2 000 000 €) et auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon (2 000 000 €). En 2018, ces deux emprunts ont fait l'objet d'un remboursement anticipé et un nouvel emprunt a été contracté à un taux plus attractif avec la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon d'un montant de 1 746 116 €.

Un nouvel emprunt est envisagé auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon pour le financement de l'opération EUROMEDECINE aux conditions suivantes :

- Capital : 2 000 000 €
- Durée : 7 ans maximum (dont 12 mois de franchise en capital)
- Taux fixe : 0,48 %
- Périodicité trimestrielle
- Échéances constantes dont un an de différé d'amortissement
- Commission d'engagement : 0.10% soit 2 000 €
- Aucun frais de dossier
- Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

Ce taux proposé est conditionné par une garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80 % (soit 1 600 000 €). Au cas où la SERM, pour quelques motifs que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales et L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80 % de l'emprunt d'un montant total de 2 000 000 € sollicité par la SERM auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon, soit pour un montant de 1 600 000 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés et à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Véronique DEMON, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA,
Mme Véronique PEREZ, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-117012-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- offre CE LR

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Hors commission - Convention de gestion entre la Métropole de Montpellier et la ville de Montpellier relative à la prise en charge d'une côte part salariale d'un agent de la ville dans le cadre de la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre du Pacte de confiance Métropolitain 2014-2020 conclu entre la Métropole et ses 31 communes membres, dont la Ville de Montpellier, et en application de l'article 74 de la loi 2015991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et l'article L.5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé son projet de schéma de mutualisation par délibération n°13448 du Conseil de Métropole du 16 décembre 2015.

Montpellier Méditerranée Métropole a défini les grands axes en matière d'agroécologie et d'alimentation par délibération n°13043 le 29 juin 2015.

La Ville de Montpellier, par délibération n°2016/404 du Conseil municipal du 20 octobre 2016, a autorisé la signature d'une convention de gestion prévoyant l'intervention du Directeur de la Politique Alimentaire de la Ville de Montpellier à hauteur de 30% de son temps pour répondre aux besoins d'expertise de la Métropole et des communes membres concernant la politique agroécologique et alimentaire, notamment les 5 objectifs suivants :

- La réalisation d'un état des lieux de la restauration collective des communes de la Métropole, incluant la mise en place d'un suivi évolutif dynamique ;
- Le développement d'un approvisionnement alimentaire de proximité pour la restauration collective sur le territoire de la Métropole, notamment en renforçant la commande publique et en pilotant des groupes de travail pluri-professionnels ;
- La coordination et l'accompagnement d'une démarche d'amélioration de la qualité de l'instant « *repas* » dans les structures collectives des communes de la Métropole ;
- La contribution à la mise en place d'une démarche d'amélioration continue de la performance de la restauration collective à l'échelle métropolitaine ;
- La coordination des actions d'amélioration de la performance économique de la production alimentaire de la Métropole.

Le directeur de la Politique Alimentaire de la Ville de Montpellier a effectivement consacré à ces missions 30% de son temps d'activité entre le 1^{er} novembre 2016 et le 31 décembre 2019. Pour autant, son salaire a été pris en charge en totalité par la Ville de Montpellier. Afin de régulariser cette situation, les parties ont décidé de conclure un protocole transactionnel qui prévoit que Montpellier Méditerranée Métropole verse à la Ville de Montpellier la somme correspondant à ce pourcentage de rémunération de l'agent sur la période concernée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du protocole transactionnel entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole transactionnel, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-116422-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Protocole transactionnel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Hors commission - Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n°M2019-777 du 18 décembre 2019 - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier la grille tarifaire de la fourrière animale afin de reconduire à l'identique les tarifs appliqués en 2019. L'article ci-dessous vient se substituer au point 1 de la thématique de politique publique « Autres » de la délibération n°M2019-777 du 18 décembre 2019.

1. LA FOURRIERE ANIMALE

La convention de groupement de commandes, conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée (fusion entre Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau et Communauté de Communes du Nord Bassin de Thau), les communes de Mauguio et de Palavas-les-Flots, et les prestations objet du marché d'exploitation concernent pour les animaux errants :

- Leur récupération et leur conduite dans les locaux de la fourrière ;
- Leur accueil ;
- La recherche du propriétaire et si nécessaire la pose d'un procédé d'identification ;
- Leur inspection sanitaire et vaccination ;
- Leur garde au sein des équipements de la fourrière pendant la durée légale ;
- Leur cession au refuge ou euthanasie en fonction de leur état sanitaire.

Prise en charge des animaux	Tarifs
Récupération et conduite	100,00 €
Pose d'un procédé d'identification	85,00 €
Inspection sanitaire et vaccination	57,00 €
Garde 1 ^{er} jour	21,00 €
Jour supplémentaire	12,00 €
Recherche du propriétaire	10,00 €
Frais de dossier	10,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires proposées venant modifier la délibération n°M2019-777 du 18 décembre 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200131-115979-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Hors commission - Bilan d'activités du Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole - Information

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12723 du 5 février 2015, le Conseil de Métropole a renforcé le rôle du Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole en réaffirmant sa volonté d'en faire un des organes privilégiés de réflexion, d'idées et de concertation, en apportant un regard neuf et une pratique innovante, s'organisant autour de commissions thématiques correspondant aux piliers stratégiques de la Métropole :

- Mobilité et Déplacements ;
- Santé ;
- Développement numérique ;
- Développement économique, touristique et industriel ;
- Agro-Ecologie et Alimentation ;
- Culture, Patrimoine et Université ;
- Commerce et Artisanat.

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a désigné comme Présidente du Conseil de Développement Mme Katia Vidic, le 2 mars 2015.

Selon l'article L.5217-9 du Code général des collectivités territoriales, un Conseil de développement réunit les représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs de la Métropole. Il s'organise librement. Il est consulté sur les principales orientations de la Métropole, sur les documents de prospective et de planification et sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du territoire. Il peut donner son avis ou être consulté sur toute autre question relative à la Métropole. Près de 250 membres bénévoles composent ainsi le Conseil de développement.

Le Conseil de Développement s'est construit pas à pas, en développant une vision innovante de la société civile, de nouvelles méthodes de *design thinking* basées sur l'expérience et l'expertise de la société civile, tout en s'appuyant sur une dynamique partenariale avec la Métropole. Pour y parvenir, l'agilité et la construction d'une « *Start Up Citoyenne* », voilà l'ADN d'un Conseil qui s'est rapidement appelé « *CoDe* », s'implantant sur les réseaux sociaux, créant un compte Twitter et une page Facebook. Tel un Hub, l'objectif affiché a été de fédérer au sein du Conseil les représentants, experts ou témoins, des mondes économiques, culturels, sportifs, éducatifs, associatifs, juridiques, financiers... du territoire métropolitain pour qu'ils se rencontrent, se fédèrent autour d'un laboratoire d'idées, un endroit de convergence, de propositions, de suggestions et d'étonnement. Le mode opératoire recherché par l'équipe en place a été de travailler en mode projet, en allant solliciter les forces nécessaires au sein du Conseil ou en externe, en réunissant des groupes de travail dans un esprit de travail collaboratif avec la Métropole.

Ce travail créatif est révélateur d'une part de la volonté de participer à la construction d'un territoire en apportant aux élus métropolitains un éclairage différent par une approche innovante basée sur le design territorial et d'autre part il a permis d'aboutir, au terme de ce mandat, à un bilan riche d'activités et ambitieux, qui s'est concrétisé par la création d'une Charte, des contributions, des conférences, des visites exploratoires...

1. Une vision innovante de la société civile

Le Conseil de Développement se définit comme un laboratoire d'idées dont l'objectif est d'être une force de propositions auprès des élus pour faire de la Métropole un territoire dynamique fort d'un développement économique et culturel qui respecte ses habitants et son environnement, aujourd'hui et dans le futur. Son rôle est consultatif, et ses membres sont bénévoles. Il est porté par les valeurs d'une Charte validée en séance plénière, le 23 novembre 2015 :

- Adogmatisme : Aucun parti ni aucune posture partisane ne doivent se prévaloir sur la liberté de conscience qui prévaut dans la construction des travaux du CoDe.
- Bienveillance : Les avis ou les points de vue divergents peuvent s'exprimer dans le respect des avis contraires et contribuer à la construction collective.
- Créativité et innovation : L'intelligence collective qui émerge des travaux du CoDe ne doit rien s'interdire et faire preuve d'audace.
- Collaboratif : Les travaux du CoDe sur le fond et la forme de leur déroulement s'inscrivent dans

l'optique d'atteindre un but commun et partagé par tous.

- Convivialité : Les échanges doivent s'inscrire dans le plaisir de chercher des équilibres nécessaires à établir une bonne communication, un échange sincèrement amical autour d'une réflexion commune.
- Ouverture : L'émergence de propositions pertinentes, fruit de l'intelligence collective doit se faire au-delà des frontières établies.
- Ethique : Les réflexions apportées qu'elles soient personnelles ou dans le cadre d'une représentation d'une organisation, doivent strictement contribuer au bien collectif et non à des intérêts personnels ou d'organisations. Le CoDe a contribué à l'émergence de nouvelles idées pour l'avenir du territoire métropolitain en s'appuyant sur une méthode de fonctionnement basée sur le design territorial. C'est là sa marque de fabrique, son ADN.

2. Une méthode de fonctionnement basé sur le design territorial

Le CoDe a évolué tout au long de son travail, recherchant les modes de travail permettant à ses membres de s'exprimer, de manière itérative et qualitative. La première saisine relative à la démarche Montpellier Métropole Territoires Montpellier a été organisée sur la base d'ateliers participatifs comprenant un atelier de controverse et un atelier basé sur un aspect cartographique faisant appel à l'intelligence émotionnelle et au vécu pour récolter des retours d'expérience, avec comme résultat une centaine d'idées, et plus de 60 membres mobilisés.

Cette pratique s'est enrichie par l'expérience tout au long des années, aboutissant à une parfaite synthèse lors de l'élaboration de la dernière contribution de l'avis relatif au Plan Climat Air Energie Territoire.

3. Un bilan riche en idées, en contributions, en engagement

Plus de 1500 idées partagées, plus de 230 participants engagés, plus de 30 Comex, plus de 20 ateliers de design, plus de 60 commissions, soit 14 commissions tourisme, 15 commissions mobilité, 12 commissions agroécologie, 6 commissions santé, 6 commissions culture, 7 commissions numériques, 8 séances plénières, une représentation du CoDe au Conseil Frenchtech, au Conseil Montpellier Capital Santé, au Conseil Développement durable. La vie du Conseil de développement a eu un rythme de travail construit autour de saisines de la Métropole et d'auto-saisines, de conférences, d'ateliers participatifs de design, de visites exploratoires et d'événements, de séances de travaux. L'engagement de la société civile a été riche de sens, riche d'idées, riche d'échanges.

Les contributions remises à la Métropole sont les suivantes :

- Co-construction de la Charte du CoDe symbolisant la vision, les enjeux et l'ambition pour le CoDe à 5 ans
- Deux métropoles pour l'Occitanie, une contribution commune des conseils de développement de Montpellier Méditerranée Métropole et de Toulouse Métropole sur le fait métropolitain
- L'identité alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole : Face aux enjeux économiques, sociaux, de santé, et touristiques, le Code s'est interrogé sur la pertinence pour la métropole de construire sur son périmètre une identité alimentaire, et sur la manière d'adopter une démarche fédératrice sur ce thème
- Etude sur les perceptions, usages et besoins en santé numérique des citoyens de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Montpellier Metropole Territoires : Notre vision. La contribution du CoDe dans la démarche Montpellier Métropole Territoires où le CoDe a mis en avant la nécessité de développer l'art d'influencer (le Soft Power) de la métropole.
- Contribution sur le SCoT : Notre vision « construire tous ensemble notre territoire de demain »
- Contribution sur les Connexions Métropolitaines, leurs rôles, leurs places et l'opportunité de construire des hub, des lieux d'échanges valorisant les talents du territoire.
- Le tourisme éphémère : Notre vision. Le CoDe s'est questionné sur la construction d'un tourisme durable à partir de l'éphémère, un tourisme adapté aux usages et expériences, tout en développant un tourisme respectueux de l'environnement
- Contribution sur les enjeux et les opportunités d'une transformation numérique pour Montpellier Méditerranée Métropole
- Programme Local de l'Habitat 2019-2024 : Avis favorable du CoDe,
- PCAET : Avis favorable du CoDe pour les conditions de réussite du PCAET de la Métropole de Montpellier. Cet avis s'est construit sur des visites d'équipements du territoire qui ont permis de sensibiliser les membres aux enjeux du territoire

Le conseil de développement a aussi voulu enrichir la vision de ses membres en proposant des événements immersifs comme des visites exploratoires ou des conférences.

Par exemple, à l'été 2019, Francis Pisani est venu débattre lors d'une conférence sur le sujet « *Dans une urbanocène, quelle est la place de l'humain et son impact dans la construction de la métropole durable ?* ». En partant de cette question, qui inspire toute initiative de développement et toute innovation, Francis Pisani a abordé les défis posés aux métropoles par la crise climatique, les inégalités croissantes, le recours aux technologies digitales et l'attractivité des villes. En conclusion, réunir des représentants venant de milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs de la Métropole a permis de créer un lien, de tisser des membres interconnectés. Et, par la qualité de leurs travaux et de leurs contributions, ils ont pu créer ainsi, à différents moments et sur différents sujets, des hubs féconds au bénéfice de la Métropole. A également été proposé aux membres une immersion 3D qui a permis de présenter des start-up du territoire et de développer des partenariats.

A titre informatif, la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a confirmé le maintien des Conseils de Développement dans les intercommunalités de plus de 50 000 habitants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan d'activités du Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-116646-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Hors commission - Société Publique Locale LRAD (Languedoc-Roussillon Agence de Développement) - Cession des actions de la SPL LRAD auprès de la SPL MPC - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la Société Publique Locale (SPL) LRAD (Languedoc Roussillon Agence de Développement) au capital de 328 000 euros. Elle détient 3,75 % du capital, soit 123 actions à la valeur nominale de 100 €, et occupe 1 poste sur 3 au conseil d'administration de la société en la personne de Madame Isabelle MARSALA, la présidence de la société étant assurée par la Région Occitanie, actionnaire majoritaire.

La SPL LRAD a été créée en 2010 par ses deux actionnaires fondateurs, la Région Languedoc-Roussillon et Montpellier Méditerranée Métropole. Son objet social réside dans la conception, l'étude de dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour les compte de ses actionnaires collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, ainsi que la réalisation d'opérations de construction d'équipements et d'édifices publics du ressort de ses actionnaires, et de leur maintenance.

Suite à la fusion des régions, la Région Occitanie a décidé de regrouper au sein d'une seule SPL l'ensemble des activités se rapportant à l'aménagement, la construction et à l'ingénierie de projets sur le territoire régional et mutualiser les ressources techniques et financières mises en œuvre. Il a donc été acté par cette dernière, ainsi que par le Conseil d'Administration de la SPL LRAD en date du 3 octobre 2019, de procéder au rapprochement de la SPL MPC avec la SPL LRAD, par le biais d'une fusion absorption avec Transmission Universelle du Patrimoine (TUP) de la SPL LRAD dans la SPL MPC. Cette opération de dissolution-confusion trouve son fondement juridique dans les dispositions de l'article L.1844-5 du Code civil.

Ce dispositif nécessite l'acquisition par la SPL MPC de l'ensemble des 3 280 actions de la SPL LRAD, représenté par les 3 157 actions détenues par la Région Occitanie et les 123 actions détenues par Montpellier Méditerranée Métropole.

Suite au Conseil d'Administration de la SPL LRAD en date du 3 octobre 2019, et aux échanges de courriers réalisés entre la SPL MPC et Montpellier Méditerranée Métropole, il a été proposé par les parties, de fixer le prix de vente de ces actions à leur valeur nominale, soit à 100 € unitaire représentant un total de 12 300 €, sans perte pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette cession d'actions reste soumise à la condition du maintien de Montpellier Méditerranée Métropole dans le dispositif de réorganisation régionale impactant la SPL LRAD, et donc à l'approbation par le Conseil de Métropole de l'entrée au capital de Montpellier Méditerranée Métropole dans la SPL MPC (future SPL ARAC OCCITANIE), par l'acquisition d'une action de la Région Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'absorption de la SPL LRAD par transmission universelle de patrimoine à la SPL MPC ;
- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à céder la totalité des 123 actions qu'elle détient dans la SPL LRAD à la SPL MPC pour un total de 12 300 € et imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- soumettre cette cession à la condition d'approbation de l'acquisition d'une action de la Région Occitanie dans le capital de la SPL MPC ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Isabelle MARSALA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-117531-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Hors commission - Société Publique Locale Midi-Pyrénées Construction (MPC) - Principe de prise de participation - Acquisition d'actions auprès de la Région Occitanie - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

La Société Publique Locale (SPL) MPC (Midi-Pyrénées Construction) a été créée le 12 août 2011, notamment par la Région Midi-Pyrénées, et 16 autres collectivités territoriales ou établissements publics. Elle compte désormais 38 actionnaires (Région Occitanie, 2 syndicats mixtes, 2 départements et 33 communes et communauté de communes).

Son objet social réside dans la réalisation d'opérations de construction et de rénovation, d'opérations d'aménagement au sens de l'article 300-1 du Code de l'urbanisme, et dans l'exploitation de services publics à caractère industriel ou commercial et de toute autre activité d'intérêt général.

Le capital se monte à 230 000 € et se divise en 2 300 actions de valeur nominale 100 €. Les capitaux propres de la société au 31 décembre 2018 étaient de 1 480 K€.

La Région Occitanie, qui détient 73 % du capital, occupe actuellement 9 postes sur 12 au Conseil d'administration qu'elle préside. Les 3 autres sièges étant réservés aux représentants de l'assemblée spéciale des collectivités minoritaires.

Suite à la fusion des régions, la Région Occitanie a décidé de regrouper au sein d'une SPL unique, l'ensemble de ses activités se rapportant à l'aménagement, la construction et à l'ingénierie de projets sur le territoire régional, et de mutualiser les ressources techniques et financières mises en œuvre.

Dans ce cadre, il a été proposé un rapprochement de la SPL MPC avec la SPL LRAD, dont Montpellier Méditerranée Métropole était également actionnaire, fondateur depuis 2010. Une fusion absorption avec Transmission Universelle du Patrimoine (TUP) de la SPL LRAD dans la SPL MPC a donc été engagée.

Cette fusion a nécessité l'acquisition par la SPL MPC de l'ensemble des 3 280 actions de la SPL LRAD, représenté par les 3 157 actions détenues par la Région Occitanie, et les 123 actions détenues par Montpellier Méditerranée Métropole. Une délibération en date du 31 janvier 2020 a été présentée afin d'autoriser cette cession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SPL MPC.

Cette cession a également été conditionnée à la démarche proposée dans le cadre de la présente délibération. En effet, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole intègre le capital de la SPL MPC fusionnée. Cette dernière prendra à terme, la future dénomination de « SPL ARAC OCCITANIE ».

Il a ainsi été défini, par échanges de courriers avec la Région Occitanie, de procéder à l'acquisition d'1 action de la SPL MPC, au prix unitaire basé sur la valeur nominale de 100 €, pour un montant total de 100 €.

Par ailleurs, conformément à l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire a droit au moins à un représentant au conseil d'administration. Les sièges sont attribués en proportion du capital détenu respectivement par chaque collectivité ou groupement. Il convient donc de désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la société, et de lui conférer toute fonction de représentation dans ce cadre. Montpellier Méditerranée Métropole sera représentée au sein du Conseil d'administration de la SPL MPC par les représentants de l'assemblée spéciale des collectivités à participation minoritaire. Conformément à l'article 18 des statuts de la société, l'assemblée générale de la SPL MPC proposera un siège de censeur à Montpellier Méditerranée Métropole lui permettant d'assister avec voix consultative aux

séances du Conseil d'administration et de renforcer son contrôle analogue sur les activités et les orientations de la SPL.

L'opération d'acquisition pourra être réalisée après approbation par l'assemblée délibérante de la Région Occitanie, et après agrément du projet de cession d'action de la Région par le Conseil d'administration de la SPL MPC, conformément à l'article 14 des statuts.

Il convient de désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de cette association des Assemblées générales et du Conseil d'administration, ou de l'Assemblée spéciale de la SPL MPC et de lui confier toutes les fonctions de ce cadre, notamment celle de censeur.

Madame la Première Vice-Présidente, Présidente de séance, propose la candidature suivante :

- Madame Isabelle MARSALA.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir 1 action de la SPL MPC auprès de la Région Occitanie pour un total de 100€ et imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole inscrits au chapitre 906 ;
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des Assemblées générales et du Conseil d'administration, ou de l'Assemblée spéciale, par un vote à main levée, en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- désigner Madame MARSALA en qualité de représentante de la Métropole au sein de cette structure et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre, notamment celle de censeur ;
- approuver les statuts de la SPL MPC ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Isabelle MARSALA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-117534-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Statuts SPL MPC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Hors commission - Attributions de compensation aux communes - Montants prévisionnels 2020 - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont fait l'objet de transferts de charges et de modifications de montants d'attributions de compensations.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément au 1^o du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le Conseil de Métropole doit communiquer à ses communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions de compensation. Ainsi, il convient de délibérer en ce sens.

Dans ce cadre, il est proposé d'établir l'attribution de compensation de fonctionnement prévisionnelle 2020, conformément au rapport de la dernière CLETC en date du 4 juillet 2019 approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils Municipaux, selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement prévisionnelle 2020	Attribution de Compensation fonctionnement prévisionnelle 2020
	versée par la commune à la Métropole	versée par la Métropole à la commune
Baillargues	508 134,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	1 298 375,83	
Castries	222 997,40	
Clapiers	443 250,57	
Cournonsec	83 404,59	
Cournonterral	522 280,21	
Fabrègues		179 545,81
Grabels	321 969,24	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	976 258,08	
Lattes		288 464,96
Lavérune		612 948,72
Le Crès	698 749,13	
Montaud	55 210,68	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	34 079 220,29	
Murviel-lès-Montpellier	112 476,13	
Pérols	1 579 188,18	

Pignan	257 356,21	
Prades-le-Lez	714 289,05	
Restinclières	159 959,93	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	166 595,24	
Saint Geniès des Mourgues	190 263,43	
Saint Georges d'Orques	299 787,35	
Saint Jean de Védas	889 663,24	
Saussan	168 187,65	
Sussargues	164 019,53	
Vendargues		1 427 980,58
Villeneuve-lès-Maguelone	427 134,71	
TOTAL	46 062 213,43	2 508 940,07

Il est également proposé d'établir l'AC d'investissement prévisionnelle 2020, conformément au rapport de la dernière CLETC en date du 4 juillet 2019 approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils Municipaux, selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation investissement prévisionnelle 2020	Attribution de Compensation investissement prévisionnelle 2020
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	1 091 284,85	
Castries	92 053,00	
Clapiers	210 778,53	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrègues	13150	
Grabels	500 889,33	
Jacou	45 141,00	
Juvignac	1 122 379,30	
Lattes	1 222 340,80	
Lavérune	8544	
Le Crès	428 086,17	
Montaud	60 583,40	
Montferrier-sur-Lez	37 506,00	
Montpellier	10 501 744,17	
Murviel-lès-Montpellier	74 754,36	
Pérols	356 625,00	
Pignan	236 604,89	
Prades-le-Lez	26 269,00	
Restinclières	51 637,84	

Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint Geniès des Mourgues	24 175,00	
Saint Georges d'Orques	42 292,00	
Saint Jean de Védas	257 051,00	
Saussan	26 263,00	
Sussargues	76 893,91	
Vendargues	12391	
Villeneuve-lès-Maguelone	64 961,86	
TOTAL	16 829 107,41	0,00

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant prévisionnel de l'attribution de compensation des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux sus visés, pour l'exercice 2020,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-116224-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Hors commission - Convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller métropolitain, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent mettre en place un partenariat tripartite avec *Radio Nova* pour l'année 2020, afin d'assurer la promotion et la couverture de trois manifestations. Sur ces trois manifestations, Montpellier Méditerranée Métropole est concernée sur son territoire par « *Les Nuits Zébrées* », organisée par *Radio Nova*, qui aura lieu au Zénith en novembre 2020.

Pour un montant maximal de 20 000 € HT, la Métropole s'engage à :

- prendre à sa charge le coût de réservation du Zénith de Montpellier en configuration Zénith Médium,
- médiatiser l'événement sur ses propres supports d'information : magazine de la Métropole, site internet de la Métropole.

Radio Nova s'engage de son côté :

- à apposer le logo de la Métropole sur l'ensemble des outils de communication de la manifestation : affiches, flyers, bannières web, post réseaux sociaux, dossiers de presse.

Sur son antenne :

- à diffuser 7 spots par jours pendant 12 jours sur *Radio Nova* national assurant la promotion des « *Nuits Zébrées* » avec ajout systématique de la mention « *Radio Nova & Montpellier méditerranée Métropole présentent* » (valorisation à hauteur de 5 000 € HT),
- à offrir 4 campagnes de 30 spots de 30 secondes sur *Radio Nova* national pour diffusion de campagnes de communication municipales et/ou métropolitaines durant l'année 2020 (valorisation à hauteur de 2 500 € HT par campagne soit 10 000 € HT).

Sur son site :

- à diffuser 4 campagnes web de communication municipale et/ou métropolitaine durant l'année 2020 sur le site internet de *Radio Nova* (valorisation à hauteur de 4 000 € HT).

Sur le lieu de l'événement :

- à offrir de la visibilité sur site avec installation de supports publicitaires à l'extérieur et à l'intérieur du Zénith, et distribution de flyers Métropole à l'intérieur du Zénith (diffusion assurée par la Métropole).
- assurer une couverture de la manifestation le jour de sa tenue (interviews des représentants de la Métropole) et une présence sur scène des représentants de la Métropole, ainsi que la mise à disposition de la Métropole d'invitations à l'événement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la *Radio Nova*,
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-116767-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Hors commission - Actions Design - Convention de partenariat 2020 avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier - Attribution de subvention et autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole consolide sa politique de soutien à la création, à l'innovation, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation des entreprises. Elle favorise les synergies entre les entreprises et l'ensemble de la sphère économique, notamment par le soutien aux pôles d'activités, aux universités, aux établissements d'enseignement supérieur.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée depuis plusieurs années à favoriser l'émergence d'un écosystème propre à l'innovation par le design en impulsant des actions collaboratives, notamment avec les associations de design, les fablab, les entreprises et les acteurs institutionnels.

Le design à Montpellier est déjà très présent dans de nombreux domaines comme les transports, l'architecture, l'aménagement, le commerce, l'artisanat, la culture, le numérique, la santé et plus largement l'innovation.

Ainsi, sur l'année 2017, plus de 5000 personnes, acteurs économiques et grand public, ont pu découvrir sur la Métropole les multiples facettes du design à travers des actions pilotées ou soutenues par Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin de développer des actions au bénéfice des étudiants, en particulier en lien avec l'innovation par le design.

Le partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ENSAM a en 2018 permis d'organiser un concours sur le design ouvert à tous les étudiants de l'école.

La thématique retenue pour ce concours était « *l'upcycling* » qui visait à récupérer des matériaux ou des produits usagers afin de les transformer en matériaux ou produits de qualité ou d'utilité supérieure, et de leur donner une nouvelle fonction, une nouvelle « *vie* ».

Les réalisations du concours ont donné lieu à une exposition qui a lieu au printemps 2018.

Pour l'exercice 2020, l'ENSAM et Montpellier Méditerranée Métropole se sont rapprochées afin de définir et développer ensemble des actions au bénéfice des étudiants de l'école, en lien avec l'industrie positive et l'innovation par le design. L'ENSAM propose d'organiser un concours ouvert à tous les étudiants de l'école « *Le grand détournement positif* » : les étudiants seront invités à réfléchir sur la manière de réutiliser des objets / déchets, afin de les réhabiliter, en lien avec la démarche Montpellier l'Industrie Positive. Ces réalisations donneront lieu à une exposition des nouveaux objets, en lien avec le développement économique du territoire.

Considérant l'intérêt de ce projet de concours autour du Design, il est proposé de le soutenir par l'octroi d'une subvention d'un montant de 6 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'attribution d'une subvention de 6 000 € à l'Ecole Nationale Supérieure d'architecture de Montpellier, au titre de l'année 2020, sous réserve de la signature de la convention de partenariat ;
- approuver les termes de la convention de partenariat 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier sur la mise en place d'un concours et la réalisation d'une exposition en faveur du Design ;
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 1 voix
Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200131-116795-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Convention_Ensam.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Hors commission - Adoption du procès-verbal du 18 décembre 2019

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 18 décembre 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-118307-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV_18.12.19_Synthese_des_décisions.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LOGEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEF

Logement - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires pour la réfection des réseaux d'eau de la cité universitaire ' Les Arceaux ', 64 avenue de Lodève à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ces domaines accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain.

Par ailleurs, compte tenu de sa croissance démographique soutenue, alimentée notamment par l'arrivée d'étudiants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre au titre de sa compétence en matière d'habitat, une politique volontariste en faveur du logement étudiant. Celle-ci permet de répondre aux besoins spécifiques de ces publics, en favorisant leurs parcours résidentiels, notamment par la production d'une offre locative sociale adaptée à leurs revenus.

Au titre du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi souhaité contribuer aux projets de rénovation et de modernisation des cités universitaires gérées par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier.

Le CROUS de Montpellier possède le premier parc de logement social étudiant de France avec plus de 10 000 lits. C'est aussi le premier parc rapporté au nombre d'étudiants avec un taux d'équipement de 10,6 %. Les cités universitaires traditionnelles ont, pour la plupart, été construites dans les années 60 et 70. L'importance de ce parc nécessite une politique de réhabilitation et de maintenance adaptée.

Dans ce cadre, le CROUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours pour la réfection des réseaux d'évacuation extérieurs des eaux pluviales (EP) et des eaux vannes de type séparatif (EU) ainsi qu'un nouveau réseau d'alimentation en eau potable (AEP) pour l'ensemble des bâtiments de la cité universitaire « Les Arceaux », située 64 avenue de Lodève à Montpellier.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

Coût total de l'opération : 950 000 €

- Fonds propres CROUS : 691 250 €
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 258 750 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires d'un montant de 258 750 € pour le remplacement des réseaux d'eau de la Cité Universitaire « Les Arceaux » située à Montpellier ;
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Maud BODKIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-113412-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention subv CROUS EU EP AEP Les Arceaux.docx
- Localisation Cité Universitaire Les Arceaux.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Construction de 60 logements sociaux - Résidence "Tech de Massane", site Cambon, Avenue du Comté de Nice à Montpellier - Garantie d'emprunt à la l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-dessous nommé « le bailleur », réalise une opération de construction neuve de 60 logements locatifs sociaux, résidence « Le Tech de Massane », site Cambon, avenue du Comté de Nice à Montpellier. Le programme comprend 60 logements financés en Prêt Locatif Social. Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpellierain GARCIA-DIAZ.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 6 400 342 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour financer cette opération.

Ses caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°104198 constitué des 4 lignes de prêts suivantes :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction 2016 d'un montant total de 2 431 387 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire 2016 d'un montant total de 810 463 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction 2018 d'un montant total 1 737 171 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire 2018 d'un montant total de 1 421 321 €.

Le contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit 40 ans. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 6 400 342 € représentant 100 % des 4 prêts sollicités par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, auprès de la CDC pour financer la construction de 60 logements locatifs sociaux, résidence « Le Tech de Massane », site Cambon, avenue du Comté de Nice à Montpellier, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°104198 joint en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-113735-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation Tech de Massane.pdf
- Convention GE ACM TECH DE MASSANE Mtp.docx
- Contrat de prêt cdc Tech de Massane avant signature.pdf
- Contrat de prêt Tech de Massane signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEF

Logement - Construction de 35 logements sociaux - Résidence ' Zéphir ', 188 Avenue du Comté de Nice à Montpellier - Garantie d'emprunt à la l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-dessous nommé « le bailleur », réalise une opération de construction neuve de 35 logements locatifs sociaux, résidence « Zéphir », site d'Alembert, 188 Avenue du Comté de Nice à Montpellier. Le programme comprend 35 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpellierain KUBIK.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 4 666 512 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour financer cette opération. Ses caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°104199 constitué des 4 lignes de prêts suivantes :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction 2016 d'un montant total de 1 903 829 €
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire 2016 d'un montant total de 634 610 €
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction 2018 d'un montant total de 1 170 440 €
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire 2018 d'un montant total de 957 633 €

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit 40 ans. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 4 666 512 € représentant 100 % des quatre prêts sollicités par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, auprès de la CDC pour financer la construction de 35 logements locatifs sociaux, résidence « Zéphir », 188 Avenue du Comté de Nice à Montpellier, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°104199 joint en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-113671-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan localisation Zéphir.pdf
- Convention GE ACM Zéphir Mtp.docx
- Contrat de prêt CDC Zéphir avant signature.pdf
- Contrat de prêt CDC Zéphyr signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Construction de 25 logements en location-accession - Résidence ' Ambroise Croizat ' ZAC Rive gauche lot 12 à Montpellier - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-dessous nommé « le bailleur », réalise 25 logements en location-accession, résidence « Ambroise Croizat », ZAC Rive gauche lot 12 à Montpellier. Ce programme, comprend 25 logements financés en Prêt Social de Location Accession (PSLA). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecte montpelliérain GABRIEL CARDIN.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 410 000 € qu'il sollicite auprès de la banque ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour financer cette opération. Ses caractéristiques financières sont les suivantes :

Désignation	PSLA
Montant	3 410 000 €
Commission d'engagement	10 % du montant
Durée d'amortissement	5 ans
Amortissement	In fine
Décaissement	Sous 3 mois
Périodicité	Trimestrielle
Conditions financières	Taux révisable Euribor (flooré à 0) + 80 %
Remboursement anticipé	Possible et gratuit à chaque échéance

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, soit 5 ans. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'établissement ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 410 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, auprès de la banque ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour financer la réalisation de 25 logements sociaux en location-accession, résidence « Ambroise Croizat », ZAC Rive gauche lot 12 à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la banque ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et ACM Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-112933-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation Ambroise Croizat Mtp.pdf
- Convention GE Ambroise CROIZAT.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Construction de 12 logements sociaux - Résidence ' Le Grand Jardin ', route de Boirargues à Lattes - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 12 logements locatifs sociaux, résidence « Le Grand Jardin », route de Boirargues à Lattes. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la SARL Immo Sélection, comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'architecte Julien BLANCHARD, établi à Lattes.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement des 5 prêts d'un montant total de 1 027 239 € souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Leurs caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°105742 constitué des 5 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 306 483 €
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 266 392 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 146 782 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 127 582 €
- un Prêt Booster d'un montant de 180 000 €

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit de 60 ans pour le prêt Booster, et de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 770 429,25 €, représentant 75 % des cinq prêts d'un montant total de 1 027 239 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 12 logements locatifs sociaux, résidence « Le Grand Jardin », route de Boirargues à Lattes selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°105742 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115865-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation Le Grand Jardin.pdf
- Convention GE FDI Grand Jardin.docx
- GRAND JARDIN contrat CDC signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Construction de 24 logements sociaux - Résidence ' Restinclià ', ZAC des Plans, rue Paul Valéry à Restinclières - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 24 logements locatifs sociaux, résidence « Restinclià », ZAC des Plans, rue Paul Valéry à Restinclières. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Terres du Soleil, comprend 16 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'architecte montpelliérain Jean-Baptiste MIRALLES.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement des 5 prêts d'un montant total de 2 348 313 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Leurs caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°105741 constitué des 5 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 972 433 €,
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 356 023 €,
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 483 017 €,
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 176 840 €,
- un Prêt Booster d'un montant de 360 000 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit :

- 50 ans pour le prêt Booster,
- 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction,
- 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier.

Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 761 234,75 €, représentant 75 % des cinq prêts d'un montant total de 2 348 313 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 24 logements locatifs sociaux, résidence « Restinclià », ZAC des Plans, rue Paul Valéry à Restinclières, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°105741 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115875-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation Restinclia.pdf
- Convention GE FDI Restinclia.docx
- RESTINCLIERES contrat 105741 signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Construction de 17 logements sociaux - Résidence ' Les Olivines ', ZAC Les Mazes à Saint-Drézéry - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « le bailleur », réalise une opération de construction neuve de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Les Olivines », ZAC Les Mazes à Saint-Drézéry. Le programme comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'architecte montpelliérain Jean-Luc MARTINEAU.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement des 5 prêts d'un montant total de 1 829 386 € souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Leurs caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°105764 constitué des 5 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 688 930 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 362 269 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 342 884 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 180 303 € ;
- un Prêt Booster d'un montant de 255 000 €.

Le contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit :

- 50 ans pour le prêt Booster ;
- 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction ;
- 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier.

Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 372 039,50 €, représentant 75 % des cinq prêts d'un montant total de 1 829 386 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Les Olivines », ZAC Les Mazes à Saint-Drézéry selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°105764 joint en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115872-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation Les OLivines.pdf
- Convention GE FDI Les Olivines.docx
- OLIVINES contrat CDC signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Construction de 21 logements sociaux - Résidence ' Le Tori ', 499 avenue de Nîmes à Saint-Brès - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 21 logements locatifs sociaux, résidence « Le Tori », 499 avenue de Nîmes à Saint Brès. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage des promoteurs Kalelithos et Aquipierre, comprend 14 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'architecte lattois Patrick VIDAL.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement de 5 prêts d'un montant total de 2 028 146 € souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Leurs caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°105782 constitué des 5 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 709 013 €
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 430 425 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 356 989 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 216 719 €
- un Prêt Booster d'un montant de 315 000 €

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit :

- 60 ans pour le pour le prêt Booster,
- 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction,
- 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier.

Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 521 109,50 €, représentant 75 % des cinq prêts d'un montant total de 2 028 146 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 21 logements locatifs sociaux, résidence « Le Tori », 499 avenue de Nîmes à Saint-Brès, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°105782;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115877-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de Localisation Le Tori.pdf
- Convention GE FDI Le Tori.docx
- ST BRES contrat 105782 signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Construction de 10 logements sociaux - Résidence ' Karma ', 2379 rue du Père Soulas à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 10 logements locatifs sociaux, résidence « Karma », 2 379 rue du Père Soulas à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage des promoteurs FDI Promotion et Eméris, comprend 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'Atelier MG établi à Montpellier et Grenier Thomas Architecte établi à Saint-Clément de Rivière.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement des 5 prêts d'un montant total de 1 105 760 € souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Leurs caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°105746 constitué des 5 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 402 362 €
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 288 681 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 154 132 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 110 585 €
- un Prêt Booster d'un montant de 150 000 €

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit de 60 ans pour le prêt Booster, et de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAИ construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAИ foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 829 320 €, représentant 75 % des cinq prêts d'un montant total de 1 105 760 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Karma », 2 379 rue du Père Soulas à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°105746;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115866-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan localisation Karma.pdf
- Convention GE FDI Karma.docx
- KARMA contrat CDC signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Construction de 47 logements sociaux - Résidence ' Soléa ', rue du Salaison à Vendargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 47 logements locatifs sociaux, résidence « Soléa », rue du Salaison à Vendargues. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Pragma, comprend 31 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 16 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain SERRANO.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement des 5 prêts d'un montant total de 4 668 998 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Leurs caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°105838 constitué des 5 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 708 065 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 1 193 306 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 846 934 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 591 693 € ;
- un Prêt Booster d'un montant de 329 000 €.

Le contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit :

- 60 ans pour le prêt Booster ;
- 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction ;
- 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier ;

Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 501 748,50 €, représentant 75 % des cinq prêts d'un montant total de 4 668 998 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 47 logements locatifs sociaux, résidence « Solea », rue du Salaison à Vendargues, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°105838 joint en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115868-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation Soléa.pdf
- Convention GE FDI Soléa.docx
- SOLEA contrat CDC signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEF

Logement - Construction de 24 logements étudiants- Résidence ' Campus City ', 2 Rue du Colonel Marchand à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 24 logements locatifs sociaux, résidence « Campus City », 2 rue du Colonel Marchand à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bouygues Immobilier, comprend 24 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par cabinet d'architecture montpelliérain Atelier RIO Concept Architecture.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement des 4 prêts d'un montant total de 1 349 345 € souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Leurs caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°105730 constitué des 4 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif Social (PLS) d'un montant total de 215 895 €,
- un Prêt Locatif Social Complémentaire (CPLS) d'un montant total de 493 179 €,
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant total de 472 271 €,
- un Prêt Booster d'un montant de 168 000 €.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit :

- 60 ans pour le prêt Booster,
- 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour le prêt PLS construction et le prêt PLS complémentaire,
- 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 60 ans pour le prêt PLS foncier.

Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 012 008,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 349 345 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 24 logements locatifs étudiants, résidence « Campus City », 2 rue du Colonel Marchand à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°105730 joint en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115801-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de Localisation Campus City.pdf
- Convention GE FDI Campus City.docx
- Campus City contrat 105730 signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEF

Logement - Construction d'un logement social - Résidence ' Castella ', 1 rue Jean Vilar à Baillargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), un logement locatif social, résidence « Castella », 1 rue Jean Vilar à Baillargues. Ce logement, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Terres du Soleil, est financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain MDR.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement des 3 prêts d'un montant total de 59 722 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Leurs caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°100354 constitué des 3 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 29 705 €,
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 23 017 €,
- un Prêt Booster d'un montant de 7 000 €.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit :

- 60 ans pour le prêt Booster,
- 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAИ construction,
- 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAИ foncier.

Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 44 791,50 €, représentant 75 % des trois prêts d'un montant total de 59 722 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition d'un logement locatif social, résidence « Castella », 1 rue Jean Vilar à Baillargues selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°100354 joint en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115795-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation Castella.pdf
- Contrat de prêt Castella.pdf
- Convention GE FDI Castella.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSOUS

Logement - Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Le Royal 3 ', 328 avenue de la Reine Hélène d'Italie à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA, ci-dessous nommée « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 5 logements locatifs sociaux, résidence « Le Royal 3 », 328 avenue de la Reine Hélène d'Italie à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur URBAT, comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Christophe MARMEY établi à Vailhauquès.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 438 712 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Ses caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°101886 constitué des 4 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 172 142 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 120 333 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 86 071 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 60 166 €.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAÎ construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAÎ foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 329 034 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 438 712 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Le Royal 3 », 328 avenue de la Reine Hélène d'Italie à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°101886 joint en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-114534-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention GE ERILIA Le Royal 3.docx
- Localisation Le Royal 3.pdf
- Prêt CDC ERILIA Le Royal 3.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEF

Logement - Construction de 6 logements sociaux - Résidence ' L'Ecrin des Grèzes ', 256 Rue des Grèzes à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA, ci-dessous nommée « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement, 6 logements locatifs sociaux, résidence « L'Ecrin des Grèzes », 256 rue des Grèzes à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Les Nouveaux Constructeurs, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet montpelliérain IMAGINE ARCHITECTURE.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 956 426 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Ses caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°103428 constitué des 4 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 375 458 €
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 242 901 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 205 269 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 132 798 €

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAÎ construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAÎ foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 717 319,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 956 426 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 6 logements locatifs sociaux, résidence « L'Ecrin des Grèzes », 256 rue des Grèzes à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°103428 joint en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-114237-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Localisation l'écrin des Grèzes.pdf
- Contrat de prêt CDC ERILIA l'écrin des Grèzes.pdf
- Convention GE ERILIA L'écrin des Grèzes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Construction de 14 logements sociaux - Résidence ' Este Nova ', 2530 Boulevard Paul Valery à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « le bailleur », réalise une opération de construction neuve de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Este Nova », 2530 boulevard Paul Valéry à Montpellier. Le programme comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain CAREMOLI-MIRAMOND.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 759 468 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Ses caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°101802 constitué des 4 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 830 968 €
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 341 374 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 416 161 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 170 965 €

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAÎ construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAÎ foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 319 601 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 759 468 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Este Nova », 2 530 boulevard Paul Valéry à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°101802 joint en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-113007-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation_Esta Nova_ Mtp_Domicil.pdf

- Convention GE ESTE NOVA.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Construction de 9 logements sociaux - Résidence ' L'Excellence ', 4 impasse des Salvias à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE, ci-dessous nommée « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 9 logements locatifs sociaux, résidence « L'Excellence », 4 impasse des Salvias à Castelnau-le-Lez. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur URBAT, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'architecte Christophe MARMEY à Vailhauquès.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 802 315 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Ses caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°103388 constitué des 4 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 307 108 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 258 414 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 121 506 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 115 287 €.

Le contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 601 736,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 802 315 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 9 logements locatifs sociaux, résidence « L'Excellence », impasse des Salvias à Castelnau-le-Lez selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°103388 joint en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-114015-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Localisation L'excellence.pdf
- Convention GE Patrimoine SA L'excellence.docx
- Contrat de prêt CDC-PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE HLM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Cession de patrimoine de CDC Habitat social à CDC Habitat ADOMA - Maintien de garantie d'emprunts relative à la résidence sociale jeunes, ZAE Aftalion, 1 Rue Christian André Benoit à Baillargues - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les Sociétés CDC Habitat Social -anciennement « Le Nouveau Logis Méridional » et CDC Habitat ADOMA, toutes deux désormais filiales de CDC Habitat, ont souhaité répartir leur patrimoine en fonction de leur spécificité et en cohérence avec leur activité. Ainsi, le directoire de CDC Habitat Social s'est prononcé en faveur de la vente de la résidence sociale jeunes actifs « Alternance », située ZAE Aftalion, 1 rue Christian André Benoit à Baillargues, au profit de CDC Habitat ADOMA qui en était jusque-là uniquement le gestionnaire.

Dans ce cadre, la SA d'HLM CDC Habitat Social, ci-après dénommée « le cédant », a sollicité de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a l'accepté, le transfert du prêt souscrit à l'origine pour financer la construction de la résidence cédée.

Le cédant demande par conséquent à Montpellier Méditerranée Métropole le maintien de sa garantie, à hauteur de 75 % dudit prêt, d'un montant initial total de 2 894 285 €, au bénéfice de CDC Habitat ADOMA, ci-après dénommée « le repreneur ».

Il est précisé que les caractéristiques financières du prêt transféré restent inchangées.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée résiduelle totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le repreneur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir la garantie à hauteur de 75 % du prêt consenti initialement par la Caisse des Dépôts et Consignations à la SA d'HLM CDC Habitat pour financer la construction de la résidence sociale jeunes actifs « Alternance », située ZAE Aftalion, 1 rue Christian André Benoit à Baillargues, à l'occasion de sa cession à CDC Habitat ADOMA,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115864-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe état de la dette Alternance.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Cession de patrimoine d'Immobilière Méditerranée à 3F Occitanie - Maintien de la garantie d'emprunts relative à 8 opérations situées sur diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Par ailleurs, dans le cadre de sa restructuration géographique, organisationnelle et patrimoniale, Action Logement Immobilier a souhaité donner davantage d'efficience aux bailleurs sociaux dont il est actionnaire en consolidant leur présence territoriale. Il projette ainsi la présence de 2 ou 3 grands opérateurs par région, tout en tenant compte des spécificités existantes sur les territoires.

Les Sociétés 3F Occitanie et Immobilière Méditerranée, qui font partie du Groupe 3F, dont l'actionnaire de référence est Action Logement Immobilier, intervenaient jusqu'alors toute deux sur la région Occitanie.

Le projet d'Action Logement Immobilier d'organiser un maillage plus cohérent du territoire par ses filiales, a ainsi amené le conseil d'administration d'Immobilière Méditerranée du 13 décembre 2018 à délibérer en faveur d'un renforcement de sa présence dans la région PACA, ainsi qu'en faveur de la cession à 3F Occitanie de l'ensemble du patrimoine et des activités détenus jusqu'alors par la société Immobilière Méditerranée en région Occitanie. De même, le conseil d'administration de 3F Occitanie du 18 décembre 2018 a délibéré favorablement pour l'acquisition du patrimoine d'Immobilière Méditerranée en Occitanie.

En raison de la cession de ces actifs immobiliers de la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, ci-après dénommée « le cédant », à la SA d'HLM 3F Occitanie ci-après dénommée « le repreneur », représentant 8 opérations soit 179 logements locatifs sociaux situés dans 4 communes de la Métropole, le repreneur a sollicité de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui l'a accepté, le transfert des prêts souscrits à l'origine pour financer la construction des résidences cédées.

Le cédant demande par conséquent à Montpellier Méditerranée Métropole le maintien de la garantie, à hauteur de 75 % desdits prêts, d'un montant initial total de 15 588 980,75 €, au bénéfice du repreneur.

La liste détaillée de ces prêts, avec indication pour chacun d'eux de la délibération initiale, du nom de l'opération et du nombre de logement concernés, ainsi que du montant initial garanti et du capital restant dû au 1er janvier 2019, est annexée à la présente délibération.

Il est précisé que les caractéristiques financières des prêts transférés restent inchangées.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée résiduelle totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le repreneur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir la garantie à hauteur de 75 % des prêts consentis initialement à Immobilière Méditerranée par la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 8 résidences de logements sociaux, à l'occasion de la cession de ses actifs à la SA d'HLM 3F Occitanie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115407-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2ème Transfert GE IM 3F.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Logement - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024- Attribution de subventions pour la réhabilitation de 96 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Le 19 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a renouvelé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 271 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes. Son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est notamment engagée à financer annuellement au moins 246 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25 %.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) dont l'attribution lui est déléguée, aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci sont complétées par la Métropole sur ses fonds propres. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposants de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre-vingt-seize logements situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, Saussan, Saint-Brès, Saint Génès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, dont deux locatifs, les autres étant occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 251 911 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer réglementé. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200131-115174-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau annexe PIG conseil 31.01.2020 V4.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSOUS

Logement - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau/Figuerolles/Nord-Ecusson" - Attribution de subventions pour la réhabilitation des parties communes d'un immeuble - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par la délibération n° 13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre à Montpellier de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles, Nord-Ecusson pour la période 2016-2021.

S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux îlots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre que lui confère son statut depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 20 % à 25 % du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) ;
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH ;
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH.

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire ;
- une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux.

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH ;
- une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation des parties communes d'un immeuble rue de la Palissade pour un montant de 2 697 €.

Les caractéristiques de l'opération de rénovation et son plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de cette subvention telle que décrite dans le tableau joint en annexe à la présente délibération,
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115243-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Anne CFNE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Ville de Montpellier - Modification n°13 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La maîtrise du développement de la Ville de Montpellier et les projets urbains qu'elle implique en matière d'urbanisme rendent les adaptations du Plan Local d'Urbanisme (PLU) fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, que le projet de modification n°13 du PLU de la Ville de Montpellier a été engagé.

Ce projet intègre des modifications de fond et de forme visant notamment :

- l'intégration au document de dispositions réglementaires et conservatoires relatives à l'aménagement des quartiers existants de la Ville de Montpellier et d'opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC, création de nouveaux secteurs de zone, création, modification ou suppression d'emplacements réservés pour équipements publics d'infrastructure et de superstructure...);
- le complément et l'adaptation du règlement du PLU aux projets de construction en cours ou envisagés à court et moyen termes ;
- des corrections de forme relatives notamment à des erreurs ou omissions matérielles constatées depuis la dernière modification du PLU et concernant les divers documents qui le composent.

1 – Modifications du PLU

Les modifications de fond

Modification n°1 : CENTRE – avenue Mermoz – rue des Pradiers : création d'un secteur de zone 2U1-20w et suppression de l'indice de hauteur « f » sur le centre commercial Parc à ballons afin de permettre le renouvellement urbain d'un secteur directement desservi par le tramway.

Modification n°2 : CENTRE - avenue Clemenceau : suppression de l'indice de hauteur « c » de part et d'autre de l'avenue Clemenceau entre la place du 8 mai 1945 et la rue Balard afin de permettre la constitution d'un front urbain cohérent et homogène.

Modification n°3 : CENTRE - boulevard de Strasbourg – ancien terrain GrdF : création de l'emplacement réservé C260 afin de réaliser un maillage pour les déplacements modes actifs entre la rue du Cimetière des protestants et le boulevard de Strasbourg.

Modification n°4 : CENTRE – Ilot Vernière : création d'un secteur de zone 1U2-8w sur la place du 11 novembre 1918 afin de favoriser le renouvellement urbain du secteur à proximité immédiate du Corum (règles d'implantation et de hauteur spécifiques).

Modification n°5 : PRES D'ARENES - ZAC de la Restanque : extension du secteur 2U1-15w sur la ZAC, évolution du secteur 4U1-3c, évolution de la règle de hauteur dans le secteur de zone 2U1-15 et suppression de l'indice de hauteur « c », création d'une orientation d'aménagement et de programmation « quartier de la Restanque », suppression des emplacements réservés C114, C117 et C118, modification des emplacements réservés C112, C113, C115, afin de poursuivre et d'accompagner les mutations engagées dans la ZAC.

Modification n°6 : PRES D'ARENES – Rue de Saint Hilaire : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1cw afin de poursuivre le renouvellement urbain au sein d'un tissu urbain constitué et directement desservi par le tramway.

Modification n°7 : PRES D'ARENES – Rondelet : création de l'emplacement réservé R56 au bénéfice de SNCF Réseau afin de prendre en compte le projet de liaison ferroviaire de ligne nouvelle Montpellier Perpignan, qualifié de Projet d'Intérêt Général (PIG) par arrêté préfectoral du 30 janvier 2019.

Modification n°8 : MOSSON – Avenue de Barcelone – rue de Tipasa : création d'un secteur de zone 3U1-9fw afin de permettre l'évolution du tissu constitué (règles d'implantation et d'espaces libres spécifiques).

Modification n°9 : PORT MARIANNE - ZAC Hippocrate : augmentation ponctuelle de la hauteur maximale des constructions (de 13m à 21m) sur deux lots de la ZAC situés en bordure de l'avenue Nina Simone pour prendre en compte les évolutions du programme de la ZAC

Modification n°10 : PORT MARIANNE – rue de la Cavallade : création d'éléments à protéger, à conserver ou mettre en valeur au titre de l'article L.123-1-5 III 2e (nouveaux articles L.151-19 et L.151-23) du code de l'urbanisme afin de permettre la préservation d'arbres remarquables.

Modification n°11 : HOPITAUX-FACULTES – route de Mende – place Bob Marley : création d'un secteur de zone 2U1-21w et suppression de l'indice de hauteur « b » afin de permettre le renouvellement urbain d'un secteur situé le long de la future ligne 5 du tramway (règle de hauteur spécifique).

Modification n°12 : HOPITAUX-FACULTES – route de Mende – rue Arthur Young : suppression de l'emplacement réservé C2 entre la rue Arthur Young et le giratoire de Montferrier-sur-Lez, cette réserve n'étant plus nécessaire compte tenu du tracé validé de la ligne 5 du tramway.

Modification n°13 : HOPITAUX-FACULTES - rue des Brusses – rue Maurice Chauvet : extension du secteur 2U1-1bw afin d'harmoniser les hauteurs autorisées sur le secteur.

Les modifications de forme

Modification n°14 : REGLEMENT – Article 12 : adaptation des dispositions relatives au stationnement afin de clarifier les exigences en matière d'application du droit des sols.

Modification n°15 : REGLEMENT – Zone 4U1 : correction d'une erreur matérielle à l'article 2.

Modification n°16 : REGLEMENT – Zones 1AU, 2AU, 3AU, 7AU, 8AU et 10AU : correction d'un oubli matériel de rédaction à l'article 3

2 – Déroulement de la procédure

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a émis, par délibération n°V2019-070 en date du 27 mars 2019, un avis favorable sur le projet de modification n°13 du PLU.

Le projet de modification n°13 du PLU ayant pour effet de modifier les règles d'urbanisme spécifiquement applicables aux Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Restanque, Hippocrate, Coteau, Ovalie, Port Marianne – Jacques Cœur et Port Marianne – Jardins de la Lironde, créées à l'initiative de la Ville de Montpellier, l'avis de celle-ci a été sollicité au titre de l'article L.153-39 du Code de l'urbanisme. Par délibération V2019-071 en date du 27 mars 2019, le Conseil municipal a émis un avis favorable.

Le projet de modification n°13 du PLU de la Ville de Montpellier a été notifié, avant ouverture de l'enquête publique, aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du Code de l'urbanisme (Préfets de Région et de Département, aux Présidents du Conseil régional, du Conseil départemental, de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, de la Chambre de métiers et de la Chambre d'agriculture) ainsi qu'au Maire de la Ville de Montpellier conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale n°MRAe 2019DKO225 en date du 29 août 2019, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°MAR2019-0232, en date du 30 septembre 2019, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du 28/10/2019 au 28/11/2019 inclus, afin de recueillir les observations et propositions du public quant au projet de modification n°13 du PLU de Montpellier.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a émis, dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis le 20 décembre 2019, un avis favorable sans réserve au projet de modification n°13 du PLU.

En ce qui concerne les personnes publiques associées destinataires des dossiers de modification n°13 du PLU avant enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- Par courrier du 30 juillet 2019, le Département de l'Hérault a émis un avis favorable sur le projet de modification n°13 du PLU.
- Par courrier du 9 août 2019, la Préfecture de l'Hérault - Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) a émis deux remarques principales sur le projet de modification n°13 :
 - o une première remarque concernant la rédaction et la suppression des limitations des règles de hauteur des constructions, invitant en particulier à compléter le dossier de modification n°13 par des insertions paysagères démontrant notamment l'absence d'impact négatif sur l'harmonie du paysage urbain et des vues lointaines depuis les points hauts de la Ville et notamment de la place royale du Peyrou vers le littoral et les reliefs ;
 - o une remarque concernant la prise en compte de la réalisation de la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) en invitant Montpellier Méditerranée Métropole à faire évoluer les règles d'urbanisme des zones concernées pour permettre les constructions, installations, dépôts et ouvrages nécessaires au fonctionnement et à l'exploitation du service public ferroviaire ainsi que les exhaussements et affouillements liés à ces travaux.

Il est à noter que Montpellier Méditerranée Métropole a répondu, par courrier en date du 18 octobre 2019, à l'Etat et a versé cette réponse au dossier soumis à enquête publique.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête publique, 6 observations principales ont été formulées, soit qu'elles aient été inscrites sur l'un des registres d'enquête mis à sa disposition à la Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, soit qu'elles aient été adressées par courriel au Commissaire enquêteur. Ces observations peuvent se résumer de la manière suivante :

- une remarque consistant en une demande de classement de deux parcelles en zone 2U1-15w (modification n°5).
- trois remarques concernant les impacts négatifs sur le patrimoine architectural, historique et paysager qui seraient induits par les évolutions des règles de hauteur et en particulier, sur le site du Parc à Ballons (modification n°1).
- une remarque concernant la protection du patrimoine arboré existant (modification n°13).
- enfin, une remarque contestant la fiabilité de la méthodologie des études d'inter-visibilité permettant d'établir les différentes insertions paysagères liées aux suppressions des limitations des règles de hauteur.

En outre, des remarques d'ordre général portant sur la procédure de consultation du dossier d'enquête publique et sur l'orientation générale des modifications proposées ont été également formulées.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse dressé par le Commissaire-enquêteur.

Par conséquent, et conformément aux dispositions de l'article L.153-43 du Code de l'Urbanisme, il est proposé d'amender le projet de modification n°13 du PLU de la Ville de Montpellier afin de tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du Commissaire enquêteur et, plus particulièrement, de répondre aux observations du public et à la remarque de l'Etat concernant les impacts visuels induits par l'évolution des règles de hauteur, notamment sur le site du Parc à Ballons (modification n°1). Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole propose :

- de compléter le point de modification n°1 en fixant une hauteur maximale des constructions à 53 mètres sur le secteur 2U1-20w et par l'introduction d'une insertion paysagère démontrant l'absence d'impact des évolutions projetées,
- de compléter les points de modification n°5 et 11 par des insertions paysagères démontrant l'absence d'impact des évolutions projetées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique

relative à la modification n°13 du PLU de la Ville de Montpellier,

- approuver le dossier de modification n°13 du PLU de la Ville de Montpellier tel que modifié après enquête publique,
- tenir le dossier de modification n°13 du PLU de la Ville de Montpellier approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Montpellier et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 07/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 17 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M2020-7 Delib MONTPELLIER.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Clapiers - Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

A la demande de la commune de Clapiers, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la deuxième modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Clapiers visant 6 modifications sectorielles (secteurs UA, UD, UD6, UD1a, IIAU3 et UD7).

Conformément à la Charte de Gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de la commune de Clapiers a émis, par délibération n°2019/06/14 en date du 10 juillet 2019, un avis favorable sur le projet de modification n°2 du PLU.

Le projet de modification n°2 du PLU a pour effet de modifier les règles d'urbanisme spécifiquement applicables à la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Castelet, créée à l'initiative de la commune de Clapiers. L'avis de celle-ci a été sollicité au titre de l'article L.153-39 du Code de l'urbanisme. Par délibération n°2019/06/14 en date du 10 juillet 2019, le Conseil Municipal a émis un avis favorable.

Le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Clapiers a été notifié avant ouverture de l'enquête publique aux Préfets de Région et de Département, à la Présidente du Conseil régional, au Président du Conseil départemental, à la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, à la Chambre de métiers, à la Chambre d'agriculture, au Centre Régional de la Propriété Forestière et au Centre National de la Propriété Forestière, personnes publiques associées mentionnées à l'article L. 132-7 du Code de l'urbanisme, ainsi qu'au Maire de la commune de Clapiers conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale n°MRAe 2019 DKO 239 en date du 20 septembre 2019, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°MAR2019-0247, en date du 21 octobre 2019, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ensuite soumis à enquête publique, du 8 novembre 2019 au 9 décembre 2019 inclus, le projet de modification n°2 du PLU.

A l'issue de l'enquête publique et au vu du mémoire en réponse proposé par Montpellier Méditerranée Métropole, le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a émis, dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis le 10 janvier 2020 à Montpellier Méditerranée Métropole, un avis favorable au projet de modification n°2 du PLU.

En ce qui concerne les personnes publiques destinataires des dossiers de modification n°2 du PLU avant enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- Par courrier en date du 14 octobre 2019, le Centre National de la Propriété Forestière a émis un avis favorable au projet de modification n°2 du PLU de Clapiers ;
- Par courrier en date 30 août 2019, le Conseil Départemental de l'Hérault a émis un avis favorable au projet de modification n°2 du PLU de Clapiers en avançant que les règles relatives à la limitation de l'imperméabilisation des sols « s'inscrivent dans une démarche d'urbanisation durable en faveur de la résilience face aux risques, dont la pertinence est à souligner au regard des enjeux environnementaux actuels. »

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête publique, six observations ont été émises, qu'elles aient été inscrites sur l'un des registres d'enquête mis à sa disposition à la Mairie de Clapiers et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, ou qu'elles aient été adressées par courriel au Commissaire enquêteur. Ces observations peuvent se résumer de la manière suivante :

- Des remarques concernant la création de la zone UD7 :
 - o S'inquiétant de la construction d'étages supplémentaires.
 - o Craignant que l'architecture d'origine soit dénaturée.
- Des remarques concernant la modification du règlement de la zone UD1a :

- o Déplorant que les dispositions prévues ne s'appliquent pas à d'autres zones de même configuration.
- Des remarques concernant la modification du règlement sur la zone UD6 :
 - o Demandant un agrandissement du bassin de rétention.
 - o Craignant un manque d'équité vis-à-vis de ceux qui auraient déjà réalisé des extensions.
- Des remarques concernant la modification du règlement dans les zones UD3, UD4 et UD5 :
 - o S'inquiétant d'une liberté de construire supplémentaire.
- Des remarques concernant la modification du règlement de la zone 2AU3 :
 - o Craignant que l'augmentation du seuil de surface pour le calcul du nombre de places de stationnement génère un manque de places de stationnements.
 - o Demandant d'intégrer les dispositions contenues dans le « Cahier des Recommandations Architecturales, Urbaines, Paysagères et environnementales » pour définir certaines des nouvelles dispositions réglementaires de la Zone IIAU3.
- Des remarques sans rapport direct avec les documents soumis à enquête publique :
 - o Demande de classement de parcelles, actuellement en zone naturelle, en zone constructible.
 - o Demande de définir des mesures de conservation du centre du village.
 - o Demande d'inconstructibilité d'une parcelle et de recours au droit de préemption urbain.
 - o Questionnements sur les modalités de réalisation de la ZAC du Castelet.
 - o Interrogations sur le schéma d'assainissement pluvial.
 - o Demande d'ajout d'un espace boisé classé.
- Des remarques d'ordre général portant sur la procédure de consultation.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse dressé par le Commissaire enquêteur.

Les remarques exprimées par le public durant l'enquête publique n'ont pas conduit à modifier le dossier.

En ce qui concerne la remarque émise par le commissaire enquêteur le premier jour de l'enquête publique, le plan de zonage fait apparaître une zone IIAU3a alors que l'additif au rapport de présentation fait référence à la modification du règlement de la zone IIAU3.

Il s'agit d'une erreur matérielle issue de la modification simplifiée n°1 approuvée le 24 novembre 2016, qui portait notamment sur :

- le zonage réglementaire avec la suppression des secteurs II AU3a et II AU3b qui se distinguaient jusqu'alors par des hauteurs maximales autorisées différentes ;
- le règlement de la zone II AU3, avec notamment la suppression de toute référence aux secteurs II AU3a et IIAU3b.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'amender le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Clapiers pour tenir compte de l'erreur matérielle relevée par le commissaire enquêteur en début d'enquête publique.

Les éléments relatifs à l'enquête publique ouverte par arrêté de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MAR2019-0247 en date du 21 octobre 2019, les avis formulés par le Centre National de la Propriété Forestière et du Conseil Départemental de l'Hérault, les remarques formulées au cours de l'enquête publique, du rapport, les conclusions et de l'avis favorable du Commissaire enquêteur sur le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Clapiers sont ainsi pris en considération dans le dossier de modification n°2 du PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°2 du PLU de la commune de Clapiers ;
- approuver le dossier de modification n°2 du PLU de commune de Clapiers tel que modifié après enquête publique ;
- tenir le dossier de modification n°2 du PLU de la commune de Clapiers approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Clapiers et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 17 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Additif au rapport de présentation
- Mémoire en réponse
- M2020-8 delib CLAPIERS.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Castelnau-le-Lez - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

A la demande de la commune de Castelnau-le-Lez, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 3^{ème} modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Castelnau-le-Lez afin de procéder à des modifications du règlement écrit de la zone 1AU, nécessaires à la mise en œuvre de la ZAC « Extension Eurêka ».

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, les modalités de mise à disposition au public ont été précisées par délibération n°M2018-448 du conseil de métropole en date du 20 septembre 2018.

Par délibération n°2019/09-10 en date du 26 septembre 2019, conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de Castelnau-le-Lez a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°3 du PLU.

Le projet de modification du PLU de Castelnau-le-Lez a été, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.153-40, notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) et à la commune de Castelnau le Lez le 22 octobre 2019.

Seul le Conseil Départemental de l'Hérault a un émis un avis, qui est favorable. Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale n°MRAe 2019DKO295 en date du 4 décembre 2019, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme. Le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Castelnau-le-Lez a été mis à disposition du public du 23 décembre 2019 au 24 janvier 2020 inclus à la Mairie de Castelnau-le-Lez et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Aucune remarque n'a été exprimée par le public durant la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Castelnau-le-Lez tel que mis à disposition ;
- tenir le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Castelnau-le-Lez approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Castelnau-le-Lez et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 17 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Notice

- M2020-9 DELIB CASTELNAU.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montaud - Création du Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour des ruines du Château de Montlaur - Accord

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune de Montaud dispose sur son territoire des ruines du Château de Montlaur, inscrites au titre des monuments historiques par arrêté du 3 novembre 1942, qui contribuent à affirmer l'identité et la valeur patrimoniale de Montaud.

Afin de protéger et mettre en valeur le patrimoine classé et inscrit, une servitude des abords intervient automatiquement au bénéfice de l'Architecte des Bâtiments de France. Elle attribue à ce dernier un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques identifiés. Conformément aux dispositions prévues par le Code du patrimoine (articles L.621-30 et suivants), dans ce périmètre, *« la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui »*.

Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de covisibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 07 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques.

Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la direction régionale des affaires culturelles, représentée par l'Architecte des Bâtiments de France, a porté à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole, le 18 avril 2018, une proposition de nouveau périmètre délimité des abords localisé autour des ruines du Château de Montlaur.

L'Architecte des Bâtiments de France, avec une analyse de terrain plus fine, a proposé un périmètre délimité des abords car il est plus adapté en terme de co-visibilité que le rayon de 500 mètres actuellement mis en œuvre. Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la commune de Montaud et Montpellier Méditerranée Métropole ont émis un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords proposé par l'Architecte des Bâtiments de France, par délibération, respectivement en date du 29 mai 2018 et du 22 mars 2019.

Conformément aux dispositions du même article, l'enquête publique portant sur le projet de périmètre délimité des abords des ruines du Château de Montlaur, prévue par l'article L.153-19 du Code du Patrimoine, a été réalisée concomitamment à l'enquête publique portant sur les projets d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU), du zonage pluvial et de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune de Montaud.

Par arrêté n°MAR2019-0172 du 14 juin 2019, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du 8 juillet 2019 au 6 septembre 2019 inclus, portant sur les projets d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU), du zonage pluvial, de révision du zonage d'assainissement des eaux usées et de création du périmètre délimité des abords de la Commune de Montaud.

Dans le cadre de l'enquête publique, une observation a été consignée dans le registre, demandant d'étendre le périmètre proposé dans deux secteurs, un au Sud du monument et l'autre à l'Ouest de celui-ci, car ces

secteurs seraient en covisibilité du monument.

L'Architecte des Bâtiments de France a rappelé que le critère de « covisibilité » n'est plus un critère adapté pour la délimitation des nouveaux périmètres de protection des monuments historiques et que le législateur a préféré le terme de « cohérence ». A ce titre, l'Architecte des Bâtiments de France a décidé :

- De répondre favorablement à cette demande sur la partie Sud, afin de contrôler d'éventuelles constructions futures. En effet, bien qu'il s'agisse d'une zone agricole inscrite au Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 18 novembre 2019, le SCoT révisé prévoit une limite à formaliser constructible sur ce secteur, en vue d'un traitement qualitatif de la limite Est du village ;
- De répondre défavorablement à cette demande sur la partie Ouest, car la hauteur maximale des constructions prévue par le Plan Local d'Urbanisme devrait suffire à préserver le caractère végétal de ce secteur du point de vue du Château de Montlaur. En effet, ces secteurs urbanisés ou à urbaniser sont limités à 8,5 mètres.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 4 octobre 2019. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de création du périmètre délimité des abords des ruines du Château de Montlaur, sous réserve que le périmètre proposé soit prolongé vers le Sud.

Ainsi, suite à l'enquête publique l'Architecte des Bâtiments de France a porté à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole, le 21 novembre 2019, le nouveau périmètre délimité des abords autour des ruines du Château de Montlaur, prolongé vers le Sud conformément à la réserve du Commissaire enquêteur. Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la direction régionale des affaires culturelles, représentée par l'Architecte des Bâtiments de France, a sollicité, par courrier en date du 21 novembre 2019, l'accord formel de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de périmètre délimité des abords autour des ruines du Château de Montlaur.

Par délibération, en date du 18 décembre 2019, la Commune de Montaud a donné son accord sur ce périmètre délimité des abords modifié suite à l'enquête publique.

En cas d'accord, le périmètre délimité des abords sera créé par arrêté du Préfet de région, puis annexé au Plan Local d'Urbanisme au titre des servitudes d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un accord sur le périmètre délimité des abords, annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115247-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Notice
- Périmètre Délimité des Abords

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Fabrègues - Création du Périmètre Délimité des Abords autour de l'Eglise Saint Jacques - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La commune de Fabrègues dispose sur son territoire d'un monument protégé pour sa valeur historique et patrimoniale. Le site de l'église Saint Jacques est ainsi classé au titre des monuments historiques par arrêté du 30 mai 1947.

Afin de protéger et mettre en valeur le patrimoine classé et inscrit, une servitude des abords intervient automatiquement au bénéfice de l'Architecte des Bâtiments de France. Elle attribue à ce dernier un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques identifiés. Conformément aux dispositions prévues par le Code du patrimoine (articles L.621-30 et suivants), dans ce périmètre, *« la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui »*. Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de co-visibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains, a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques.

Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, représentée par l'Architecte des Bâtiments de France, a porté à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Fabrègues, le 30 juin 2016, une proposition de nouveau périmètre délimité des abords localisé autour de l'église Saint Jacques.

L'Architecte des Bâtiments de France, avec une analyse de terrain plus fine, propose des périmètres délimités des abords car ils sont plus adaptés en terme de co-visibilité que les rayons de 500 mètres actuellement mis en œuvre. Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la commune de Fabrègues et Montpellier Méditerranée Métropole ont émis un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords proposés par l'Architecte des Bâtiments de France, par délibération, respectivement en date du 17 juillet 2018 et du 22 mars 2019.

Conformément aux dispositions du même article, l'enquête publique portant sur le projet de périmètre délimité des abords de l'église Saint Jacques, prévue par l'article L.153-19 du Code du Patrimoine, a été réalisée concomitamment à l'enquête publique portant sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et du zonage d'assainissement pluvial de la commune de Fabrègues.

Par arrêté n°MAR2019-0184 du 25 juillet 2019, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du 19 août 2019 au 20 septembre 2019 inclus, portant sur l'élaboration du PLU, l'élaboration du zonage pluvial de la commune de Fabrègues et la création du périmètre délimité des abords.

Concernant ce projet de création du périmètre délimité des abords de l'église Saint Jacques, il convient de constater qu'aucune observation a été consignée dans le registre.

Dans ce contexte, Madame le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 22 octobre 2019. Constatant que l'enquête s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Madame le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable sans restriction sur le projet de création du périmètre délimité des abords de l'église Saint Jacques.

Ainsi, suite à l'enquête publique, l'Architecte des Bâtiments de France souhaite maintenir son projet de périmètre délimité des abords de l'église Saint Jacques, tel que proposé lors de son porté à connaissance du 30 juin 2016.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, représentée par l'Architecte des Bâtiments de France, a sollicité, en date du 21 novembre 2019, l'accord formel de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de périmètre délimité des abords de l'église Saint Jacques.

En cas d'accord, le périmètre délimité des abords sera créé par arrêté du Préfet de région, puis annexé au Plan Local d'Urbanisme au titre des servitudes d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un accord sur le périmètre délimité des abords, tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115514-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Notice.pdf
- Périmètre.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEOUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Nouveau Projet de Renouvellement Urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Concernés par la géographie prioritaire de la politique de la ville, les quartiers de la Mosson et des Cévennes ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Le 16 décembre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont signé aux côtés de l'ANRU, le protocole de préfiguration relatif à ces deux quartiers, phase d'études préalables à l'élaboration des projets urbains, en vue d'une contractualisation avec l'ANRU pour déterminer les conditions de mise en œuvre opérationnelle et le partenariat financier.

Le projet de renouvellement urbain porté par la Métropole va ainsi fortement contribuer à la transformation du quartier de la Mosson, situé au nord-ouest de Montpellier, en limite des communes de Juvignac et Grabels. Quasi entièrement urbanisé sous forme d'une ZUP d'environ 250 ha dans les décennies 60 à 70 et parachevé dans la décennie 80, il comprend environ 9 000 logements pour près de 24 000 habitants.

Les objectifs fondateurs ayant guidé l'élaboration du projet sont les suivants :

- Ouvrir le quartier et l'espace public au travers des cours paysagers Est-Ouest ;
- Activer l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés ;
- Améliorer la qualité de vie au quotidien en remettant la nature et le paysage au cœur du quartier ;
- Connecter la Paillade à la ville et au monde avec les nouveaux réseaux de transports et les écosystèmes de l'innovation.

S'agissant du quartier des Cévennes, c'est l'ensemble immobilier de plus de 900 logements des Cévennes qui est principalement concerné par le projet de renouvellement urbain. Situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique, la copropriété des Cévennes a été construite entre 1964 et 1975. Elle s'étend sur une emprise foncière unique, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter et son cloisonnement se renforcer, enclavant de fait une partie des bâtiments.

Le projet urbain des Cévennes vise les objectifs fondateurs suivants :

- Ouvrir la copropriété sur son environnement ;
- Dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces ;
- Faire des unités résidentielles à taille humaine ;
- Requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique.

Dans ces deux nouveaux projets de renouvellement urbain, l'approche dans les domaines de l'enfance et de la jeunesse est prioritaire pour la Métropole et la Ville qui, en lien avec leurs partenaires, œuvrent pour apporter des réponses adaptées à l'ensemble des problématiques. C'est pourquoi sur chacun de ces quartiers plusieurs interventions sur des groupes scolaires existants sont envisagées.

A la Mosson, l'offre éducative au regard d'un certain nombre d'enjeux démographiques, éducatifs, sociaux et urbains est réinterrogée au-travers du futur projet urbain, par :

- la construction d'un pôle éducatif au sud du quartier permettant la démolition des groupes scolaires Neruda/Bolivar et Renaud/Balard,
- la construction d'un pôle éducatif dans le quartier des Halles permettant la démolition des groupes scolaires Senghor/Joyce, Woolf/Boulloche et Van Gogh/Roosevelt.

Positionnés en bordure des futurs cours paysagers pour faciliter leur ouverture sur leur environnement et conforter leur rôle dans le quartier, ces équipements s'inscriront dans la continuité paysagère et dans un souci de connexion au quartier. La perspective est de créer, au sein des écoles, des espaces pour accueillir des fonctions de sociabilité, de parentalité, culturels, sportifs et de loisirs en lien avec le tissu associatif dense qui caractérise ce quartier. Les pôles éducatifs et le label « cité éducative » pour lequel la Ville a été retenue, deviennent ainsi complémentaires.

Sur le quartier des Cévennes, le projet prévoit la reconstruction-démolition du groupe scolaire Daubié/Brès

en proposant un aménagement qui réponde à la fois à la problématique de visibilité et d'accès à l'équipement scolaire et de désenclavement de la copropriété. La mise en valeur et l'amélioration du fonctionnement de cet équipement et de ses abords doit jouer un effet levier pour la transformation urbaine.

Afin de conforter le rôle des équipements publics à même de répondre aux besoins de la population et pour favoriser le lien social, plusieurs réhabilitations sont également prévues :

- la réhabilitation de la maison pour tous Léo Lagrange située au cœur du quartier des Halles à la Mosson,
- la requalification en profondeur de la maison de quartier Chabrol située au cœur de la copropriété des Cévennes.

Par délibération de son conseil en date du 20 septembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a donc décidé d'élaborer, pour chacun des deux quartiers, un projet d'aménagement et d'organiser tout au long de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées. Les bilans de cette phase de concertation réglementaire ont été approuvés par le conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019. Le même conseil a par ailleurs approuvé les traités de concessions Mosson et Cévennes entre la Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), pour confier à l'aménageur, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme et des articles L.1523-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, les tâches nécessaires à la réalisation deux opérations d'aménagement au titre de ces concessions de renouvellement urbain.

Ces opérations de renouvellement urbain ont notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux besoins futurs des habitants.

Un certain nombre de ces équipements sont aujourd'hui de compétence communale : groupes scolaires, maisons pour tous, maison de quartier.

Or, le caractère complexe de telles opérations de renouvellement urbain, dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de rationalisation des interventions, incite à effectuer la programmation et la réalisation de ces équipements de la façon la plus intégrée possible.

La loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique dite loi MOP prévoit en son article 2 II. « - Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme. »

Au vu de ces éléments, il est proposé que la Métropole réalise la totalité des équipements nécessaires à la réalisation des opérations dans le cadre des deux projets de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et du quartier des Cévennes.

Ainsi, la Métropole se verrait transférer, par convention, la maîtrise d'ouvrage sur les équipements relevant en principe des compétences de la commune de Montpellier.

Il est ici précisé que le transfert de maîtrise d'ouvrage se limitera aux équipements situés dans les périmètres et dans le cadre des deux concessions de renouvellement urbain.

Le montant prévisionnel des travaux nécessaires à la réalisation de ces équipements publics, hors ingénierie et frais sur travaux, sont estimés à :

- Mosson : 44 521 000 € HT
- Cévennes : 18 043 000 € HT

Le coût de l'ensemble des opérations sera porté par Montpellier Méditerranée Métropole, laquelle en organisera la prise en charge par la Ville notamment dans le cadre des concessions de renouvellement urbain Mosson et Cévennes à venir.

Les ouvrages sont remis à la Commune après réception des travaux notifiée aux entreprises et expiration de la garantie de parfait achèvement des travaux, à condition que la Métropole ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Les deux projets de convention rentreront en vigueur à compter de la date de signature par les deux parties et prendront fin au plus tard à la date de clôture de chacune des concessions de renouvellement urbain envisagées ou par la résiliation des conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conditions de réalisation et de financement du programme d'équipements publics de l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Mosson conduite par Montpellier Méditerranée Métropole telles qu'exposées ci-dessus ;
- approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ;
- approuver les conditions de réalisation et de financement du programme d'équipements publics de l'opération de renouvellement urbain du quartier des Cévennes conduite par Montpellier Méditerranée Métropole telles que précisées ci-dessus ;
- approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour le projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à ces affaires.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115474-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention transfert maîtrise ouvrage Mosson
- convention transfert maîtrise ouvrage Cévennes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Quartier de la Pompignane - Convention tripartite de Projet Urbain Partenarial (PUP) Jausserand Nord entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SNC Pinville Demain et la SA3M - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane et a, pour ce faire, désigné l'agence Castro/Denissof & Associés comme architecte en chef. Elle a également désigné en 2016 la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme concessionnaire d'une vaste opération de renouvellement urbain, et a reçu en août 2016 de la Métropole le transfert de la maîtrise d'ouvrage relative aux équipements publics dans le cadre des projets urbains partenariaux (PUP), elle-même déléguée à son aménageur.

Parallèlement, un projet immobilier d'initiative privée porté par la SNC Pinville Demain a été porté à la connaissance de la Collectivité. Afin de conférer à ce projet des qualités urbaines et environnementales cohérentes avec celles définies par l'architecte en chef pour le projet global de renouvellement urbain de la Pompignane, la Ville de Montpellier a approuvé le 12 juin 2019 la création d'une Opération d'Aménagement dénommée les Hauts de Jausserand, postérieurement à l'instauration le 18 octobre 2018 par Montpellier Méditerranée Métropole sur ce secteur de la Pompignane d'un périmètre de conventions de PUP (dit « Pinville Nord ») à l'intérieur duquel les constructeurs viendront participer à la prise en charge des équipements publics à créer ou à améliorer, dès lors qu'ils répondent aux besoins des futurs habitants ou usagers de leurs opérations. Le 18 avril 2019, l'approbation par Montpellier Méditerranée Métropole de la modification n° 12 du PLU de Montpellier est venue instaurer sur le secteur des Hauts de Jausserand la zone 2U1-19w encadrant le développement des opérations immobilières, conformément aux prescriptions émises par l'architecte en chef du projet de renouvellement urbain de la Pompignane.

Rappel relatif au périmètre de convention de PUP sur les Hauts de Jausserand (instauré par délibération métropolitaine n°M2018-528 du 18 octobre 2018) :

Le périmètre global de conventions de PUP est mentionné pour mémoire en annexe 1 de la convention de PUP annexée à la présente.

Le programme de travaux d'aménagement public au sein de l'Opération des « Hauts de Jausserand » sera financé pour partie par les constructeurs intervenant au sein du périmètre de conventions de PUP. Il prévoit la réalisation :

- D'une voie primaire inter-quartiers orientée d'est en ouest, permettant de relier la rue de Pinville (au niveau de la rue Pierre Sémar) à la rue de Pommessargues via la rue Euclide ;
- De voiries secondaires et tertiaires qui viennent se raccorder sur les axes structurants préexistants et à venir (rues de Pinville et de Salaison, principalement).
- D'espaces publics paysagers divers sur l'ensemble du quartier. Le parc boisé de l'ancien Domaine de la Pompignane sera aménagé pour devenir un parc ouvert au public.

L'ensemble de ces aménagements prévus dans le cadre du périmètre de conventions de PUP correspond à une surface à réaménager ou à créer estimée à environ 50.000 m² de logements et d'activités.

Le coût total des équipements à réaliser dans le cadre du périmètre global des conventions de PUP prévu à l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme est fixé à 8 450 000 € HT (hors frais financiers). Ce coût prévisionnel prend en compte tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, d'acquisitions foncières et aléas, ainsi que le coût des équipements à réaliser (voir l'annexe 3 de la convention de PUP annexée à la présente). Seul le montant Hors Taxe de l'opération sera mis pour partie à la charge des constructeurs et seule la part correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers du périmètre de conventions de PUP sera répartie et mise à la charge de l'ensemble des constructeurs, soit environ 7 340 000 € HT au total (environ 87 %).

Le projet urbain partenarial Jausserand Nord :

Dans ce contexte fortement encadré par la Collectivité et son aménageur, la SNC Pinville Demain souhaite déposer sur les parcelles cadastrées section RR n°s 82, 97 et 101, dont elle est propriétaire, une demande de permis d'aménager sur le foncier qu'elle maîtrise, dans le but de réaliser le programme « JAUSSERAND NORD » d'environ 23 000 m² de SDP de logements, en mixité sociale.

Conformément aux dispositions du périmètre de conventions de PUP instauré, il convient en conséquence d'établir avec la SNC Pinville Demain une convention de PUP dénommée Jausserand Nord, dont le projet est annexé à la présente et dont le périmètre est précisé en annexe 2. Cette convention vise à préciser les conditions dans lesquelles les parties mettront en œuvre un projet urbain partenarial au sens de l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.

Notamment, il est proposé d'exonérer le périmètre du PUP Jausserand Nord pour une durée de 10 années de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement.

En contrepartie, la SNC Pinville Demain s'engage à participer au financement des équipements publics du secteur des Hauts de Jausserand à hauteur de :

4.600.000 € (Quatre millions six cent mille euros), soit environ 54 % du coût total des équipements publics et environ 62,7% de la part prise en charge par l'ensemble des constructeurs qui interviendront au sein du périmètre de conventions de PUP.

Les modalités de versement de la participation sont précisées dans le projet de convention de PUP. Elles sont notamment liées aux déclarations d'ouverture de chantier du permis d'aménager et des permis de construire qui suivront.

La SA3M percevra directement les recettes de ce PUP Jausserand Nord. En conséquence, elle s'engage à réaliser ou faire réaliser les équipements publics et ce, dans un délai qui ne pourra excéder 10 années.

En outre, la convention de PUP Jausserand Nord prévoit le financement et la réalisation de travaux d'assainissement. En vertu du principe de non-cumul des participations ayant le même objet, le projet est exonéré de participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du code de l'urbanisme et conformément aux dispositions prévues par l'instauration d'un périmètre de convention de PUP sur le secteur des Hauts de Jausserand ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial (et ses annexes 1, 2 et 3) entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SNC Pinville Demain et la SA3M, telle qu'annexée à la présente, et notamment le périmètre du projet urbain partenarial, le montant de la participation de la SNC Pinville Demain, ainsi que l'exonération en conséquence de la participation pour le financement de l'assainissement collectif, ainsi que le principe de la perception directe par la SA3M du montant de la participation du constructeur ;
- exclure le secteur du PUP Jausserand Nord (délimité à l'annexe 2 de la présente convention) du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115184-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention de PUP Jausserand Nord
- annexe 1 : périmètre de conventions de PUP Hauts de Jausserand
- annexe 2 : périmètre de PUP Jausserand Nord
- annexe 3 : descriptif et coût des équipements publics au sein du périmètre de conventions de PUP Hauts de Jausserand

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Courbessac - HECTARE - Commune de Saint-Drézéry - Approbation de la convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le secteur d'implantation de la future opération est situé au sud du centre historique de la commune de Saint-Drézéry et est classé en zone 2AU du PLU. Il s'agit d'une zone non ou partiellement bâtie, insuffisamment ou non équipée et réservée à l'urbanisation future à usage principal d'habitation. Le futur projet s'implantera au sein d'un secteur partiellement bâti dénommé le secteur 2AUa.

La société HECTARE va déposer une déclaration préalable valant division foncière en vue de construire sur la commune de Saint-Drézéry. Cette demande concerne une unité foncière de 4 427 m² et correspond aux parcelles cadastrées AI0457 et AI0221. L'opération d'aménagement appelée Courbessac prévoit la création de 3 lots à bâtir. Chaque lot prendra accès depuis le chemin de Courbessac.

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, la société HECTARE s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

La réalisation de ce programme nécessite :

- Des équipements publics d'aménagement d'espaces publics et Voirie Réseaux Divers (VRD) :
 - Des travaux d'aménagement de la voirie Chemin de Courbessac ;
 - Le renforcement du réseau d'adduction électrique sur le Chemin de Courbessac ;
- Des équipements publics de superstructures :
 - Une participation à la création de la nouvelle école maternelle.

Le coût total prévisionnel des équipements à réaliser, évalué en phase avant-projet, est fixé à **82 437 € HT**. Ce coût prévisionnel comprend tous les frais d'études et de maîtrise d'œuvre. Les modalités de partage des coûts des équipements publics, conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3-II° du code de l'urbanisme, sont fixées sur le tableau figurant en annexe.

Il est précisé que seule la part correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers du périmètre de convention de PUP sera mis à la charge de l'aménageur, soit un montant prévisionnel de **51 070 € HT**, selon les modalités de calcul suivant :

- La participation financière demandée pour la création de la nouvelle école maternelle a été calculée à partir d'un montant forfaitaire au logement et a été délibérée en conseil municipal de Saint Drézéry ;
- Le montant des travaux d'aménagement de voirie a été affecté à 90% à la société HECTARE car l'utilisation du Chemin de Courbessac concerne essentiellement les usagers de l'opération (entrées et sorties des habitants sur ladite voirie)

- Le montant affecté aux travaux de renforcement électrique sur le chemin de Courbessac est affecté à la société HECTARE à hauteur de 30%.

Le périmètre de la convention de PUP, dans lequel les constructions seront exonérées de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement pour une durée de 5 ans, est joint à la délibération. Cette exonération prendra effet à compter de l'affichage de la mention de la signature de convention en mairie de Saint-Drézéry et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) tel qu'énoncée par les dispositions du code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de PUP « Courbessac » établie entre la société HECTARE et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- exclure du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) le périmètre d'application de la convention de PUP « Courbessac » pour une durée de 5 années ;
- approuver les termes du projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint-Drézéry dans le cadre de la convention de PUP « Courbessac » susvisée ;
- imputer les dépenses et recettes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115709-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Périmètre de PUP Courbessac
- Tableau de répartition financière PUP "Courbessac"
- Projet de convention de PUP Courbessac
- Projet de convention de reversement à la commune de Saint-Drézéry

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Route Impériale - SCCV Impériale - Commune de Baillargues - Modification du programme d'équipements publics du PUP périmétral "Route Impériale" - Avenant n°2 à la convention de PUP conclue avec la SCCV Impériale - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Sur le territoire de la Commune de Baillargues, la société « OCEANIS » et la société « EUROPEAN HOMES 45 » envisageaient de réaliser plusieurs opérations de logements sur une emprise foncière totale d'environ 1,6 ha dans le secteur de la Route Impériale.

Cet aménagement d'ensemble inséré dans le tissu urbain existant portait sur 148 logements et prévoyait :

- Pour la société « OCEANIS » :
 - o Une première opération de 100 logements (dont 28 logements sociaux),
 - o Une seconde opération de 8 logements,
- Pour la société « EUROPEAN HOMES 45 » :
 - o Une opération de 40 logements (dont 10 logements sociaux).

Ce projet global nécessitait la réalisation d'un certain nombre d'équipements publics :

- Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) a fait savoir à la commune que des travaux d'extension du réseau d'adduction générale en eau potable et de renforcement de certaines conduites d'alimentation étaient nécessaires afin de permettre le raccordement des nouvelles opérations de logements programmées sur le territoire de la commune ;
- La commune devait prendre en compte l'apport de population générée par ces programmes de logements créant 148 logements dans sa programmation de salles de classe dans les écoles et de places en crèche ;
- Le projet nécessitait également un nombre certain de travaux d'aménagements de voirie et de réseaux en périphérie immédiate du site afin d'assurer son intégration urbaine.

Afin de permettre la mise en œuvre des projets portés par les sociétés « OCEANIS » et « EUROPEAN HOMES 45 » et conformément au code de l'urbanisme :

- le 29 mars 2017, la délibération n°14533 approuvée au Conseil de Métropole a permis d'entériner la délimitation du périmètre du projet urbain partenarial « Route Impériale » pour une durée de quinze ans et les modalités de partage des coûts des équipements qui étaient mis à la charge des promoteurs intervenants dans ledit périmètre. Elle a autorisé la Métropole à signer deux conventions de PUP avec les sociétés « OCEANIS » et « EUROPEAN HOMES 45 » ;

- le 29 juin 2017 la convention de Projet Urbain Partenarial a été signée entre la société « OCEANIS » et Montpellier Méditerranée Métropole ;

- le 19 mars 2018 la convention de Projet Urbain Partenarial a été signée entre la société « EUROPEAN HOMES 45 » et Montpellier Méditerranée Métropole ;

- le 08 octobre 2019, un avenant n°1 à la convention initiale de PUP a été signé concernant la substitution de la société « OCEANIS » au profit de la « SCCV IMPERIALE » qui est titulaire de l'autorisation d'urbanisme permettant la construction des 108 logements précités ;

Le 30 octobre 2017 par arrêté n°ARM2017-314, le permis de construire PC34022 17 M0011 a été délivré à la société « EUROPEAN HOMES 45 ». Le 11 avril 2019, le permis de construire a été transféré, par arrêté n°ARM2019-093, à la « SCCV L'EKKO ».

Enfin, le 19 décembre 2019, le PC34022 17 M0011 a été retiré par arrêté du Maire de Baillargues.

Dans ce cadre, la convention de Projet Urbain Partenarial signée le 19 mars 2018 avec l'opérateur « EUROPEAN HOMES 45 » devient donc caduque.

A ce jour, les travaux publics envisagés initialement dans le cadre du périmètre de PUP ont fait l'objet d'études techniques plus approfondies.

De fait, ces évolutions ont pour conséquence la modification du programme global d'équipements publics du PUP périmétral « Route Impériale » qui entraîne :

- Le réajustement du montant des participations financières dues par les opérations en cours ou futures intervenant dans le périmètre du PUP à la suite de la transmission des montants actualisés servant de base de calcul concernant les postes réseaux humides et à la nouvelle estimation du coût total de l'aménagement de la voirie Route Impériale issue de l'étude globale réalisée sur l'ensemble de la Route Impériale ;
- La clause de réajustement au coût réel des participations financières dues par les aménageurs intervenants dans le périmètre de PUP.

Le tableau indiquant cette nouvelle répartition financière entre les différentes opérations intégrées dans le périmètre de PUP « Route Impériale » est joint en annexe de la présente délibération.

L'avenant n°2 à la convention initiale de PUP « Route Impériale » - opération « SCCV IMPERIALE » acte les points abordés ci-avant et intègre :

- La mise à jour de la délimitation du périmètre de PUP « Route Impériale » à la suite d'une erreur matérielle pour englober l'ensemble des parcelles « bénéficiant du programme de travaux actualisé » ;
- Le réajustement du montant de la participation financière due par la société « SCCV IMPERIALE » intervenant dans le périmètre du PUP, concernant les postes réseaux humides ;
- Le réajustement du montant de la participation financière due par la société « SCCV IMPERIALE » intervenant dans le périmètre du PUP, concernant le coût de l'aménagement de la Route Impériale ;
- La clause de réajustement au coût réel de la participation financière due par la société « SCCV IMPERIALE » intervenant dans le périmètre du PUP ;
- L'intégration des conventions de reversement à la commune et au SMGC, concernant la participation de la société « SCCV IMPERIALE ».

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification du programme d'équipement public du PUP périmétral « Route Impériale » ;
- approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention initiale de projet urbain partenarial conclue avec la société « SCCV IMPERIALE » ;
- approuver les termes de la convention de reversement, au Syndicat Mixte Garrigues Campagne, des produits de la convention de PUP conclue avec la société « SCCV IMPERIALE » ;
- approuver les termes de la convention de reversement, à la commune de Baillargues, des produits de la convention de PUP conclue avec la société « SCCV IMPERIALE » ;
- imputer les dépenses et recettes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-107172-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant n°2 à la Convention initiale de PUP "Route Impériale"
- Projet de convention de reversement au SMGC
- Projet de convention de reversement à la commune
- Tableau de répartition financière PUP "Route Impériale"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Salengro - Terres du Soleil Promotion - Commune de Castelnau-le-Lez - Délimitation du périmètre de PUP "Salengro" - Conventions de PUP "Salengro I" et "Salengro II" et périmètre d'application des présentes - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

La société « Terres du Soleil Promotion » envisage de réaliser une opération dans le centre de Castelnau-le-Lez, sur la partie haute de l'avenue Roger Salengro, qui est considérée comme le centre de l'agglomération ou comme une zone d'extension du centre d'agglomération. Ce secteur est composé essentiellement d'habitat, de services, et d'activités diverses. Classé en partie en zone UB et en partie en zone UA du PLU de la commune, ce secteur est en cours de mutation.

La société « Terres du Soleil Promotion » a déposé un permis de construire N°03405719M0070 pour la réalisation de 9 logements en R+1 sur les parcelles cadastrées BB0129 - BB0130 - BB0131 sur environ 851,78 m² de SDP. Cette opération sera intitulée « Salengro I ».

Après réalisation d'études préalables, compte tenu de sa localisation, et du nombre de logements prévus, il apparaît que cette opération, nécessite la réalisation d'aménagements de Voirie et Réseaux Divers (VRD), indispensables pour assurer la desserte du programme.

Dans un deuxième temps, la « SCI C.G.R » a déposé un permis de construire N°03405719M0077 sur les parcelles cadastrées BB0120 - BB127 - BB0128, soit environ 1 015 m² SDP afin de créer 17 logements en R+1. Cette opération, intitulée « Salengro II » se situe sur l'unité foncière mitoyenne de la première opération précitée, initiée par la société « Terre du Soleil Promotion ».

Ainsi, les équipements publics nécessaires à la première opération réalisée par la société « Terre du Soleil Promotion », pourront également répondre aux besoins de la deuxième opération, réalisée par la « SCI C.G.R ».

Dans ce cadre la société « Terres du Soleil Promotion » et la société « SCI C.G.R » se sont rapprochées de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

Dans ce contexte, un PUP périmétral intitulé « Salengro » doit être créé sur ce secteur, par délibération du Conseil de Métropole en application de l'alinéa II de l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme. Il est instauré pour une durée de quinze ans et comprend les parcelles BB0120 - BB127 - BB0128 - BB0129 - BB0130 - BB0131.

Le programme d'équipements publics à réaliser dans le cadre du PUP périmétral « Salengro » concerne :

- La requalification de la voirie (création de places de stationnements, mise en place d'un éclairage public, création d'espaces verts et plantations) ;

- La création d'un réseau pluvial ;
- La création ou le renforcement des réseaux secs (télécom et enfouissement des réseaux électriques).

Le coût total prévisionnel du programme d'équipements publics précité est fixé à **231 824 € HT** :

Nombre logements	26	Programme d'équipements	Coût H.T.
		Voirie	158 824 €
		Réseau pluvial	56 333 €
		Réseaux secs (enfouissement du réseau électrique et renforcement du réseau Telecom)	16 667 €
Total général du programme			231 824 €

Ce coût prévisionnel, comprenant tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage, et d'aléas ainsi que le coût des équipements à réaliser, sera réparti entre les différents constructeurs développant des opérations dans l'emprise du PUP périmétral « Salengro ».

Les modalités de partage des coûts des équipements, conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3-II° du code de l'urbanisme, sont fixées comme précisé dans le tableau annexé.

Cette répartition représente un montant prévisionnel de :

- **59 444 € HT**, mis à la charge de « Terres du Soleil Promotion » dans le cadre de l'opération « Salengro I »
- **94 083 € HT**, mis à la charge de « SCI C.G.R » dans le cadre de l'opération « Salengro II »

Les constructions, dans chaque convention de PUP conclue dans le PUP périmétral « Salengro » seront exonérées de la part intercommunale de la taxe d'aménagement pour une durée de 5 ans. Cette exonération prendra effet à compter de l'affichage de la mention de la signature de chaque convention en mairie de Castelnau-le-Lez et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver l'emprise du Projet Urbain Partenarial périmétral « Salengro » ;
- approuver les termes de la convention de PUP conclue entre la société « Terres du Soleil promotion » et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver les termes de la convention de PUP conclue entre la « SCI C.G.R » et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- imputer les dépenses et recettes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115444-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 : Tableau de répartition financière
- Annexe 2 : Plans
- Convention de PUP "Salengro II"
- Convention de PUP "Salengro I"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et Nexity IR Programmes Languedoc-Roussillon relative à l'opération sise avenue de la Croix du Capitaine et rues de Claret et de la Paille à Montpellier - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet urbain partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Métropole et la Ville de Montpellier incitent à la requalification de ses quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux. La mutation urbaine des parcelles HX 153, 154, 155 et 156 situées entre les rues de Claret, de la Paille et l'avenue de la Croix du Capitaine, s'inscrit dans cette perspective.

Situées dans le quartier de Figuerolles, en limite d'Estanove, dans un tissu urbain en cours de mutation, ces parcelles d'une superficie d'environ 1263 m², sont aujourd'hui occupées par des habitations individuelles. Dans ce contexte, un projet prévoyant la construction d'un ensemble immobilier est porté par et NEXITY IR PROGRAMMES LANGUEDOC ROUSSILLON. Ce projet consiste en la réalisation d'une résidence étudiante de 141 logements et de 14 logements locatifs sociaux.

Une demande de permis de construire sera déposée dans ce but par et NEXITY IR PROGRAMMES LANGUEDOC ROUSSILLON.

Ce projet implique cependant la requalification de l'espace public au droit de l'opération, par la réalisation d'aménagements de voirie et de réseaux sur le pourtour.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté et NEXITY IR PROGRAMMES LANGUEDOC ROUSSILLON, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre et NEXITY IR PROGRAMMES LANGUEDOC ROUSSILLON et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de projet urbain partenarial, dont le projet de convention est joint en annexe.

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par et NEXITY IR PROGRAMMES LANGUEDOC ROUSSILLON d'une partie des aménagements de voiries et de réseaux desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention conformément aux prescriptions des différents services de la Métropole et permettront principalement :

- de recalibrer les rues de la Paille, de Claret et l'avenue de la Croix du Capitaine afin d'améliorer les déplacements doux,
- d'élargir les trottoirs pour améliorer le confort des piétons,
- d'aménager la placette au droit de l'entrée de la future résidence étudiante afin d'en faire un lieu de convivialité en lien direct avec la place du 8 mai 1945 et connectée prochainement avec la ligne 5 de tramway,
- de planter des arbres dans un souci de confort d'été, d'agrément et de développement durable,
- d'améliorer l'éclairage public.
- d'enfouir les réseaux aériens nécessaires à la desserte de l'opération sur l'ensemble de la rue de Claret.

Le coût de cette opération, y compris les aléas et les frais liés à la maîtrise d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage, a été chiffrée à la somme de 1 115 072 € HT, soit 1 338 086 € TTC.

La convention de projet urbain partenarial propose de mettre à la charge de la société une part de ces aménagements qui s'élève à 50 % du coût d'aménagement de voiries et 30 % de l'enfouissement des réseaux.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge de NEXITY IR PROGRAMMES LANGUEDOC ROUSSILLON s'élève ainsi à 517 480 € HT.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et NEXITY IR PROGRAMMES LANGUEDOC ROUSSILLON. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par NEXITY IR PROGRAMMES LANGUEDOC ROUSSILLON. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine instituée par délibération au Conseil de Métropole du 12 novembre 2015) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation de NEXITY IR PROGRAMMES LANGUEDOC ROUSSILLON, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115398-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROJET CONVENTION DE PUP cLaret Croix du Capitaine V3.pdf
- Plan et tableau financier.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Convention de transfert de gestion avec SNCF Réseau sur l'ancienne voie ferrée de Montpellier à Cournonsec - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le 21 décembre 2018 le Schéma Directeur des Mobilités Actives qui a pour but de développer l'usage des modes actifs de déplacement, réduire la congestion automobile, préserver l'environnement, le climat et la santé des habitants. Ce schéma prévoit le développement d'un réseau de cheminements dévolus à la mobilité active sur le territoire métropolitain. Un des tronçons du réseau « *magistral* » doit être réalisé entre les communes de Montpellier et de Cournonsec.

L'ensemble des dépendances domaniales publiques de SNCF Réseau composant la section de ligne située entre Cournonsec et Montpellier (ligne n°694000 de Paulhan à Montpellier) comprise entre le PK 500.870 et le PK 517.900, sur laquelle toute circulation a été arrêtée depuis 1970 pour le service voyageur et depuis 1987 pour le trafic marchandises, constitue en partie l'assise de ce projet. Cette ligne a fait l'objet d'une décision de fermeture prise par le conseil d'administration de SNCF Réseau le 5 juillet 2012, sur le fondement de l'article 22 du décret n°97-444 du 5 mai 1997. Lorsqu'une de ces dépendances n'a plus d'usage immédiat, SNCF Réseau peut, tout en conservant la propriété et la protection que lui accorde son régime domanial public, en transférer la gestion à une collectivité publique ou un EPCI pour satisfaire à ses propres missions de service public.

Un transfert de gestion entre les PK 513.100 et 513.680 concernant les parcelles cadastrées AS n°1, 179, 180 et AO n°204, sises commune de Saint Jean de Védas, a été signé avec SNCF Réseau le 11 juillet 2017, pour une durée de 3 ans, dans le cadre de l'implantation d'un pôle médical sur le secteur des Jasses à Saint Jean de Védas, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 21 octobre 2016, et la mise en œuvre du Projet Urbain Partenarial (PUP) dénommé « *chemin de la Roque* » nécessitant la réalisation de travaux hydrauliques et routiers.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est donc rapprochée de SNCF Réseau pour pérenniser le transfert de gestion de la dépendance domaniale ayant fait l'objet de travaux dans le cadre de la réalisation du pôle médical et du PUP dénommé « *chemin de la Roque* », arrivant à son terme le 10 juillet 2020, et permettre l'aménagement d'un des tronçons du réseau « *magistral* » de l'Ouest de son territoire. Il a donc été convenu de procéder au transfert de gestion de la portion de voie ferrée concernée, située entre les PK 513.680 à Saint Jean de Védas, et 517.870 à Cournonsec, dans les conditions fixées par les articles L.2123-3 à L.2123-6 du code général de la propriété des personnes publiques.

Ce transfert de gestion portera sur 12,810 kms, soit 225 970 m² environ, et concerne diverses parcelles sur les communes de Saint Jean de Védas, Saussan, Fabrègues, Cournonterral et Cournonsec, désignées dans la convention.

Il est donc proposé la conclusion d'une convention de transfert de gestion pour une durée de 30 ans moyennant le remboursement d'un forfait de 3 159,62 € HT par an, correspondant aux frais de gestion et taxes acquittées par SNCF Réseau, ainsi que le remboursement des frais engendrés par l'établissement de la convention de transfert de gestion s'élevant à 4 068,84 € TTC.

La convention de transfert de gestion objet de la délibération mettra par conséquent fin au transfert de gestion en date du 11 juillet 2017 pour la portion de Saint Jean de Védas du PK 513 100 et le PK 513 680 à sa date de signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de transfert de gestion avec SNCF Réseau, des parcelles ci-dessus mentionnées sur les communes de Saint Jean de Védas, Saussan, Fabrègues, Cournonterral et Cournonsec ;
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115402-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Section de voie Saint-jean-de-Védas-Cournonsec.pdf
- Projet TDG ST JEAN VEDAS COURNONSEC 6.1.2020.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Réalisation d'une voie dévolue aux modes actifs, logistiques et transport collectif entre Saint Geniès des Mourgues et Vendargues - Convention de transfert de gestion avec SNCF Réseau des parcelles constituant l'ancienne voie ferrée entre Vendargues et Castries - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le 21 décembre 2018 le Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA), qui a pour but de développer l'usage des modes actifs de déplacement, réduire la congestion, préserver l'environnement, le climat et la santé des habitants. Ce schéma prévoit le développement d'un réseau de cheminements dédiés à la mobilité active sur le territoire métropolitain. Un des tronçons du réseau « *magistral* » doit être réalisé entre les communes de Vendargues et Castries. Les parcelles A 2416, A 753, A 754, H 1076, H 1075, H 650 et H 648 situées sur la commune de Castries, ainsi que les parcelles AP 68 et AP 67 situées sur la commune de Vendargues constituent en partie l'assise de ce projet, et appartiennent à SNCF Réseau.

Ce foncier fait partie d'un ensemble de dépendances domaniales publiques composant la section de ligne située sur les communes de Castries et Vendargues comprise entre le PK 740.870 et le PK 742.930, sur laquelle toute circulation a été arrêtée depuis 1970 pour le service voyageur et depuis 1987 pour le trafic marchandises. Cette ligne a fait l'objet d'une décision de fermeture prise par la SNCF le 22 mai 1977. Lorsqu'une de ces dépendances n'a plus d'usage immédiat, SNCF Réseau peut, tout en conservant la propriété et la protection que lui accorde son régime domanial public, en transférer la gestion à une collectivité publique ou un EPCI pour satisfaire ses propres missions de service public.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est rapprochée de SNCF Réseau pour procéder au transfert de gestion de la dépendance domaniale inscrite dans le SDMA pour l'aménagement d'un tronçon du réseau « *magistral* » située entre l'avenue de la gare à Castries et la RD 610 à Vendargues, soit une section d'une longueur d'environ 2 km, dans les conditions fixées par les articles L.2123-3 à L.2123-6 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Ce transfert de gestion permettra, à la suite de l'acquisition de l'ancienne ligne Saint Geniès des Mourgues – Castries d'ores et déjà actée, la réalisation d'une des portions Nord Est de la Métropole de ce réseau « *magistral* ».

SNCF Réseau propose la conclusion d'une convention de transfert de gestion d'une durée de 30 ans moyennant le remboursement d'un forfait de 195.62 € HT/an, correspondant aux frais de gestion et aux impôts acquittés par SNCF Réseau ainsi que le remboursement des frais engendrés par l'établissement de la convention de transfert de gestion soit 3 390.70 € HT (4 068.84 € TTC).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature d'une convention de transfert de gestion des parcelles cadastrées A 2416, A 753, A 754, H 1076, H 1075, H 650 et H 648 situées sur la commune de Castries, ainsi que les parcelles AP 68 et AP 67 situées sur la commune de Vendargues avec SNCF Réseau ou toute autre société se substituant à elle,
- approuver les termes de la convention de transfert de gestion,
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-110330-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION
- Plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Quartiers Mosson et Cévennes - Convention en vue de la mise en œuvre de la relation de confiance en matière d'évaluation domaniale - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Les quartiers de la Mosson et des Cévennes figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ces quartiers concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces deux quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) en vue de faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PNRU)
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR)

Le quartier de la Mosson est situé au Nord-Ouest de Montpellier, en limite des communes de Juvignac et Grabels. Quasi-entièrement urbanisé sous forme d'une ZUP d'environ 250 ha dans les décennies 1960 - 1970 et parachevé dans la décennie 1980, il comprend environ 9 000 logements pour près de 24 000 habitants. Véritable ville dans la ville, il héberge toutes les fonctions urbaines, tout en ayant une vocation résidentielle prononcée. Son image architecturale est celle d'un quartier de tours et de barres, à l'exception des Hauts de Massane, au Nord, où sont présentes des formes d'habitat plus diversifiées, notamment individuelles. C'est aujourd'hui le plus grand quartier Politique de la Ville (QPV) de la Métropole.

L'affirmation de l'ambition du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson s'inscrit à une double échelle :

- l'échelle métropolitaine, avec pour objectif de changer l'image du quartier et d'en faire un véritable lieu de destination, attractif ;
- l'échelle de proximité, en améliorant la qualité de vie des habitants et en particulier le fonctionnement urbain, par exemple par un réinvestissement de l'espace public au service des habitants.

Les objectifs fondateurs ayant guidé l'élaboration du projet sont :

- ouvrir le quartier et l'espace public par des cours paysagers Est-Ouest, qualitatifs, sécurisés et attractifs, vecteurs d'une nouvelle urbanité ;
- activer l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés ;
- améliorer la qualité de vie au quotidien en remettant la nature et le paysage au cœur du quartier, en faisant du parc de la Mosson, des berges et du lac des Garrigues les atouts forts du quartier ;
- connecter le quartier de la Mosson à la ville et au monde avec les nouveaux réseaux de transports et les écosystèmes de l'innovation, en favorisant les greffes urbaines et en ouvrant le quartier vers la Métropole, par des cheminements doux et de nouveaux éléments d'attractivité.

Le quartier des Cévennes est situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique. Il s'agit d'un quartier résidentiel qui comporte de nombreuses copropriétés. Le projet de renouvellement urbain porte majoritairement sur la copropriété des Cévennes, construite entre 1964 et 1975. Elle s'étend sur une emprise foncière unique, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter occasionnant des tensions entre copropriétaires et donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, sans fond juridique et sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs (qui dépendent de la copropriété principale), a conduit au cloisonnement et à l'enclavement d'une partie des bâtiments.

Le projet urbain vise à :

- ouvrir la copropriété sur son environnement, notamment en la desservant par tous les modes de circulation (piétons, cycles...), la connectant à l'espace environnant, reconfigurant l'espace des dalles, en sécurisant le quartier et évitant les flux de transit et vitesses excessives ;
- dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces, en permettant l'accès aux véhicules de secours et sécurité, en facilitant la collecte des ordures ménagères, valorisant les espaces verts ;
- faire des unités résidentielles à taille humaine, au moyen de la scission de la copropriété actuelle ;

- requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique, en accompagnant les copropriétaires.

Dans le contexte de ces projets urbains, la question foncière est essentielle et les modes d'acquisitions variés, par l'acquisition amiable, sur préemption jusqu'à l'expropriation.

Au préalable à toute signature d'acte d'acquisition ou de cession immobilière, les collectivités, leurs groupements et divers organismes sont tenus de consulter le service du Domaine, qui se prononce sur les conditions financières de l'opération envisagée.

Dans certaines situations spécifiques, au regard de l'envergure du projet porté notamment, la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault, dont le pôle d'évaluation domaniale dépend, peut proposer aux collectivités de mettre en place une démarche de « relation de confiance » visant à mieux valoriser les travaux réalisés par les consultants et à asseoir les évaluations de certaines opérations immobilières à partir des valeurs tirées d'études de marchés immobiliers dans les zones prédéfinies, réalisées en amont et partagées dans le cadre d'une convention, sur la base d'un barème validé par les parties.

Concrètement, cela signifie que pour un type de biens définis et entrant dans un barème prédéfini par convention, les Domaines autorisent la collectivité à faire un pré-chiffrage des biens et à procéder à leur évaluation sur pièces, juridiques, techniques, graphiques et photographies. Le gain de temps pour les vendeurs sur la procédure d'évaluation permettra ici de ne pas fragiliser davantage des situations sociales parfois complexes.

Il est en conséquence proposé de signer une convention en vue de la mise en œuvre de la relation de confiance en matière d'évaluation domaniale entre la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), son concessionnaire, sur lesdits périmètres.

Les biens concernés sont des appartements de tous types avec ou sans dépendances, des lots de copropriétés accessoires de l'habitation, des locaux commerciaux, à l'exclusion des fonds de commerce, des espaces publics et des biens atypiques.

Cette convention est proposée pour la période allant du 1^{er} mars 2020 au 31 décembre 2024, incluant une période d'essai de 6 mois du 1^{er} mars 2020 au 31 août 2020. A son terme une évaluation du dispositif sera réalisée en commun et permettra, le cas échéant, un renouvellement ou une prorogation de la convention sur la base de prix de marché réactualisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes et la signature de la convention tripartite de mise en œuvre de la relation de confiance en matière d'évaluation domaniale entre la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), son concessionnaire, sur les périmètres des PNRU Mosson et Cévennes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-116218-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- version C3M 31.01.2020 - Conventionrelationconfiance 3M - SA3M et DDFiP Hérault-1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Quartier Centre - Vente d'un appartement situé 23 rue des Balances à Monsieur Manuel GAVIRIA - Parcelle cadastrée HV 328 - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par acte notarié du 11 septembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a acquis des lots de copropriété dans un immeuble cadastré HV 328 situé au 23 rue des Balances à Montpellier. Il s'agissait de l'acquisition d'un appartement situé au 1^{er} étage de l'immeuble (lot 9 de la copropriété) et de ses annexes (caves et grenier), pour le mettre à la disposition de TaM (Transports de l'Agglomération de Montpellier) afin d'y installer des locaux techniques et un transformateur électrique.

Actuellement, TaM occupe un local au rez-de-chaussée, une cave au sous-sol et seulement une partie de l'appartement devenu le lot 20 de la copropriété. Le reste de l'appartement, devenu le lot 21, n'a plus d'utilité pour Montpellier Méditerranée Métropole. Par conséquent, il a été décidé de le mettre en vente.

L'appartement de type T3 inoccupé est d'une superficie de 84,23 m². Il est composé d'un grand salon, de deux chambres et d'un bureau. Il bénéficie également de deux caves situées dans le sous-sol de l'immeuble (lots 5 et 6) et d'un grenier au dernier étage (lot 15). Il nécessite des travaux d'aménagement et notamment la création d'une cuisine supprimée lors de la réalisation des locaux techniques de la TaM. Par ailleurs, le balcon filant d'une longueur de 13,5 mètres est vétuste et nécessite une réparation.

La Métropole a mis en vente le bien par voie de publication dans la presse et sur un site internet spécialisé. Après de nombreuses visites du bien, une seule offre d'achat est parvenue à la Métropole. Il s'agit de l'offre de Monsieur Manuel GAVIRIA au prix de 245 283 euros, conforme à l'avis du Domaine.

Il est proposé d'accepter l'offre d'achat de Monsieur Manuel GAVIRIA et de signer un compromis de vente reprenant deux conditions suspensives, l'une au profit de l'acquéreur portant sur l'attribution d'un prêt immobilier et la seconde à la charge de la Métropole pour la réfection du balcon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la cession à Monsieur Manuel GAVIRIA d'un appartement situé dans un immeuble au 23 rue des Balances à Montpellier, cadastré HV 328, d'une superficie de 84,23 m² constituant le lot 21 de la copropriété et des deux caves et un grenier constituant les lots de copropriété 5, 6 et 15, moyennant le prix de 245 283 € net vendeur,
- approuver la signature du compromis de vente intégrant les deux conditions suspensives précitées et de l'acte authentique de vente, rédigés par le notaire de l'acquéreur à ses frais,
- imputer cette recette sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115546-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis du Domaine

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Acquisition d'un bien situé 3 place de l'Eglise - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le 14 septembre 2009, la commune de Villeneuve-lès-Maguelone a acquis par voie de préemption la parcelle cadastrée AH 92, située 3 Place de l'Eglise, d'une superficie de 433m², comportant un corps d'immeuble d'habitation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a soutenu financièrement la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans l'acquisition de ce bien dans le cadre de ses compétences, la préemption étant réalisée au titre de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme. En mai 2008, en anticipation sur la régularisation de l'acte authentique d'acquisition par la Commune, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est portée tiers-payeur à l'acquisition. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a ainsi versé, lors de la vente du 14 septembre 2009 rendant la commune propriétaire du bien, le prix de vente additionné des frais d'agence de 400 000 €.

La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone n'a pas mené sur ce bien d'opération sous sa maîtrise d'ouvrage à ce jour et a manifesté son souhait de le céder à la Métropole, par délibération de son Conseil municipal du 28 janvier 2020.

Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole se rende propriétaire de la parcelle AH92. La cession interviendra par compensation du prix de vente initialement versé par la Communauté d'Agglomération et libérera les parties de leurs obligations réciproques.

La valeur du bien a été confirmée à hauteur de 400 000 € par l'estimation réactualisée de France Domaine du 13 janvier 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'acquisition à la commune de Villeneuve-lès-Maguelone de la parcelle cadastrée AH 92 située 3 place de l'Eglise à Villeneuve-lès-Maguelone sans versement de prix, le paiement étant préalablement intervenu en exécution de l'acte authentique en date du 14 septembre 2009, étant donné la qualité de tiers-payeur à l'acte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- imputer les frais éventuels accessoires à la réitération de l'acte sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115720-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis DOMAINES 13012020.pdf

- VISUEL acquisition AH 92 VLM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montaud - Instauration du droit de préemption urbain renforcé - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

En application de l'article L.211-1 du code de l'urbanisme, par délibération du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a instauré le Droit de Préemption Urbain (DPU) sur l'ensemble des zones urbaines et des zones d'urbanisation futures délimitées par le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montaud, approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019.

L'article L.211-4 du même code prévoit que ce droit de préemption n'est pas applicable :

- « a) *A l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans les cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai ;*
- b) *A la cession de parts ou d'actions de sociétés visées aux titres II et III de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;*
- c) *A l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement. »*

Ce même article précise : « Toutefois, par délibération motivée, la commune peut décider d'appliquer ce droit de préemption aux aliénations et cessions mentionnées au présent article sur la totalité ou certaines parties du territoire soumis à ce droit. »

Conformément à l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public à fiscalité propre, est compétent pour instaurer le droit de préemption urbain et le renforcer au titre de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Afin de préserver l'aspect typique de village du sud de la France de Montaud et de maîtriser le foncier, notamment en cas de vente des terrains ou des lots appartenant aux copropriétés et incluant des bâtiments remarquables en pierre apparente et des éléments du petit patrimoine d'époque, il est proposé de renforcer le DPU sur la partie ancienne du village.

Le désir de conforter la qualité du bâti du centre ancien et de ses hameaux ainsi que le paysage agricole, particularités de Montaud, était déjà clairement identifié par l'ancien Plan d'Occupation des Sols et a été reprecisé dans le nouveau PLU.

Afin de poursuivre la préservation du village ancien, il est donc proposé de renforcer le DPU sur la zone UA2 délimitée par le PLU, pour être en capacité d'acquérir les biens exclus du champ d'application du DPU simple par l'article L.211-4 du code de l'urbanisme. Pourront être acquis notamment ainsi les lots de copropriété dans les immeubles soumis au régime de la copropriété depuis plus de dix ans.

Cette instauration renforcée du DPU permettra à Montpellier Méditerranée Métropole et à la commune de Montaud, dans les zones où le droit de préemption urbain peut lui être délégué par la Métropole, de mener à bien les actions et opérations d'aménagement relevant de leurs compétences respectives.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'instauration du droit de préemption urbain renforcé sur la zone correspondant à la zone UA2 délimitée par le PLU de la commune de Montaud, comme délimité sur le plan joint,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-116417-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- carte de situation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Action foncière pour le développement économique - Commune de Montpellier - Secteur TDF La Blanquette - Convention opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier Occitanie - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Le 3 juin 2015, une convention d'anticipation foncière a été conclue et signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie, pour une durée de 5 ans afin de conduire les acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement d'une zone d'activités économiques sur le secteur « *TDF La Blanquette* » à Montpellier.

La zone dite de « *TDF La Blanquette* » est située sur la commune de Montpellier en limite avec les communes de Saint-Clément-de-Rivière et de Montferrier-sur-Lez, à proximité des pôles d'activités et de recherche d'Euromédecine et d'Agropolis.

Ce secteur, identifié en zone d'extension urbaine dans le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) approuvé par le Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019, est inscrit dans la connexion du Pic Saint-Loup qui recouvre, en partie Ouest, des tissus urbains mixtes, et à l'Est, les espaces agro-naturels de la vallée du Lez, ce qui en fait un site majeur.

La majorité des acquisitions foncières a pu être menée, à l'exception d'une parcelle restant à acquérir.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite que l'EPF puisse poursuivre le portage foncier dans le cadre d'une convention opérationnelle et conduire l'acquisition restante.

Pour mener à bien cette démarche, il est donc proposé de contractualiser la poursuite de la convention d'anticipation foncière dont la fin est programmée pour le 3 juin 2020, en convention opérationnelle pour une durée de 8 ans.

Compte-tenu des négociations en cours, l'engagement financier est porté à hauteur de 3 millions d'euros dans la nouvelle convention proposée. Cette enveloppe intègre en outre l'engagement financier pris dans le cadre de la convention d'anticipation foncière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention opérationnelle entre la Métropole et l'Établissement Public Foncier Occitanie,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-116372-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention opérationnelle à joindre au C3M -version 16.01.20.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOUL, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Communes de Lavérune et de Saint Jean de Védas - Plan de gestion de la zone humide des prairies alluviales et des ripisylves de la Mosson - Travaux de restauration dans le secteur Pépinière - Demandes de subventions - Convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée à l'EPTB Lez - Autorisation de signature

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

L'inventaire des zones humides réalisé sur le bassin versant du Lez en 2011 par l'EPTB Lez recense sur les communes de Lavérune et Saint Jean de Védas un complexe naturel humide d'environ 57 ha composé de ripisylves et de prairies alluviales. Cet inventaire a mis en évidence la présence de zones humides prioritaires et de zones d'expansion de crues à reconquérir dans la plaine de la Mosson.

En effet, ces milieux sont majeurs de par leur rôle d'écrêteur de crues mais aussi pour leur fonction épuratoire et leur biodiversité.

La zone humide des prairies alluviales et des ripisylves de la Mosson, nommée O12-04, est hiérarchisée dans le SAGE comme prioritaire sur le bassin du Lez.

Aujourd'hui, environ 20 ha de Zones Humides et 30 ha de Zones d'Expansion de Crues appartiennent aux communes de Lavérune et de Saint Jean de Védas sur le territoire de la Métropole.

En 2019, avec l'aide de l'Agence de l'Eau et de l'EPTB Lez un plan de gestion des prairies alluviales a été élaboré avec ces communes.

Ce plan de gestion définit un programme de seize actions relevant pour une part significative d'entre elles de la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) pour laquelle la Métropole est devenue compétente au 1^{er} janvier 2018.

Par délibération en date du 20 décembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a posé le cadre de l'organisation générale de la compétence et sa feuille de route. Cette délibération définit les lignes directrices de la gouvernance interterritoriale du grand cycle de l'eau que la Métropole souhaite établir en concertation avec les structures intercommunales partenaires au niveau des bassins versants et précise que des conventions de délégation de compétence pourront être mises en place avec les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin dans l'intérêt général de la bonne exécution en toute ou partie des missions mentionnées aux items 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement.

La convention cadre organisant les relations entre la Métropole et le SYBLE par des conventions subséquentes d'intervention a été approuvée au conseil métropolitain du 18 décembre 2019.

La présente convention dite subséquent se propose de confier au SYBLE, dans le cadre de l'Item 8 du I de l'article L. 211-7 du code de l'Environnement et à travers une maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de l'action phare du plan de gestion : l'opération de restauration des prairies alluviales de la Mosson dans le secteur de l'ancienne pépinière Pivot.

L'objectif des aménagements de cette parcelle est de recréer des milieux humides (prairies humides, mare temporaire et ripisylve) grâce à la réalisation des travaux suivants :

- Excavation d'une partie importante du terrain en place sur site sur une superficie de 3,5 ha (jusqu'à 50 000 m³), notamment pour que l'inondation soit plus fréquente en bord de cours d'eau mais également pour favoriser la connexion avec la nappe associée.

- Suppression des merlons en remblais et reprofilage de la berge de la Mosson sur environ 500 m linéaire. Cette action sera accompagnée de génie végétal à réaliser en pied de berge avec plantation de ripisylve.

Par ailleurs, afin de diversifier les habitats humides, une mare temporaire et un bras mort seront créés. Ces milieux s'assècheront en été et seront en eau entre l'automne et le printemps.
Enfin, un sentier pédagogique avec des panneaux d'interprétation sera réalisé pour valoriser le site.

Le montant des études et travaux d'aménagements est estimé à 1 337 000 € HT.

Pour réaliser cette opération, la Métropole financera les dépenses engagées par l'EPTB Lez qui percevra, en outre, une rémunération forfaitaire ferme et définitive de 66 850 € HT.

D'autres conventions subséquentes viendront préciser les modalités de délégation de l'animation du Plan de gestion de la zone humide des prairies alluviales et des ripisylves de la Mosson.

Une convention sera également conclue avec la commune de Lavérune pour autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle appartenant à celle-ci.

Les différentes actions inscrites dans ce plan de gestion peuvent bénéficier du soutien financier des différents partenaires notamment l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse et la Région Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention subséquente avec l'EPTB Lez relative à la réalisation d'une opération de restauration des prairies alluviales de la Mosson sur la commune de Lavérune ;
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, GEMAPI, chapitre 907 ;
- solliciter les aides financières les plus larges possibles auprès des différents partenaires concernés notamment l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse et la Région Occitanie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 24 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Thierry DEWINTRE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Michel FRAYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115745-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention subséquente_8EPTB_MOD_prairies_alluviales_VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOUL, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Journée mondiale des zones humides - Manifestation art et nature - Galerie éphémère 2020 - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'espaces naturels Languedoc-Roussillon - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Chaque année, le 2 février, à l'occasion des journées mondiales des zones humides, est célébrée partout dans le monde la signature de la convention de Ramsar du nom de la ville iranienne où elle fut signée en 1971.

C'est aujourd'hui la seule convention internationale qui concerne un milieu naturel, à savoir les zones humides, et qui s'intéresse autant à la préservation de sa biodiversité qu'aux valeurs sociales et culturelles qui y sont attachées.

Les étangs palavasiens, chapelet de lagunes situé entre l'étang de l'Or et celui de Thau, ont été inscrits comme zone humide d'importance internationale au titre de cette convention en 2008.

« La Galerie éphémère » est une manifestation hybride alliant amoureux de la nature et des zones humides et amateurs d'art. Elle ouvre ses portes chaque année aux Salines à Villeneuve-lès-Maguelone. Les 7 éditions précédentes de cet événement ont connu un succès croissant (2 500 visiteurs sur l'édition 2019) par leur originalité et grâce à l'appui d'un collectif de bénévoles : artistes, usagers du site (chasseurs, pêcheurs, bénévoles villeneuvois...).

La programmation artistique est confiée à deux artistes montpelliérains, Olivier SCHER et Cahuate Milk, avec l'appui technique et financier des gestionnaires du site des Salines, du CEN L-R et Montpellier Méditerranée Métropole, de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et du CPIE du Bassin de Thau.

La huitième édition de la manifestation est programmée du vendredi 31 janvier au dimanche 2 février 2020.

Au programme, de l'illustration, de la photographie, du graff, de la sculpture, de la peinture, de la musique mais aussi la découverte du site protégé des Salines avec les gestionnaires de ce site naturel d'exception, situé au cœur du site RAMSAR. Une vingtaine d'artistes investissent un ancien bâtiment des Salines pour donner au public sa vision des espaces naturels et des zones humides.

Montpellier Méditerranée Métropole est à nouveau partenaire de la 8ème édition de la manifestation. Elle intervient au titre de la mise en œuvre de la convention cadre signée avec le Conservatoire du Littoral en août 2018 et de sa nouvelle compétence sur la gestion des milieux aquatiques et la préservation des zones humides, elle contribue à l'organisation générale de la manifestation, à sa communication auprès du grand public et à son inauguration. Enfin, elle apporte un appui financier à hauteur de 10 000 € pour ce projet, versé au CEN L-R, qui pilote la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'attribution d'une subvention au CEN L-R pour la réalisation de ce projet « la galerie éphémère 2020 »,
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-111050-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Projet_CENLR_galerie2020_janvier-VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des
déchets, propreté de l'espace
public

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOUL, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Centre Demeter de tri des déchets recyclables secs - Convention avec le Syndicat Centre Hérault pour le tri des collectes sélectives de déchets recyclables - Autorisation de signature

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté, aujourd'hui Conseil de Métropole, a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre de tri des déchets recyclables secs DEMETER, en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité, tenant compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

Au terme des procédures d'autorisations administratives et d'attribution des différents marchés, les travaux ont été engagés tout début d'année 2019, et arrivent aujourd'hui à leur conclusion. Les premiers essais du process ont été menés tout début janvier 2020, le centre étant désormais pleinement opérationnel pour accueillir les collectes après l'extension des consignes de tri à tous les emballages ménagers plastiques de l'ensemble du territoire métropolitain depuis le 17 janvier 2020, conformément aux engagements pris avec les partenaires financiers que sont l'éco-organisme CITEO et l'ADEME.

Avec l'extension des consignes de tri, les tonnages de collecte sélective en poubelles et sacs jaunes vont augmenter, et devraient atteindre 28 000 tonnes en 2020, pour continuer à croître ensuite régulièrement avec l'amélioration du geste de tri, et l'évolution démographique de la Métropole.

Par ailleurs, le Syndicat Centre-Hérault, regroupant 76 communes dans le Clermontais, la Vallée de l'Hérault, le Lodevois et sur le Larzac va également s'engager dans la construction d'un centre de tri répondant aux objectifs d'extension de la consigne à tous les emballages plastiques dans le cadre d'un projet associant l'ensemble des collectivités de l'ouest du Département. Les délais d'études et de réalisation d'un tel projet, qui sont de l'ordre de 3 à 4 ans, imposent au Syndicat de rechercher dans l'intervalle un partenariat lui permettant de répondre aux objectifs réglementaires de collecte de tous les emballages plastiques avant 2022, et d'assurer le tri des 1 600 à 2 000 tonnes annuelles de collecte sélective que le Syndicat prévoit de collecter entre 2020 et 2023.

Le centre de tri Demeter disposant d'une capacité de tri résiduelle sur cette période, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Centre Hérault ont trouvé un intérêt mutuel à la mise en place d'un dispositif conventionnel, permettant de trier les tonnages de collecte sélective du Syndicat Centre Hérault, et d'optimiser l'outil performant que constitue désormais Demeter.

La prestation ainsi réalisée sur le centre de tri Demeter sera facturée par Montpellier Méditerranée Métropole au Syndicat Centre Hérault selon les termes financiers du marché global de performance par lequel la société SMTVD exploitera le centre de tri, rémunéré suivant le tonnage de matériaux effectivement valorisés. Une participation à la gestion administrative, de 3%, sera également appliquée. Il est précisé que le Syndicat Centre Hérault assurera la reprise et la gestion des matériaux triés ainsi que des refus de tri, sans que cela ait d'incidence financière pour la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Centre Hérault,
- imputer ces dépenses et recettes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115391-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DEMETER_Convention_3M_SCH_tri_CS1578057639355.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME,
PARCS D'ACTIVITE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Henri ROUILLEAULT, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Thierry QUILES, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

Relations internationales, tourismes, parcs d'activité - Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EUPIC pour l'année 2020 - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981. Dans la continuité de ces relations privilégiées, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et douze provinces centrales chinoises.

Le partenaire principal de la Métropole à Chengdu est l'organisme European - Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats membres partenaires et les provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, par l'Union Européenne et par 19 Provinces chinoises.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu souhaitent s'engager aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole, dans un nouvel axe de développement économique dédiée à la filière vin.

En septembre 2012, lors de la mission organisée à Chengdu par Montpellier Méditerranée Métropole, celle-ci a signé avec notre partenaire EUPIC, une lettre d'intention pour la mise en place d'une plateforme de promotion des vins du territoire Métropolitain à Chengdu et dans les neuf provinces centrales chinoises.

Cette signature a été faite sous le haut patronage du Gouverneur de la province du Sichuan, du Maire de Chengdu, de l'Ambassadrice de l'Union Européenne en Chine et du Consul Général de France à Chengdu.

Les axes majeurs du programme mis en place en commun avec nos partenaires chinois sont :

- des actions médiatiques de niveau national et local,
- des opérations de dégustations ciblées,
- le relationnel avec les autorités chinoises,
- des participations à des salons dédiés,
- des espaces de promotion,
- une partie formation au vin et à ses aspects culturel et historique.

Six ans après le lancement de l'opération, il est possible d'établir le bilan suivant en termes qualitatif et quantitatif validant la stratégie de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole :

D'un point de vue opérationnel nous pouvons citer les résultats suivants :

- la mise en place d'une double plateforme de promotion à Chengdu et Qingdao,
- plusieurs articles dans les médias (presse, radio et TV) nationaux chinois (China Daily, Global Time, la Chine au Présent) 5,2 millions d'exemplaires,
- la participation aux plus grandes foires sur les vins et spiritueux de Chine (Chengdu, Pékin, Canton, Shanghai avec plus de 2 000 contacts professionnels établis),
- diverses participations à des galas de bienfaisance, des dégustations ciblées pour plusieurs importateurs chinois à : Beijing, Canton, Shenzhen, Shanghai, Qingdao, Neijiang, Mianyang...

D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole l'action mise en

place concerne :

- 21 communes sont impliquées indirectement par leurs vignerons (Castelnau le Lez, Castries, Cournonsec, Cournonferrail, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferrier sur-Lez, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone),
- 33 producteurs sur 52 font partie de l'opération,
- 25 producteurs ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 15 missions,
- 5 producteurs ont dépassé les 200 000 € de vente,
- 12 producteurs ont dépassé les 100 000 € de vente,
- L'action plateforme des vins représente en moyenne pour la totalité des vignerons 73 % de la part export,
- 56 % des vignerons qui suivent l'action ont dépassé les 80 000€ de vente avec la Chine,
- 741 254 bouteilles (5 559 hectolitres) vendues soit l'équivalent de 62 conteneurs.

Résultats

Année	CA réalisé	Prix btle prévu*	Prix btle réalisé
2013	470 K€	1,5 €	3,52 €
2014	225 K€	1,5 €	4,17 €
2015	305 K€	2 €	4,09 €
2016	315 K€	2 €	3,60 €
2017	300 K€	2 €	3,68 €
2018	304 K€	2 €	2,04 €*
2019	322 K€	2 €	2,05 €
	2 222 K€	1,86 €	3,00 €

*Prix de vente moyen par bouteille

* Diminution du prix moyen en 2018 et 2019 du à la vente sur le segment bas prix

La maturité du marché porte en avant une tendance vers le milieu de gamme, qui est le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine (87 % des ventes concernent les AOC / AOP).

Le positionnement sur ce secteur du marché est le plus rentable pour la filière viticole métropolitaine.

Le prix moyen de vente est largement au-dessus du prévisionnel 3 € réalisé.

Le ratio investissement sur chiffre d'affaires généré directement à la filière viticole métropolitaine depuis le début de l'opération est positif (1/3,9) avec pour l'année 2019 un ratio de 1/8,95 qui devrait être stable en 2020.

La Chine est devenue en 2017 le 2^{ème} consommateur de vin dans le monde et devrait devenir le premier en 2020. Les vins français sont les premiers vins étrangers consommés. Depuis la baisse des exportations de Bordeaux, les vins du Languedoc- Roussillon ont connu la plus forte croissance sur le marché chinois avec + 30 % par an pour les AOP.

Faisant suite à la mission à Chengdu et Qingdao en novembre 2019 et la rencontre avec 2 grands groupes d'Etat chinois, l'année 2020 devrait connaître un essor conséquent en termes de vente qui devrait *a minima* doubler. Pour ce faire une méthodologie marketing adaptée doit être mise en place avec nos futurs partenaires avec notamment la signature de Protocoles d'ententes (MOU) n'engageant ni financièrement, ni juridiquement les parties. Ce protocole permettant à nos futurs partenaires de montrer les liens qui les unissent avec la Métropole de Montpellier lieu de production des produits achetés.

Fort de ces constats, il est proposé sur la base des résultats attendus, de poursuivre l'opération en 2020 en attribuant une subvention « filière viticole export » de 36 000 € à EUPIC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 36 000 € à EUPIC, sous réserve de la signature de la convention correspondante,
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout

document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115702-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- budget 1
- budget 2
- convention 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Henri ROUILLEAULT, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions 2020 - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 347 € par jour (estimation de 2017).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2020, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Symposium Métropoles du Sud 2020

L'association Métropoles du Sud, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Coline GIARDI, a organisé le 18 janvier 2020, au Musée Fabre de Montpellier, une manifestation intitulée « Symposium Métropoles du Sud 2020 ».

Ce symposium organisé depuis 11 ans, est suivi par les étudiants de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM), des architectes et des professionnels de l'architecture et de l'urbanisme. La thématique abordée vise à interroger la question des métropoles contemporaines. Son objectif est de définir la localité, comme valeur d'ancrage dans les villes relevant des dynamiques métropolitaines. Cette recherche s'appuie sur l'hypothèse que reconnaître et valoriser cette spécificité est un levier d'ancrage dans un territoire. Environ 150 participants, des intervenants de renommée européenne et internationale se sont déplacés.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

1^{er} Symposium Franco-Japonais Polymères

Le Groupe Français d'études et d'applications des Polymères (GFP), sous l'autorité de sa Présidente Sophie GUILLAUME, a organisé du 29 au 31 janvier 2020, à la Maison des Étudiants Aimé SCHOENIG de Montpellier, une manifestation intitulée « Symposium Franco-Japonais Polymères ».

Ce symposium est le premier du genre et résulte de la volonté de GFP et de la société sœur japonaise de se rapprocher. Cette manifestation a permis de faire découvrir la Métropole de Montpellier à la délégation japonaise ainsi qu'à la délégation française ne vivant pas dans l'Hérault. Ce symposium a placé Montpellier au centre du rapprochement scientifique franco-japonais et a permis aux scientifiques français et japonais de partager leurs recherches sur les polymères. Environ 150 participants : étudiants, chercheurs, doctorants français et japonais se sont déplacés.

Une subvention de 1500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Colloque International iCROP2020

Le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), sous l'autorité de son Directeur du Département Performances des Systèmes de Production et de Transformation Tropicaux (PERSYST), Jean-Paul LACLAU, organisera du 3 au 5 février 2020 au CORUM de Montpellier, une manifestation intitulée « Colloque International iCROP2020 ».

Ce colloque international rassemble des spécialistes de la modélisation des cultures du monde entier, pour échanger sur les avancées en matière de modélisation des cultures et identifier les défis et les nouvelles opportunités de recherche future. Le colloque iCROP2020 se concentrera sur les améliorations récentes et les applications de modèles de simulation de cultures pour mieux soutenir la production agricole et la sécurité alimentaire dans un contexte de changement global. Tous types de cultures et de systèmes de culture et régions du monde seront examinés, y compris les systèmes à intrants élevés et faibles, qui intéresseront les petites entreprises agricoles aux petits exploitants agricoles dans le contexte du changement climatique. Environ 400 participants, chercheurs et doctorants venant du monde entier sont attendus.

Une subvention de 4000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

11ème Festival du jeu de Montpellier 2020 : Sortons jouer !

L'association Festival du Jeu de Montpellier, sous l'autorité de son Président Christophe FIORIO, organisera du 7 au 8 mars 2020, au CORUM de Montpellier, une manifestation intitulée « 11ème Festival du jeu de Montpellier 2020 : Sortons jouer ! ».

Ce festival permet à des auteurs et éditeurs de prototypes de jeux de les présenter au public mais aussi à plus de 10 000 joueurs de passer un moment de détente, de réflexion et d'adresse, de découvrir ou redécouvrir des jeux.

Une subvention de 8000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Europubliciades 2020

L'association Europubliciades IUT Montpellier, sous l'autorité de sa Présidente Célia FORES, organisera le 12 mars 2020, une manifestation intitulée « Europubliciades 2020 ».

Cette manifestation est une cérémonie de remise des prix pour le concours de création publicitaire. Cette soirée est d'envergure nationale, elle permettra à la Métropole de Montpellier de développer son image attractive. Environ 150 personnes sont attendues à cette soirée.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

10èmes Journées du CAPF Consortium Parasitaire et Antifongique

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de Philippe AUGÉ, organisera du 12 au 13 mars 2020, à l'École Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier (ENSCM), une manifestation intitulée « Consortium Parasitaire et Antifongique ».

Ce congrès a pour but de rassembler des chercheurs, enseignants-chercheurs et doctorants issus du monde académique et privé. Ces journées annuelles permettent aux acteurs de l'innovation thérapeutique dans le domaine des antiparasitaires et des antifongiques de se rencontrer, de communiquer leurs derniers travaux et d'aborder ensemble les évolutions à venir. Environ 50 participants issus d'organismes publics et privés sont attendus.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Assises Nationales des EDC

L'association des Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens (EDC), sous l'autorité de son Président, Monsieur Philippe ROYER, organisera du 20 au 22 mars 2020 au CORUM de Montpellier, une manifestation intitulée « Les Assises Nationales des EDC ».

Cette manifestation rassemble 2000 entrepreneurs et dirigeants autour d'intervenants de premier plan sur le thème de l'écologie. Cela permettra d'aborder les questions environnementales mais aussi les questions d'intégration des personnes plus fragiles. De nombreux ateliers et tables rondes permettront de consolider une contribution et d'engager les dirigeants à engager des actions concrètes. Environ 2000 participants sont attendus : entrepreneurs, dirigeants, étudiants et jeunes professionnels.

Une subvention de 20 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

39ème Congrès annuel de l'ADARPEF

L'association des Anesthésistes Réanimateurs Pédiatriques d'Expression Française (ADARPEF), sous l'autorité du Chef de service coordonnateur du Département d'Anesthésie et de Réanimation, Monsieur Christophe DADURE, organisera du 27 au 28 mars 2020 au CORUM de Montpellier, une manifestation intitulée « 39ème Congrès de l'ADARPEF ».

Ce congrès a pour but de réunir 250 médecins venant de toute la France ainsi que certains pays francophones comme la Suisse, le Canada, la Belgique et l'Afrique, afin d'échanger sur leurs pratiques quotidiennes. Le CHU de Montpellier sera fortement présent avec une intervention du directeur.

Une subvention de 3000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Colloque « L'inclusion scolaire à la première personne : expériences, prise de parole et éthique de la différence »

L'université Paul Valéry Montpellier 3, sous l'autorité de son Président, Monsieur Patrick GILLI, organisera du 31 mars au 1^{er} avril 2020, une manifestation intitulée « Colloque l'inclusion scolaire à la première personne : expériences, prise de parole et éthique de la différence ».

Ce colloque réunira des chercheurs, des formateurs, des enseignants et des membres associatifs. À partir de l'entrecroisement des compétences des participants, il s'agira de mieux comprendre les limites et obstacles au processus inclusif en milieu scolaire et en situation de handicap.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Concours International d'Arbitrage

L'association ASPARTAM, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Dévina VAZ, organisera du 12 au 15 mai 2020, à la Faculté de Droit et de Science Politique de Montpellier, une manifestation intitulée « Concours International d'Arbitrage ».

Cette manifestation est un cours d'arbitrage francophone en droit international des affaires, ouvert à tous les étudiants en droit de niveau Master 1 minimum. Ce concours a pour but de tester les capacités d'orateurs des étudiants. Une centaine de participants est attendue par les organisateurs.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

GéoDataDays 2020

L'association Française pour l'Information Géographique (AFIGEO), sous l'autorité de son Président, Monsieur Jean-Marie SEITE, organisera du 18 au 20 mai 2020, au CORUM de Montpellier, une manifestation intitulée « GéoDataDays 2020 ».

Cet événement d'envergure nationale et internationale a pour but de réunir près de 1000 participants du secteur géonumérique, de faciliter l'essor de nouveaux partenariats entre secteur public et privé, institutions nationales et collectivités locales et de valoriser la donnée ouverte comme moteur d'innovation et de développement des territoires.

Une subvention de 15 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Rencontres Nationales de l'Ingénierie Territoriale (RNIT)

L'Association des Ingénieurs Territoriaux de France, sous l'autorité de son Président Régional, Monsieur Fabrice GARCIA, organisera une manifestation au CORUM de Montpellier, du 28 au 29 mai 2020, intitulée « Les Rencontres Nationales de l'Ingénierie Territoriale ».

Cette manifestation a pour but d'aborder le thème de transition numérique au cœur des territoires durables. Des ateliers, conférences et visites du territoire seront proposés aux participants.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Agropolis International – Ecology and Evolution of Infectious Diseases (EEID) 2020

L'association Agropolis International, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Eric FARGEAS, organisera du 14 au 17 juin 2020, au CORUM de Montpellier, une manifestation intitulée « Agropolis International – EEID 2020 ».

Cette conférence EEID 2020, rassemblera une communauté scientifique très active travaillant sur les maladies infectieuses et combinant des approches issues de l'épidémiologie, de l'écologie et de la biologie évolutive. En réunissant les chercheurs renommés internationalement dans ce domaine scientifique, cette manifestation confortera la position de Montpellier en tant que centre mondial de l'écologie et comme pôle majeur des sciences et de l'enseignement en agronomie. Environ 400 participants sont attendus à cette conférence dont des chercheurs représentant 20 pays, des acteurs socio-économiques et des étudiants doctorants et post-doctorants.

Une subvention de 4000 euros est proposée dans le cadre du Fonds de l'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

EcotoxicoMic 2020

La Fondation de Coopération Scientifique Rovaltain, sous l'autorité de son Président, Monsieur Philippe GARRIGUES, organisera du 6 au 9 octobre 2020 au CORUM de Montpellier, une manifestation intitulée « EcotoxicoMic 2020 ».

Cette manifestation rassemblera près de 300 participants travaillant dans le domaine de l'écotoxicologie microbienne au sein de laboratoires publics français et internationaux, mais aussi de structures privées. Ce sera l'occasion pour les participants de faire le point sur les avancées et les enjeux de cette discipline en émergence.

Une subvention de 3000 euros est proposée dans le cadre du Fonds de l'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- d'imputer ces dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Chantal MARION, Mme Béatrice MICHEL, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115595-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AFIGEO
- AGROPOLIS INTERNATIONAL
- ROVALTAIN
- METROPOLES DU SUD
- GFP
- EUROPUBLICIADES
- FESTIVAL DU JEU
- EDC
- CIRAD
- CAPF
- ASPARTAM
- AITF
- ADARPEF
- UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Henri ROUILLEAULT, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEF

Relations internationales, tourisimes, parcs d'activité - Communes de Lattes, Pérols, Saint Jean de Védas, Villeneuve-lès-Maguelone - Classement en commune touristique - Dossier de candidature - Autorisation

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le territoire métropolitain représente une destination touristique exceptionnelle grâce à son cadre de vie, son climat méditerranéen, son patrimoine historique et architectural, ses grands événements sportifs et culturels, sa localisation entre mer et montagne. Le tourisme est un secteur stratégique pourvoyeur d'emploi qui soutient la croissance économique locale.

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 a transféré à la Métropole la compétence « promotion du tourisme ».

Ainsi au 1^{er} janvier 2015, la Métropole est devenue autorité compétente en matière de politique touristique sur l'ensemble du territoire intercommunal. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pour faire du territoire une terre d'accueil pour les congressistes mais aussi une destination culturelle et patrimoniale en proposant une offre complète diversifiée avec pour objectif d'étendre la saisonnalité de cette activité et de générer ainsi de la création de richesse et d'emploi.

Les communes qui mettent en œuvre un agenda d'animations et qui offrent des capacités d'hébergement suffisantes pour l'accueil d'une population non résidente peuvent être dénommées communes touristiques par arrêté préfectoral.

L'article R 133-32 et suivants du Code du tourisme fixe les conditions de la dénomination.

Ainsi, peuvent être dénommées communes touristiques les communes qui :

- disposent d'un office de tourisme classé ;
- organisent en périodes touristiques, des animations compatibles avec le statut des sites ou des espaces naturels protégés, notamment dans le domaine culturel, artistique, gastronomique ou sportif ;
- disposent d'une capacité d'hébergement d'une population non permanente dont le rapport à la population municipale de la commune telle que définie à l'article R 2151-1 du Code général des collectivités territoriales est supérieur ou égal à un pourcentage fixé à l'article R 133-33 du Code du tourisme.

Cette dénomination « commune touristique » permet de se prévaloir d'un statut spécifique signe de la reconnaissance de la politique publique menée en faveur d'un accueil de qualité des visiteurs. En outre, des agréments peuvent être donnés à des agents titulaires de la commune habituellement affectés à des emplois autres que ceux de la Police Municipale ou à des agents non titulaires d'Assister Temporairement les agents de Police Municipale (ATPM) lors de la saison estivale.

Des mesures spécifiques pour l'ouverture de débits de boissons (temporaires ou permanents) avec prise en compte de la population non permanente sont également prévues. Enfin seules les communes touristiques peuvent prétendre au label « station classée de tourisme ».

Sur le territoire de la Métropole, la Ville de Montpellier a obtenu ce classement « commune touristique ». Les communes de Lattes, Pérols, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone satisfont elles aussi à ces critères et ont sollicité la Métropole en vue de lancer la procédure de classement auprès de l'Etat.

Un dossier de candidature conforme aux dispositions de l'arrêté du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques doit donc être déposé par la Métropole pour le compte des communes de Lattes, Pérols, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone auprès des services de l'Etat. Ce périmètre constitue en effet un territoire pertinent de par les complémentarités existantes tant en hébergements qu'en activités touristiques.

Il permet aussi de respecter le principe de continuité territoriale posé par l'article L134-3 du Code du tourisme. Le territoire, objet de la demande au sein de l'EPCI doit en effet être d'un seul tenant et sans enclave.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer un dossier de demande de classement des communes de Lattes, Pérols, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault pour instruction ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115754-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEF

Relations internationales, tourismses, parcs d'activité - Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) 2020 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique du territoire.

Les synergies développées entre Montpellier Méditerranée Métropole et ces structures sont un des principaux éléments de dynamisme de la Métropole. Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la promotion et la commercialisation des principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) qui se déroulera du 10 au 13 mars 2020 à Cannes, est le premier forum mondial des professionnels de l'immobilier et une place de marché international réunissant près de 26 800 participants dont de nombreux promoteurs et investisseurs provenant de 100 pays. Il s'agit donc pour la SERM et la SA3M d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir les opérations.

Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes, dirigeants, administrateurs de la société et techniciens. Ce succès passe aussi par la capacité à mobiliser les élus et les responsables de Montpellier Méditerranée Métropole pour apporter aux investisseurs et autres opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé la signature d'une convention ayant pour objet de définir les modalités du partenariat à développer entre ces trois acteurs, dans le cadre de cet événement majeur en matière de développement économique, notamment concernant :

- les actions développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel ;
- la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la stratégie de commercialisation et de communication ;
- les missions et le rôle des élus et des cadres de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- les modalités de prise en charge des frais inhérents à la participation à ce rendez-vous économique de renommée internationale.

La prise en charge de ces frais par la SA3M et la SERM est plafonnée à une enveloppe prévisionnelle de 15 000 euros HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SERM et la SA3M relative à leur participation au MIPIM du 10 au 13 mars 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115806-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION_MIPIM 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Ressources Humaines - Rapport annuel de Montpellier Méditerranée Métropole sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste encours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015, est présenté au Conseil de Métropole un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la collectivité.

Ce rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur au travers d'un rapport de situation comparée, d'un bilan des actions menées et d'orientations d'actions à mener.

Il présente également les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et détaille enfin la situation sur la politique des ressources humaines de Montpellier Méditerranée Métropole en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport a été présenté au Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole lors de sa séance du 17 décembre 2019.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport annuel de Montpellier Méditerranée Métropole sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, annexé à la présente délibération.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200131-115926-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique des 6 et 18 décembre 2019.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III- Confirmations de postes :

1) Par délibération du 22 octobre 2012, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de responsable du service Dialogue social (n° du poste : 2009-016), a été créé au tableau des emplois et des effectifs. Ce poste est affecté au Pôle Ressources Humaines et Relations sociales.

- nature des fonctions : coordonner et organiser le dialogue social.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du dialogue social.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le dialogue social, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

2) Par délibération du 29 mars 2017, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions Directeur de la santé et de la prévention (n° du poste : 2017-119), a été transformé au tableau des emplois et des effectifs. Ce poste est affecté au Pôle Ressources Humaines et Relations sociales.

- nature des fonctions : Contribuer à l'élaboration, le pilotage et la mise en œuvre de la politique de santé et de prévention des agents.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la santé et de la prévention des agents.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la santé et la prévention, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

3) Par délibération du 28 juin 2017, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de Chargé de l'évaluation de la performance d'exploitation de MAERA (n° du poste : 2017-186), a été créé au tableau des emplois et des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'eau et de l'assainissement.

- nature des fonctions : Suivi de la DSP MAERA, de la passation avec le titulaire du contrat global et du contrôle de la prestation de service de l'exploitation et maintenance de MAERA.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine des ouvrages d'eau et assainissement.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le suivi de la DSP MAERA, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

4) Par délibération du 28 juin 2017, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de Responsable de l'unité eau et urbanisme (n° du poste : 2017-202), a été créé au tableau des emplois et des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'eau et de l'assainissement.

- nature des fonctions : Mise en place des stratégies en matière d'aménagement du territoire dans le domaine de l'Eau Potable, de l'Eau Brute, de la Défense Extérieure Contre l'Incendie et de l'Assainissement.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de l'eau et de l'urbanisme.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité de piloter la stratégie d'aménagement du territoire dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

5) Par délibération du 22 octobre 2012, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de Responsable de l'unité travaux (n° du poste : 2007-005), a été créé au tableau des emplois et des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'eau et de l'assainissement.

- nature des fonctions : Réaliser les programmes de travaux dans les communes du territoire en assainissement et eau potable visant à l'extension et au renouvellement du patrimoine : réseaux et ouvrages. Assurer la représentation du maître d'ouvrage pour tous les travaux réalisés dans le cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée (privés ou publics). Assurer l'interface Communes / Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation des travaux dans les communes.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine des travaux en assainissement et eau potable.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité de réaliser des travaux sur les réseaux et ouvrages d'assainissement et eau potable, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

6) Par délibération du 14 avril 2016, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de Chargé de mission Tramway et Transports collectifs en site propres (TCSP) (n° du poste : 2016-482), a été créé au tableau des emplois et des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des mobilités.

- nature des fonctions : pilotage et suivi de l'ensemble des opérations de Tramway & TCSP sur la Métropole en liaison avec les maîtres d'ouvrage délégués.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine des réseaux de transport en commun.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité de mettre en œuvre et suivre les évolutions du réseau de transport en commun, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

7) Par délibération du 28 juin 2017, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions d'Ingénieur risques et urbanisme (n° du poste : 2017-201), a été créé au tableau des emplois et des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'eau et de l'assainissement.

- nature des fonctions : Garant de la gestion et de la prévention du risque inondation / submersion / ruissellement pluvial dans l'aménagement urbain et l'espace public.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la gestion des risques eau et assainissement.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité de prévenir les risques inondation, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

8) Par délibération du 17 mai 2017, le poste relevant du cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs pour exercer les fonctions de Conseiller social aire d'accueil gens du voyage (n° du poste : 2017-130), a été créé au tableau des emplois et des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction Habitat et parcours résidentiel.

- nature des fonctions : Il gère des dossiers sociaux de toutes les personnes domiciliées et celle stationnant sur l'aire.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de l'accompagnement social des populations à risque.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décrets n° 2017-901 du 9 mai 2017 portant échelonnement indiciaire des conseillers socio-éducatifs.
- motif : compte tenu de la nécessité d'accompagner les personnes domiciliées ou stationnant sur les aires d'accueil des gens du voyage, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

9) Par délibération du 29 mars 2017, le poste relevant du cadre d'emplois des psychologues territoriaux pour exercer les fonctions de Psychologue du travail (n° du poste : 2017-110), a été créé au tableau des emplois et des effectifs. Ce poste est affecté au Pôle Ressources Humaines et Relations sociales._

- nature des fonctions : Assister et conseiller l'autorité territoriale et les services dans les domaines organisationnels et relationnels, en vue d'améliorer les conditions de travail des agents, participer à la bonne adéquation entre les agents et leur poste de travail.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la psychologie du travail.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°92-853 28 août 1992 portant échelonnement indiciaire des psychologues territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'améliorer les conditions de travail des agents, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

10) Par délibération du 29 mars 2017, le poste relevant du cadre d'emplois des psychologues territoriaux pour exercer les fonctions de Conseiller en mobilité et en évolution professionnelle (n° du poste : 2017-089), a été créé au tableau des emplois et des effectifs. Ce poste est affecté au Pôle Ressources Humaines et Relations sociales._

- nature des fonctions : Conseiller et accompagner les agents dans leurs projets de mobilité, et ce pour assurer la meilleure adéquation possible entre les besoins des services pour réaliser leurs objectifs et le potentiel des personnels en fonction.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la psychologie du travail.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°92-853 28 août 1992 portant échelonnement indiciaire des psychologues territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'améliorer les conditions de travail des agents, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformités et des confirmations de postes ;
- imputer ces dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115761-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 Créations
- Annexe 2 Mise en conformité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOU, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Service public de l'eau et de l'assainissement - Commune de Montpellier - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées avenue Val de Montferrand - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 1 - Autorisation de signature

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13948 du 30 juin 2016, la Régie des Eaux a confié par convention à la Métropole la réalisation des travaux de renouvellement des réseaux d'eau potable de l'avenue de Val de Montferrand sur la commune de Montpellier.

Le coût initial estimé de l'opération (études et travaux hors rémunération du mandataire) s'élevait à :

- 197 650 € HT pour la part eau potable à la charge de la Régie
- 706 080 € HT pour la part assainissement à la charge de la Métropole

A la suite de la réalisation des travaux, le programme de travaux s'avère plus conséquent que prévu, d'où la nécessité d'un avenant n°1 à la convention.

Modification du programme de travaux d'eau potable :

Lors des travaux, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a demandé la réalisation de travaux supplémentaires non-prévus au marché initial. Ces prestations ont fait pour partie l'objet d'un avenant au marché de travaux :

- Fourniture et pose d'une ventouse triple fonction PFA sur réseau d'eau potable DN 100 mm,
- Fourniture et pose de Regard Béton D.1000 mm en éléments préfabriqués sans fond sur réseau d'eau potable,
- Travaux en partie privative pour branchement d'eau potable,
- Fourniture et pose d'un regard de comptage d'eau potable double compteur,
- Réparation d'une conduite d'eau potable - Intervention du 15/05/2018,
- Réalisation du branchement de la faculté DN.100 mm

Modification du programme de travaux d'eaux usées :

L'encombrement des réseaux existants a nécessité d'une part, la fourniture et la pose d'un regard adapté sur le réseau d'eaux usées. D'autre part, il a été nécessaire de procéder à la déconnexion d'un réseau pluvial raccordé directement sur le réseau d'eaux usées. Enfin, il a été nécessaire de modifier une antenne pluviale qui venait en écran du nouveau réseau d'eaux usées.

Modifications communes aux réseaux sur les postes terrassement, voiries :

Le marché de travaux prévoyait une simple réfection de voirie des tranchées des réseaux d'eau potable et d'assainissement. Du fait de la forte dégradation de la voirie en partie haute du chantier, le gestionnaire de voirie a demandé qu'une réfection provisoire soit étendue à l'ensemble de la chaussée dans l'attente d'une intervention de sa part. Parallèlement, dans un souci de remise en circulation rapide des zones impactées par les raccordements du réseau d'eau potable et d'assainissement, il a aussi été demandé la mise en œuvre d'enrobé à froid.

Ces prestations non prévues au marché initial ont fait l'objet de prix nouveaux notifiés par avenant et dont les quantités sont réparties entre les chapitres eau potable et eaux usées.

Le programme de travaux révisé (études et travaux hors rémunération du mandataire) est ainsi porté à :

- 250 000 € HT pour la part eau potable à la charge de la Régie
- 750 000 € HT pour la part assainissement à la charge de la Métropole.

Les autres clauses restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux et Métropole de Montpellier Méditerranée pour le renouvellement du réseau d'eaux usées et d'eau potable de l'avenue de Val de Montferrand sur la commune de Montpellier ;
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet aux budgets annexes de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23 ;
- autoriser Monsieur le Président de Métropole de Montpellier Méditerranée, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115601-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant Convention Co-MOA val montferrand.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOUL, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Service public de l'eau et de l'assainissement - Convention d'échange et d'utilisation de données de mesures de niveaux d'eau souterraine à Grabels entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup (CCGPSL) - Autorisation de signature

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

La Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup (CCGPSL) souhaite exploiter les forages de Redonel, situés à Saint-Gély-du-Fesc, en vue d'assurer les besoins en eau potable des communes de Vailhauquès, Combaillaux, Murles et Saint-Gély-du-Fesc.

Du point de vue géologique, les forages du Redonel exploitent le même aquifère que celui capté par la source du Château et les forages de Pradas, situés à Grabels et exploités par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin d'obtenir une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour la dérivation des eaux souterraines sur le champ captant de Redonel, la CCGPSL a déposé des dossiers de demande d'autorisation administrative auprès des services de l'Etat. Dans ce cadre, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) a préconisé la mise en place d'un suivi permanent des niveaux d'eau de sorte à :

- suivre l'influence de ces nouveaux prélèvements sur les ouvrages captant le même aquifère,
- adapter les conditions de pompage et de rabattement de la nappe de sorte à ne pas compromettre le fonctionnement des ouvrages de prélèvements. Le dossier de demande de DUP prévoit en outre des seuils d'alerte et d'arrêt des prélèvements en fonction des niveaux d'eau mesurés.

La CCGPSL a d'ores et déjà équipé deux points de suivi : le forage de Buffette (Saint-Clément-de-Rivière) et la source du Mas de Gentil (Combaillaux). Pour compléter ce dispositif de suivi, la CCGPSL souhaite recueillir les mesures effectuées à Grabels sur la source du Château, ce dernier constituant le point de vidange naturelle de l'aquifère.

L'organisation des conditions de transfert et d'utilisation de ces données est formalisée par le biais d'une convention tripartite liant Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup. Cette convention est conclue pour une durée de trois ans renouvelables par tacite reconduction et n'inclut aucune disposition financière.

Au-delà du transfert de données entre les parties prenantes, cette convention présente des garanties pour la Métropole sur la surveillance et l'évaluation de l'état de la ressource, ainsi que sur la transparence des mesures de gestion qui en découleraient. La convention prévoit en effet un co-pilotage du suivi de la ressource entre la Métropole et la CCGPSL, avec l'appui des services de l'Etat et du service hydrogéologie du Département de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'échange et d'utilisation de données piézométriques entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115446-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-Grabels-Source Château_vCM_31012019_AnnexeDélib.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOU, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Service public de l'eau et de l'assainissement - Commune de Saint-Brès - ZAC Cantausssel - Programme des équipements publics relatif à la desserte en eau potable et en eaux usées - Avenant n°1 à la convention - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La commune de Saint-Brès a confié l'aménagement et l'équipement des terrains de la ZAC Cantausssel à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM), par le biais d'une concession publique d'aménagement.

Par délibération n°10696 du 29 février 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désormais Montpellier Méditerranée Métropole, a instauré une convention de financement des équipements publics d'assainissement des eaux usées et d'eau potable avec l'aménageur et la commune. La convention, signée le 17 mai 2013, définit les modalités de financement des travaux nécessaires à la desserte de la ZAC et met à la charge de l'aménageur une participation de 480 000 € HT pour le traitement des eaux usées de l'opération d'aménagement par la station d'épuration intercommunale de Baillargues - Saint-Brès et de 565 000 € HT pour son alimentation en eau potable comprenant la réalisation d'ouvrages primaires de production, d'adduction et de distribution d'eau potable.

En 2016, les travaux de viabilisation de la tranche 3 de la ZAC 1 Cantausssel ont débuté. Lors des réunions techniques, il a été constaté que l'évolution du programme d'aménagement et certains travaux de voiries structurantes de la ZAC impactaient un poste de refoulement des eaux usées existant, le PR Expobat. Compte tenu des emprises réduites disponibles et de la concomitance des interventions, la Métropole a confié à titre exceptionnel à la SERM, la réalisation du déplacement et du renforcement du poste de refoulement et des tronçons de canalisations d'assainissement des eaux usées gravitaire et refoulement associés. Les dépenses de la SERM à la charge de la Métropole, estimées à 211 600 € HT sont à déduire du montant de la participation initiale.

En outre, le programme global des constructions de l'opération a été modifié. Le nombre de logements prévus augmente de 750 à 795. Cette modification entraîne une modification du montant de la participation au financement de la station d'épuration intercommunale de Baillargues – Saint-Brès d'un montant forfaitaire non modifié de 640 € par logement. Elle s'élève donc à 508 800 €.

Enfin, le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) de la Métropole, approuvé par délibération n°11594 en date du 23 mai 2013, prévoyait pour le service de Saint-Brès, la mise en service d'un forage existant mais non encore autorisé (FAREL) associée à la réalisation d'une unité de traitement de la turbidité notamment et, d'autre part, une interconnexion de secours avec les réseaux du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC), pour un montant total de travaux estimé à 3 300 000 € HT (valeur 2013).

A la suite de l'avis défavorable en novembre 2013 de l'hydrogéologue agréé sur l'exploitation du forage FAREL, un nouveau programme de travaux du schéma directeur d'alimentation en eau potable du service a été étudié en collaboration avec le SMGC et approuvé par délibération du Conseil de Métropole n° M2019-459 du 23 juillet 2019.

Le nouveau schéma d'alimentation prévoit la pose d'une conduite d'adduction en diamètre nominal 200 mm capable de faire transiter 100 m³/h sur une longueur d'environ 1300 m entre le point de livraison de la conduite du SMGC et le réservoir actuel des Olivettes, le renforcement de la distribution en direction de la ZAC Cantausssel et le renforcement des surpresseurs en sortie des réservoirs actuels. Les travaux sont estimés au niveau Avant-Projet à 1 145 000 € HT.

L'interconnexion avec les réseaux du SMGC nécessite la pose d'une canalisation d'un diamètre nominal de 300 mm depuis le lieu-dit *Villemagne* (RD610) jusqu'à proximité du collège *Le Bérange* sur la commune de

Baillargues sur un linéaire de 3 660 ml.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'eau potable. Les travaux sur la commune de Baillargues seront réalisés par le SMGC avec une participation financière de la Régie des Eaux d'un montant de 416 062 € HT soit 50% du montant des travaux et correspondant à une utilisation de la moitié de la capacité de la conduite.

Au total, les dépenses d'adaptation du SDAEP sur le service de Saint-Brès s'élèvent à 1 561 000 € HT. Une participation de la ZAC 1 Cantausse, proportionnelle aux nouveaux besoins induits par l'opération sur le territoire à l'horizon 2040, est demandée.

Cette participation d'un montant de 683 718 € HT sera reversée à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Au total, la participation demandée à l'aménageur s'élève à 980 918 € HT contre 1 045 000 € HT prévu initialement.

Un avenant à la convention de financement des équipements publics d'assainissement et d'eau potable de la ZAC 1 Cantausse est proposé afin de modifier le montant global de la participation de l'aménageur ainsi que pour intégrer la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole comme quatrième partie à la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention pour la réalisation du programme des équipements publics d'assainissement des eaux usées et d'alimentation en eau potable de la ZAC 1 Cantausse sur la commune de Saint-Brès,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 20 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-109895-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant_ZAC_Cantaussel_projet_19122019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOUL, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Piscine Les Néréides de Lattes - Opération "La Nuit du Sport" - Gratuité d'accès - Approbation

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

En favorisant l'apprentissage de la natation pour tous, ainsi qu'en permettant aux associations sportives de la Métropole qui le souhaitent d'évoluer au sein de ses installations sportives (stades, piscines, etc.), Montpellier Méditerranée Métropole contribue activement au développement de la pratique sportive sur son territoire.

Consciente que l'amélioration du bien-être de ses habitants passe par la pratique d'une activité sportive régulière, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place, depuis 2013, un programme hebdomadaire d'activités à destination du grand public orienté vers la sécurité, la santé, le bien-être, l'éducation et la solidarité. Près de 1 700 personnes sont ainsi accueillies chaque semaine dans le cadre de ce programme et plus de 165 animations hebdomadaires sont réparties dans les 14 piscines du réseau.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé d'organiser à la piscine Les Néréides située sur la commune de Lattes la 7^{ème} édition de « La Nuit du Sport », le vendredi 3 avril 2020, de 17h00 à 22h00. Le but de cette manifestation ouverte au plus grand nombre est de promouvoir les bienfaits de l'activité physique par le biais d'aménagements spécifiques dans la piscine.

Des structures ludiques gonflables, un circuit training, une aquagym géante, un jardin aquatique pour les enfants et des baptêmes de plongée seront mis à la disposition du public dans une ambiance festive et musicale. Ces animations sont développées en étroite collaboration avec les associations sportives bénéficiant de créneaux d'entraînement à la saison dans cet établissement. Dans ce contexte, il est proposé d'autoriser l'accès gratuit de l'équipement aquatique le vendredi 3 avril 2020, de 17h00 à 22h00.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation de la 7^{ème} édition de « La Nuit du Sport » à la piscine Les Néréides ;
- autoriser la gratuité des entrées dans cet établissement, le vendredi 3 avril 2020, entre 17h00 et 22h00 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115456-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOU, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Sports et Traditions sportives - Associations et clubs sportifs - Affectations de subventions - Trophée Taurin 2020 - Conventions d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, Montpellier Méditerranée Métropole participe depuis plusieurs années à la promotion des sports traditionnels de son territoire.

Pour faire que la course camarguaise reste un sport attractif, spectaculaire et accessible, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place en 2015, en partenariat avec la Fédération Française de la course camarguaise, le « Trophée Taurin » de Montpellier Méditerranée Métropole.

La course camarguaise très implantée sur le territoire de la Métropole rayonne également au-delà de ses frontières. Les spectateurs, les sportifs, les manadiers assistent et participent également aux manifestations de course camarguaise sur les communes limitrophes à la Métropole. C'est dans cet esprit que le Trophée taurin et la Métropole justifient d'un lien particulier avec les communes limitrophes disposant d'arènes permettant d'accueillir des courses camarguaises de qualité.

En 2020, il est proposé de renouveler la manifestation. Les courses s'inscriront dans le calendrier annuel des trophées de l'Avenir et des As de la Fédération Française de la course camarguaise et devront respecter le règlement et les modalités d'organisation des courses définies dans le cahier des charges du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et compte tenu de l'intérêt métropolitain de cette manifestation, il est proposé, dans un premier temps, l'affectation des deux subventions de fonctionnement suivantes afin de permettre aux clubs taurins concernés d'organiser les spectacles dans leurs arènes :

Nom de l'association	Type	Objet	Montant
Cercle taurin « Le Sanglier » de Baillargues	Projet Manifestation	Edition 2020 du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole	3 500€
Cercle taurin « Le Trident » de Castries	Projet Manifestation	Edition 2020 du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole	3 500€

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement de la manifestation en 2020 ;
- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ;
- approuver les conventions d'attribution ;
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115708-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Baillargues
- Convention Castries

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**TRANSITION CLIMATIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE,
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Renouveau de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Atmo Occitanie - Attribution de subvention - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

La qualité de l'air est un enjeu sanitaire majeur. La pollution atmosphérique est la troisième cause de mortalité en France après le tabac et l'alcool et, selon les données de l'Agence Régionale de Santé, est à l'origine de 2 800 morts prématurés par an en Occitanie. Les polluants sont à l'origine de diverses atteintes : système respiratoire, système cardiaque, système nerveux ... Alors que les émissions de gaz à effet de serre ont une portée mondiale, la pollution de l'air est un phénomène local.

Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière de « lutte contre la pollution de l'air » en application de la loi du 30 décembre 1996 sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie dite Loi LAURE, qui reconnaît à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé et institue une surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble du territoire national et une information du public, de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite loi MAPTAM, et de la loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République dite Loi NOTRe.

Dans notre région, la surveillance de la qualité de l'air est assurée par ATMO OCCITANIE, Association Agréée pour la surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA). ATMO OCCITANIE résulte de la fusion, au 1^{er} janvier 2017, de l'ORAMIP (Observatoire Régional de l'Air en Midi-Pyrénées) et d'Air Languedoc-Roussillon (Air LR) dont Montpellier Méditerranée Métropole était l'un des membres historiques.

L'objet de la présente délibération est de renouveler, au vu de la compétence obligatoire en matière de lutte contre la pollution de l'air de la Métropole, le partenariat de Montpellier Méditerranée Métropole avec ATMO Occitanie, pour une période conventionnelle de 3 années (2020-2022). Le cadre partenarial en vigueur a été établi il y a 8 ans, entre la Communauté d'Agglomération et Air LR. ATMO OCCITANIE a proposé à Montpellier Méditerranée Métropole de renouveler ce cadre conventionnel afin d'harmoniser les relations contractuelles avec l'ensemble des collectivités territoriales sur le territoire régional. La nouvelle convention triennale de partenariat vient donc expressément résilier le précédent cadre partenarial.

ATMO OCCITANIE est l'observatoire scientifique et technique agréé par l'État au titre de l'Environnement pour la surveillance de la qualité de l'air en région (accord renouvelé par arrêté du Préfet de la Région Occitanie en date du 13 janvier 2020 pour une durée de trois ans renouvelables à compter du 31 décembre 2019.). Au-delà des missions relatives au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant fixées confiées par l'État aux AASQA, ces associations ont 4 missions principales définies par l'article 3 de l'arrêté du 17 juillet 2019 :

- Surveiller et prévoir l'air et l'atmosphère par des mesures, des modélisations (cartographies et scénarisations) et des inventaires (cadastres d'émissions air et énergie). Leur champ d'intervention couvre un large panel de polluants réglementés (particules, oxydes d'azote et de soufre, ozone, ...) étendu aux gaz à effet de serre, à l'air intérieur, aux pesticides dans l'air, aux pollens, aux odeurs, etc. ;
- Informer et sensibiliser la population et les acteurs locaux au quotidien et en cas d'épisodes de pollution ;
- Accompagner les décideurs par l'évaluation des actions de lutte contre la pollution de l'air et de réduction de l'exposition de la population à la pollution de l'air ;
- Améliorer les connaissances et participer aux expérimentations innovantes sur les territoires.

En concertation avec ses membres adhérents, ATMO Occitanie a élaboré un Programme Régional de

Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) qui définit pour 5 ans (2017-2021) son projet stratégique. Il se décline en 18 objectifs stratégiques selon 5 axes principaux :

- Axe 1 : Garantir la mission d'intérêt général de surveillance de la qualité de l'air et contribuer aux stratégies nationale et européenne
- Axe 2 : Adapter l'observatoire aux enjeux transversaux Air Climat Énergie Santé
- Axe 3 : Évaluer et suivre l'impact des activités humaines et de l'aménagement du territoire sur la qualité de l'air
- Axe 4 : Préparer l'observatoire de demain et participer à l'innovation : phytosanitaires, odeurs, pollens, nanoparticules, air intérieur, nouvelles technologies d'observations
- Axe 5 : Informer, sensibiliser, se concerter

La gouvernance d'ATMO est assurée par des instances représentants 4 collèges : l'État, les collectivités locales (et leurs regroupements), les industriels, et les associations (et personnalités qualifiées santé/environnement). Ces collèges ont vocation à orienter son activité, recenser les besoins de surveillance et convenir ensemble, des moyens donnés pour les satisfaire. Les résultats des mesures et des études réalisées par l'association sont publics et sont intégrés à la banque régionale de données de la qualité de l'air accessible par Internet.

La mission d'intérêt général d'ATMO Occitanie se traduit concrètement par des actions de concertation, de surveillance et d'information. Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, les actions de surveillance d'ATMO Occitanie prennent aujourd'hui appui sur un réseau de 10 sites dont 5 stations de mesure automatiques surveillant en continu la qualité de l'air. Celles-ci permettent, notamment, d'évaluer la concentration des différents polluants dans l'air et d'informer la population via l'indice ATMO®, indice normalisé de suivi national de la qualité de l'air. Ces informations peuvent donner lieu au déclenchement de procédures préfectorales de recommandation et d'alerte prévues en cas de dépassement de seuils fixés localement dans le Plan de Protection de l'atmosphère.

Conformément à l'article 1er de l'arrêté du 19 avril 2017, relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant, les AASQA mobilisent différents financements :

- l'État : subventions du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable ;
- les industriels : Taxe parafiscale ; Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) dues par les industriels concernés ;
- les collectivités territoriales et leurs groupements : subventions.

La contribution financière de Montpellier Méditerranée Métropole au fonctionnement d'ATMO Occitanie est donc constituée d'une part, d'une subvention dont le versement sera autorisé chaque année par une délibération prise sur la base du dépôt d'un dossier de demande, et d'autre part, d'une cotisation dont le versement sera autorisé par décision.

Pour 2020, le montant prévisionnel de participation de Montpellier Méditerranée Métropole correspond à un montant global de 65 000 € répartis comme suit :

- 63 500 € au titre d'une subvention de fonctionnement
- 1 500 € de cotisation annuelle

Comme mentionné dans le PRSQA 2017-2021, les actions d'ATMO Occitanie bénéficient à l'ensemble des partenaires d'ATMO, dont la Métropole de Montpellier, en mettant en œuvre une série de dispositions en faveur de la qualité de l'air au service de l'action locale. À ce titre, la convention porte par exemple sur la modélisation urbaine haute définition et la mise à jour de l'inventaire des émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre, actions relevant de l'axe 1 du PRSQA 2017-2021. Le PRSQA 2017-2021 prévoit également la fourniture de données pour les documents de planification et de programmation locaux, en particulier le Plan Climat Air Énergie Territorial et le Plan des Mobilités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention triennale de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie pour assurer le fonctionnement du réseau de surveillance de la qualité de l'air sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver les modalités de participation financière au budget de fonctionnement versées annuellement par Montpellier Méditerranée Métropole à ATMO Occitanie ;
- imputer ces dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115884-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention atmo

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Accord-cadre de Recherche Contractuelle avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) - Conventions d'application - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) avec l'ambition de devenir un Territoire neutre en carbone en 2050.

Par délibération M2019-555 du 18 novembre 2019, la Métropole a ainsi approuvé sa stratégie « *Vers un territoire neutre en Carbone* » qui se décline en 14 orientations qui traitent notamment de la rénovation de l'habitat et des locaux tertiaires, de la production d'énergies renouvelables et de l'aménagement neutre en carbone.

Pour sa part, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) a pour mission de garantir la qualité et la sécurité des bâtiments. Il rassemble pour cela des compétences pluridisciplinaires pour développer et partager les connaissances scientifiques et techniques déterminantes. Il accompagne les acteurs dans le cycle de l'innovation de l'idée au marché et dans la transformation du monde du bâtiment. Le CSTB exerce 5 activités clés : la recherche et expertise, l'évaluation, la certification, les essais et la diffusion des connaissances. Son champ de compétences couvre les produits de construction, les bâtiments et leur intégration dans le quartier et la ville. Il mobilise son expertise en appui aux politiques publiques et en soutien aux acteurs et usagers du bâtiment et de l'environnement urbain.

Le programme Recherche et Développement (R&D) du CSTB à horizon 2025, en anticipant les ruptures à venir, vise à accompagner la filière du bâtiment dans les grandes mutations qui s'imposent à elle. Il répond ainsi aux enjeux actuels liés aux transitions énergétique et numérique. Il engage également des travaux de recherche sur des préoccupations majeures comme l'adaptation de l'environnement bâti au vieillissement de la population, la gestion durable de l'eau, le développement de l'économie circulaire, la durabilité des matériaux et solutions technologiques pour la construction et la rénovation, jusqu'à l'industrialisation de la construction.

Compte tenu des orientations stratégiques du PCAET de la Métropole et du Programme de R&D du CSTB, la Métropole et le CSTB souhaitent collaborer dans les domaines suivants :

- **Rénovation thermique des logements au service du territoire**

La rénovation du parc bâti est un axe fondamental permettant à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'un territoire, d'améliorer le confort ressenti des occupants tout en permettant de diminuer le taux de ménage en précarité.

Afin d'aider les particuliers et les copropriétés dans leur projet de rénovation, la Métropole a mis en place, avec le soutien de l'ADEME, un parcours d'accompagnement personnalisé et gratuit : Rénov'énergie. L'objectif est d'augmenter le taux de passage à l'acte et d'orienter les ménages vers les travaux les plus efficaces. Dans un premier temps, il est prévu d'accompagner 1 300 ménages sur une période de 3 ans.

La massification de la rénovation thermique des logements passe par l'automatisation d'un certain nombre de processus notamment la collecte d'informations (afin d'établir le profil du bâtiment) qui représente l'essentiel du coût de l'audit préalable à une rénovation thermique. Le service GORENOVE, en cours de développement par le CSTB pour le compte de la Direction Générale de l'Energie et du Climat vise à développer un service public offert aux propriétaires pour l'aide à la décision de rénovation énergétique et à offrir aux gestionnaires de parcs immobiliers un premier niveau d'analyse stratégique permettant d'identifier

les bâtiments à rénover en priorité.

Identifier des synergies entre ces deux services sur le segment des copropriétés pouvant aller jusqu'à l'intégration du service GORENOVE dans la boîte à outils de Renov'énergie est profitable aux deux parties.

- **Conception énergétique prospective d'opérations d'aménagement**

La Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie d'une part et collectivité en charge de projets d'urbanisme d'autre part. Or, dans une opération d'aménagement urbain, les travaux de viabilisation, dont les réseaux, représentent de 30 à 40% du prix de revient de l'opération. La résilience des infrastructures de zones urbaines et périurbaines aménagées, c'est-à-dire la capacité d'adaptation des réseaux de distribution existants (électrique, gaz et chaleur) à l'évolution dans le temps des besoins et des usages des équipements mobiliers et immobiliers, occupe une place grandissante dans les préoccupations des collectivités territoriales. D'autant plus que la montée en puissance du numérique, le développement des mobilités alternatives, l'essor des énergies renouvelables, bouleversent le monde de la distribution de l'énergie.

Pour évaluer l'impact de ces changements sur les réseaux de distribution, le CSTB propose d'utiliser un outil de simulation énergétique dynamique DIMOSIM qui a déjà été expérimenté sur la ZAC de la Restanque à Montpellier.

Cette nouvelle recherche s'appuiera sur une opération réelle d'aménagement ou de ré-investissement urbain dans un quartier à définir. L'outil DIMOSIM sera adapté aux spécifications de l'étude de manière à prendre en compte les hypothèses d'évolution et de mutation dans le temps du quartier considéré, par exemple : la diminution progressive des besoins d'énergie liés à la rénovation thermique des bâtiments, la production des énergies renouvelables locales croissante à raccorder sur les réseaux, l'impact de la mobilité électrique ou encore les futures offres de pilotage de la consommation d'énergie liées aux compteurs communicants ; autant d'éléments qui impacteront le besoin d'adaptation des réseaux d'énergies. Cette expérimentation permettra de mieux appréhender ces évolutions pour améliorer l'adaptation des réseaux d'énergies à la transition énergétique et l'anticiper dans les opérations d'aménagement.

- **Quartiers bas carbone et à énergie positive**

La Réglementation Environnementale RE2020, en cours d'élaboration, va introduire la notion de contenu carbone en aménagement à l'instar du label Energie Carbone E+C- testé depuis 2016 dans la construction de bâtiments. Ainsi, le concept de quartier bas carbone à énergie positive se développe et est en cours de définition.

La quantification des émissions de carbone des nouveaux aménagements est donc une notion qui aura une portée réglementaire à court terme, avec la définition de seuils d'émissions et pourrait avoir comme finalité la neutralité carbone. La Métropole a affirmé son ambition d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Elle doit donc anticiper ces nouvelles réglementations et rechercher d'ores et déjà les moyens d'atteindre les objectifs qu'elle se donne sur un territoire très urbain, ayant des capacités de stockage de CO₂ limitées, comme le montre le diagnostic élaboré en première phase du PCAET qui met en avant un déséquilibre fort entre les émissions de Gaz à Effet de Serre et la capacité des sols et de la biomasse du territoire à stocker du carbone.

Dans le cadre de l'Ecocité, la Métropole a développé un urbanisme à haute qualité environnemental qui préfigure les nouveaux modes d'aménagement urbain, en particulier sur le quartier Euréka à Castelnau-le-lez, qui préfigure la génération des quartiers à énergie positive et bas carbone.

L'objectif partagé par la Métropole et le CSTB est de traduire concrètement le concept de quartier bas carbone et à énergie positive en contribuant à la définition d'un référentiel.

Pour ce faire, il est proposé un accord-cadre de recherche contractuel assorti de trois conventions d'application correspondant aux trois projets décrits ci-avant. L'accord-cadre a pour objet de définir les modalités générales d'exécution des recherches dont les spécificités particulières seront définies dans les contrats d'application. Il est conclu pour une durée de 3 ans à compter de sa date de signature.

Le contrat d'application pour la rénovation thermique des logements ne fera l'objet d'aucun flux financier.

Le contrat d'application pour la conception prospective d'opérations d'aménagement stipule un montant total de la Recherche de 98 400 euros hors taxes. Le financement de la Recherche par chacune des parties se décomposera comme suit :

- Pour la Métropole : 59 040 euros hors taxes
- Pour le CSTB : 39 360 euros hors taxes

Le contrat d'application pour les quartiers bas carbone et à énergie positive stipule un montant total de la Recherche de 99 600 euros hors taxes. Le financement de la Recherche par chacune des parties se décomposera comme suit :

- Pour la Métropole : 49 800 euros hors taxes
- Pour le CSTB : 49 800 euros hors taxes

La Métropole se réserve le droit de solliciter des subventions relatives à cet accord-cadre de recherche contractuelle et les conventions d'application.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'accord-cadre de recherche contractuelle,
- approuver les termes de la convention d'application pour la rénovation thermique des logements ;
- approuver les termes de la convention d'application pour la conception prospective d'opérations d'aménagement ;
- approuver les termes de la convention d'application pour les quartiers bas carbone et à énergie positive ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à demander les subventions relatives à cet accord-cadre de recherche contractuelle et les conventions d'application ;
- imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet accord-cadre, les conventions d'application et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115435-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Accord Cadre de recherche contractuelle
- Contrat d'application Rénovation
- Contrat d'application Conception Aménagement Réseaux
- Contrat d'application Quartier E+C-

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TRANSPORTS ET MOBILITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO , Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Transports et Mobilité - Schéma directeur de la logistique urbaine et du transport de marchandises en ville - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 14 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la délibération cadre sur la logistique et le transport de marchandises en ville et la mise en place d'un Schéma directeur de la logistique et du transport de marchandises en ville à l'échelle du pôle métropolitain. La présente délibération a pour objet de valider le Schéma directeur, qui fixe la feuille de route opérationnelle dans ce domaine.

La logistique désigne une série d'opérations physiques portant sur des produits agricoles ou industriels et complétant leur fabrication : transport, entreposage, manutention, emballage notamment, qui constituent une part substantielle de la valeur finale des produits. Le transport de marchandises en ville est l'art d'acheminer dans les meilleures conditions les marchandises qui entrent, circulent et sortent de la ville.

Au niveau urbain, la logistique recouvre une réalité très large et complexe : l'approvisionnement des commerces, les livraisons à domicile, la collecte des ordures ménagères, le transport de fonds, les courses des particuliers, l'acheminement du courrier, les flux des chantiers du bâtiment et des travaux publics, etc.

La mise en place du plan d'actions sur la logistique et le transport de marchandises en ville vise de nombreux objectifs :

- répondre à l'urgence climatique, contribuer à améliorer la qualité de l'air et réduire les nuisances liées au transport, conformément aux engagements pris dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territoires (PCAET). Les véhicules liés à la logistique représentent 25% des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) émises par les véhicules en milieu urbain et 20% de l'occupation de la voirie. Au droit de Montpellier, les poids-lourds contribuent entre 30% et 40% des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et de particules et, à plus de 51%, des émissions d'oxydes d'azote (Nox) ;
- contribuer à l'évolution écologique et numérique du secteur de la logistique ;
- attirer des entreprises sur l'ensemble de la chaîne de valeur (transporteurs, logisticiens, armateurs...) en cohérence avec le Schéma d'Accueil des Entreprises ;
- participer à la création d'emplois adaptés aux demandes du tissu local ;
- optimiser le fonctionnement des réseaux afin de limiter la congestion et de prévenir les perturbations ;
- accroître les circuits de distribution de proximité notamment dans le domaine agro-alimentaire.

Enjeux et objectifs :

La stratégie mise en place par le Schéma directeur a pour objet :

- d'anticiper l'évolution des besoins fonciers en logistique (identification des flux par filières et des sites pour la logistique et types de fonction) ;
- de développer la complémentarité entre les modes et de favoriser l'usage des modes alternatifs à la route des flux entrants et sortants (ferroviaire, voie d'eau) ;
- de prendre en compte la logistique dans les projets d'aménagement et de déplacements ;
- d'améliorer la gestion des trafics de transit ;
- de mieux maîtriser l'empreinte environnementale du transport routier en contribuant à la diminution du nombre de véhicules et du nombre de kilomètres qu'ils parcourent ;
- d'optimiser les livraisons des marchandises dans les communes de la Métropole et de favoriser la massification, donc la mutualisation du fret ;
- d'établir des préconisations pour développer une logistique métropolitaine intelligente et durable sur le territoire de la Métropole en lien avec les centres générateurs de trafic régionaux.

Plan d'actions et mise en œuvre du Schéma directeur

Il convient d'approuver et de mettre en œuvre le Schéma directeur logistique dans le cadre d'une gouvernance et d'actions partenariales associant l'ensemble des institutions et des acteurs de la filière.

La feuille de route consiste en la mise en œuvre des 19 actions suivantes, sur la période 2020-2025 :

I. Planification urbaine et aménagement opérationnel

1. Intégrer dans les documents de planification et les cahiers des charges des aménageurs les enjeux de la logistique urbaine. Il s'agit notamment d'élaborer une Opération d'aménagement et de programmation « *OAP Logistique* » intégrée au Plan Local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ;
2. Créer un Centre de Distribution Urbain (CDU) sur le Marché d'Intérêt National de Montpellier et réactiver l'embranchement ferroviaire ;
3. Régénérer les voies ferroviaires du parc d'activités du Salaison à Vendargues ;
4. Mieux accueillir la logistique urbaine dans les quartiers : création d'espaces logistiques urbains, de points d'accueil véhicules, d'aires de livraison adaptées, etc. ;
5. Structurer le déploiement de stations multi-énergies : gaz naturel véhicule, hydrogène ainsi que les bornes de recharge électriques.

II. Réglementation

6. Instaurer une Zone à Faibles Emissions (ZFE) et adapter les réglementations d'accès aux centres-villes ;
7. Mettre en cohérence les réglementations relatives au transport de marchandises des communes de la Métropole.

III. Gouvernance et promotion du territoire

8. Mettre en place une instance de concertation avec l'ensemble des parties prenantes : les institutionnels, les gestionnaires d'infrastructure, les professionnels du transport et de la logistique, les commerçants, les artisans, les laboratoires de recherche, etc. ;
9. Mieux valoriser le territoire et le caractère stratégique des infrastructures de transport (réseaux routier, ferroviaire, fluvial) pour les échanges de marchandises auprès des instances nationales et européennes.

IV. Organisation logistique

10. Mieux articuler la logistique amont et aval en améliorant les interfaces avec les grands pôles logistiques. Etudier l'opportunité de la mise en place d'un service métropolitain de fret ferroviaire en lien avec le port de Sète ;
11. Contribuer à l'émergence de services fluviaux, notamment depuis le site des Quatre-Canaux à Palavas-les-Flots ;
12. Favoriser l'émergence d'un service de tramfret ;
13. Optimiser la logistique du BTP sur le territoire métropolitain ;
14. Améliorer le partage de l'espace public en optimisant l'usage des aires de livraison et le partage de la voirie ;
15. Optimiser la logistique des services de la Métropole, des délégataires et de ses partenaires ;
16. Faciliter l'émergence de nouvelles solutions logistiques durables permettant de massifier le recours à des modes de transport décarbonés et mutualisés.

V. Culture interne, politique d'achat, suivi, sensibilisation

17. Elaborer des documents pédagogiques sur la logistique à destination des services techniques et des décideurs ;
18. Mettre en œuvre un suivi partenarial du plan d'actions notamment par la création d'un observatoire de la logistique ;

19. Sensibiliser les citoyens aux enjeux de la logistique et notamment à l'impact logistique du e-commerce.

Le montant prévisionnel de l'ensemble des coûts d'études, de concertation, d'accompagnement des projets ainsi que les coûts d'investissements et de fonctionnement se chiffre à 26 millions d'euros sur la période 2020-2025. La mise en œuvre opérationnelle de ce plan d'actions repose sur de nombreux acteurs tant publics (Etat, Région, SNCF Réseau, Voies Navigables de France, ADEME, EPCI...) que privés (transporteurs, logisticiens, aménageurs...). Une large concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués sera menée pour mettre en œuvre cette feuille de route.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Schéma directeur de la logistique et du transport de marchandises en ville, de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter toutes demandes de subventions pour les études complémentaires et les projets liés à la logistique et au transport de marchandises en ville ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115574-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3M_SDLU_Rapport Plan Actions_VF_20.12.19.pdf
- 2018-08-29_Rapport Diag 3M_Ph1_vdef_3.pdf
- 2019.12.20_3M SDLU_Annexes_Ph3_VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Transports et Mobilité - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Énergies pour le financement d'une étude relative au déploiement de stations d'avitaillement GNV / Bio GNV et de distribution d'hydrogène sur le territoire Occitanie - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Les Autorités Organisatrices de la Distribution Publique d'Electricité et de Gaz naturel (AODE) d'Occitanie souhaitent étudier, dans le cadre d'une réflexion sur le développement de filières de carburants alternatifs, la pertinence technico-économique de l'implantation de stations GNV/BioGNV (GNC et GNL) et/ou de distribution d'hydrogène sur leurs territoires. Hérault Energies fait partie du groupement qui a initié cette réflexion.

Les stations qui seront identifiées dans le cadre de cette étude, devront être situées à des endroits stratégiques (flux de circulation, projets de territoire), afin de favoriser la conversion au GNV et/ou à l'hydrogène de flottes de véhicules des agglomérations et collectivités territoriales (bus, BOM) et permettre l'avitaillement d'autres véhicules comme des flottes de poids lourds, des véhicules utilitaires des sociétés recherchant une solution de mobilité respectueuse de l'environnement, voire être ouvertes au public.

L'implantation de ces stations GNV et BioGNV et/ou hydrogène devra réduire l'empreinte environnementale des transports, répondre aux besoins des usagers et maximiser l'utilisation de celles-ci pour rentabiliser les investissements associés.

Dans la continuité des objectifs fixés dans le cadre de son PCAET, qui vise notamment à réduire les émissions de gaz à effet de serre et concourir à l'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite participer financièrement à cette étude.

Le coût global de ces études, sur le périmètre total, est évalué à 200 000 € HT. Cette étude est financée à hauteur de 50 % d'un plafond subventionnable de 150 000 € HT par la Région Occitanie et l'ADEME, soit 8 333,33 € par syndicat participant.

Dans le cadre du groupement, et compte tenu des prestations complémentaires demandées sur le territoire de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à co-financer ces études pour un montant maximum de 10 000 €, soit 31,60 % du montant de la part d'étude concernant le territoire de l'Hérault et environ 5 % du montant estimatif global des études.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention relative au financement d'une étude pour le déploiement de stations d'avitaillement GNV / Bio GNV et de distribution d'hydrogène sur le territoire d'AODE Occitanie ;
- imputer ces recettes et dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115517-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION SUBV 3M VFinale.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Voirie, Espace public - Charte "éclairage public" entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ADEME Occitanie - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

L'ADEME Occitanie va publier une charte « éclairage public ».

La signature de cette charte permettra de valoriser auprès du grand public toutes les actions réalisées par la Métropole sur la thématique de l'éclairage public, actions issues de la stratégie éclairage public validée en conférence des maires en mars 2019.

La stratégie métropolitaine, qui s'appuie désormais sur un service unifié à l'échelle du territoire avec des budgets spécifiques alloués à la compétence, vise à répondre aux objectifs suivants :

- Financiers : maîtrise des dépenses énergétiques et des coûts de maintenance (forte croissance du coût de l'énergie) ;
- Sécuritaires : mise en conformité des réseaux électriques ; sécurité électrique vis-à-vis des usagers et des intervenants sur les réseaux et offre à l'utilisateur d'une perception visuelle correcte des zones de circulation publique en extérieur, dans le but d'assurer la sécurité et le bon écoulement du trafic ainsi que la sécurité publique (accidents de la route, incivilités nocturnes...) ;
- Environnementaux : enjeu du plan climat, impact biodiversité ;
- Sanitaire et social : adapter les niveaux d'éclairement en fonction des usages, limiter les lumières intrusives (qualité du sommeil), faire respecter les réglementations en vigueur (enseignes, vitrines...), permettre les activités économiques nocturnes ;

Ils sont donc en cohérence avec les bénéfices visés par la charte qui sont :

- Économiser l'énergie en utilisant les ressources de manière rationnelle, tout en maintenant un service adapté au besoin,
- Mieux maîtriser nos budgets pénalisés par la hausse du prix de l'énergie,
- Réduire les impacts de l'éclairage public sur la santé humaine (troubles du sommeil, stress...),
- Préserver la biodiversité et l'environnement de la pollution lumineuse.

Il sera laissé aux maires de chaque commune la possibilité de proposer, ou pas, l'extinction nocturne de l'éclairage à certaines heures.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de la charte avec l'ADEME Occitanie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette charte, ainsi que tout document relatif à ces affaires.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115672-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Charte

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOU, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Transports et Mobilité - Adhésion au Cluster We4Log - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Le Cluster Logistique d'Occitanie, We4log, est une association transverse d'entreprises du monde de la logistique, gérée et gouvernée par les entreprises, avec le soutien de nombreux partenaires institutionnels, dont notamment la Région Occitanie et le Département des Pyrénées Orientales.

L'objectif de la création de ce Cluster est de capitaliser sur le savoir-faire et les compétences du Syndicat Mixte Plateforme Multimodale Pyrénées-Méditerranée, et de le faire évoluer vers une structure œuvrant sur l'ensemble du territoire de la région Occitanie.

Le 5 novembre 2018 s'est tenue l'Assemblée Générale constitutive du Cluster Logistique en Occitanie We4log, réaffirmant les enjeux existants autour de la fédération des acteurs publics et privés du territoire, afin de développer le report modal au travers de ses infrastructures et services ferroviaires, maritimes, routiers, aériens et fluviaux, améliorer la compétitivité des entreprises au travers de la logistique, développer la création de valeur ajoutée et d'emplois, afin d'accompagner la mutation du territoire et de ses acteurs vers la logistique du futur.

Ces enjeux étant largement portés par Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé l'adhésion à ce Cluster, pour un montant d'adhésion annuelle s'élevant à 3 000 € TTC.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au cluster Logistique Occitanie, pour un montant annuel de 3 000 € TTC ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-114475-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Statuts signés.pdf
- RI Occitanie Cluster Logistique.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Voirie, Espace public - Charte d'engagement " Une plage sans déchet plastique" - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est autorité concessionnaire de la gestion du domaine public maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone pour une période de 10 ans, soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2028 par arrêté préfectoral n°DDTP34-2019-06-10458.

Les plages de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, lieux de vie accessible à tous, abritent une biodiversité riche et fragile qui nécessitent une approche fermement résolue de protection de nos espaces littoraux.

Cette volonté s'exprime comme préoccupation majeure de Montpellier Méditerranée Métropole dans la sauvegarde et le respect de l'environnement, se déclinant aussi bien dans le traitement des déchets, la préservation de la qualité de l'air, la prévention du bruit dans l'environnement, ainsi que dans la gestion des milieux aquatiques au travers de la compétence GEMAPI.

La politique publique environnementale que conduit Montpellier Méditerranée Métropole s'interprète également au travers du Plan biodiversité, fixant un objectif ambitieux de zéro plastique rejeté en mer d'ici 2025 à l'échelle nationale.

Il convient, pour respecter nos engagements et les renforcer, de suivre les préconisations du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui propose aux communes littorales déjà engagées dans cette démarche de signer la charte « Une plage sans déchet plastique ».

Cette charte, annexée à la présente délibération, a été établie en lien avec l'Association Nationale des Elus du Littoral (ANEL) et de nombreux acteurs comme l'ADEME, le Conservatoire du littoral ou *Surfrider Foundation*.

Elle comprend 15 engagements concrets répartis en 3 volets :

- Sensibilisation : mobilisation des acteurs économiques, information des usagers, réunions d'informations ;
- Prévention : intégration du zéro plastique dans les cahiers des charges des événements municipaux, expérimentation de la consigne sur les contenants alimentaires, etc... ;
- Nettoyage : ramassage, collecte et tri des déchets.

La charte vise ainsi à préserver l'environnement et protéger la biodiversité, limiter les rejets et impacts dans la nature, valoriser l'image des communes soucieuses de préserver l'environnement, sensibiliser l'ensemble des acteurs du territoire et des usagers de la mer, et améliorer l'accueil touristique et l'attractivité des plages.

Un label, découlant de la charte, devrait voir le jour d'ici quelques mois. Au regard des actions déjà menées sur son littoral et dans un objectif d'amélioration continue, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'engager dans cette démarche volontariste soucieuse de la préservation de notre environnement futur. A ce titre, la Métropole a d'ailleurs d'ores et déjà intégré les exigences de la charte dans les cahiers des charges des sous-concessions de plage attribuées par ailleurs lors de cette même séance.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la charte « plage sans déchet plastique » ;
- autoriser à contracter l'ensemble des engagements à réaliser dans le cadre de la charte ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115799-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Charte sans déchet plastique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO, Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD

Voirie, Espace public - Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) portant sur les espaces métropolitains des Pôles Piémonts et Garrigues et Plaine Ouest - Approbation - Demande de subvention

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

En tant qu'autorité organisatrice du service de l'eau potable et dans le cadre de ses compétences de « lutte contre la pollution » et de « protection des eaux souterraines et superficielles », Montpellier Méditerranée Métropole porte une démarche de reconquête de la qualité de la ressource souterraine exploitée par les captages de Villeneuve-lès-Maguelone (captages du Flès). Ces ouvrages sont classés prioritaires pour leur protection contre les pollutions dans le SDAGE Rhône Méditerranée. La qualité de l'aquifère exploitée pour l'alimentation en eau potable est en effet dégradée occasionnellement par la présence de produits phytosanitaires, essentiellement des herbicides.

Le programme d'actions mis en œuvre prévoit notamment des actions visant la réduction des pressions polluantes liées à l'usage de produits phytosanitaires sur espaces publics et privés.

L'outil mobilisable pour accompagner les collectivités dans cette démarche est le Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH). C'est un outil d'aide à la décision élaboré par un bureau d'études spécialisé, à partir d'un diagnostic complet des pratiques de gestion des espaces publics, et débouchant sur des préconisations adaptées à chaque collectivité. L'objectif de ce plan est de supprimer progressivement l'usage des pesticides sur les espaces publics, d'optimiser les apports de fertilisants et de diminuer les volumes d'eau utilisés pour l'arrosage des espaces verts. Un programme de formation et de sensibilisation des agents territoriaux et de la population est également prévu.

Montpellier Méditerranée Métropole est également concernée par la gestion des produits phytosanitaires en tant que gestionnaire effectif de l'espace public (voirie et espaces verts associés) depuis le 1^{er} janvier 2016. Il convient ainsi qu'elle se dote de plans de gestion différenciée des espaces publics en cohérence avec sa politique de l'eau.

La Direction de l'Eau et de l'Assainissement a donc lancé un groupement de commandes fin 2018 pour réaliser deux PAPPH métropolitains sur les espaces publics dont elle assure directement la gestion au sein des pôles Plaine Ouest et Piémonts et Garrigues, et dix PAPPH communaux sur les espaces gérés par les communes concernées (délibération n°2018-140 du 29 mars 2018).

Le groupement de prestataires sélectionné a ainsi réalisé un diagnostic permettant de décrire l'organisation des services, le matériel à disposition, l'utilisation des produits phytosanitaires, la typologie et l'entretien des espaces verts.

Des préconisations d'entretien durables associées à un plan de communication et d'investissement ont ensuite été définies et validées lors du comité de pilotage du 10 décembre 2019. Concernant les études métropolitaines, les préconisations concernent le service nettoyage d'une part et le service voirie d'autre part.

Le chiffrage du plan d'actions (achat de matériel alternatif à l'utilisation des désherbants, plan de communication et de formation) s'élève à 1 013 003 € HT avec un autofinancement estimé à 405 201 € HT déduction faite des subventions actuellement mobilisables.

Une partie du matériel et les actions de communications font en effet l'objet d'un financement FEDER à hauteur de 60 %.

Le montant du projet plancher pour déposer un dossier de demande de subvention est fixé à 30 000 € HT. Pour permettre à l'ensemble des communes d'accéder à ces aides, il leur a été proposé de constituer un projet collaboratif avec la Métropole comme chef de file. Cela implique la signature d'une convention de partenariat avec les communes partenaires.

Montpellier Méditerranée Métropole sera le chef de file bénéficiaire des subventions sous réserve de validation du dossier, sollicitera le montant global des subventions relatif à l'ensemble des études et les

redistribuera aux communes selon la clé de répartition détaillée dans l'annexe de la convention et sur la base des dépenses réellement réalisées.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets contenus dans les Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles concernant les pôles territoriaux Plaine Ouest et Piémonts et Garrigues ;
- autoriser la Métropole à effectuer l'ensemble des démarches relatives à ce Plan et à solliciter les subventions auprès des partenaires financiers et notamment de la Région Occitanie, autorité de gestion des fonds FEDER ;
- autoriser la Métropole à réaliser les préconisations et les investissements prévus dans le programme d'actions, sous réserve de l'obtention des subventions sollicitées et tenir les obligations et responsabilités en matière de suivi administratif du projet collaboratif telles que détaillées dans le projet de convention ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-116644-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOUL, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Voirie, Espace public - Contrat de délégation de service public pour l'attribution des sous traités d'exploitation des lots de plage 1, 2, 3 et 4 situés sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 dispose dans son article 2, alinéa I-6-k, que la Métropole est l'autorité concessionnaire de l'Etat en lieu et place des communes pour les plages dans les conditions prévues à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

L'arrêté préfectoral DDTM34-2019-06-10458 du 07 juin 2019 concède ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des plages naturelles de la commune de Villeneuve-lès-Maguelonne.

Par délibération n°2018-507 du 20 septembre 2018, le Conseil Métropolitain a approuvé le principe du recours à une délégation de service public pour gérer l'exploitation des lots n°1, 2, 3 et 4 des plages naturelles situés sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, et a approuvé le lancement de la procédure de mise en concurrence du contrat de délégation de service public relatif à cette mission, conformément à l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Rappel du contexte de la délégation de service public

La procédure de délégation de service public a été conduite conformément aux dispositions du Code de la commande publique, notamment les articles L 3100-1 et suivants et R 3111-1 et suivants, et des articles L 1411-1 et suivants et R 1411 -1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

La procédure a pour objet l'attribution des sous-traités d'exploitation des lots de plage 1, 2, 3, et 4 situés sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans le cadre de la nouvelle concession des plages naturelles de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone accordée à Montpellier Méditerranée Métropole par arrêté préfectoral qui s'étend sur une durée de 10 ans (période 2019-2028), avec une occupation du Domaine Public Maritime limitée à 6 mois par an et nécessairement comprise entre mars et octobre.

La Métropole envisage de sous-traiter quatre lots de plages, pour une durée de cinq années, à compter de la notification et jusqu'au 31 décembre 2024 (5 ans) à savoir :

Lot 1 : Plage Prévost - Location de matériel avec restauration

Descriptif du lot : le lot de plage n°1 situé sur la plage du Prévost accueille comme activité principale la location de matériel de plage et comme activité accessoire la restauration dans la proportion de 20 % de la surface totale autorisée.

Surface maximum autorisée : 1 000 m². Activité balnéaire : 80 % de la surface maximum autorisée soit 800 m²). Activité salon-lounge : 20 % de la surface maximum autorisée soit 200 m² de lounge autorisés.

Un restaurant est par ailleurs situé en retrait du cordon dunaire sur le parking hors Domaine Public Maritime (DPM).

Compte tenu de la configuration des lieux, cet espace situé sur le parking attenant est voué à faire l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire connexe à l'exploitation de ce lot, et sera attribué au même exploitant que celui du lot n°1.

Lot 2 : Plage Prévost - Location de matériel avec engins nautiques motorisés

Descriptif du lot : le lot de plage n°2 situé sur la plage du Prévost accueille comme activité principale la location de matériel motorisé. Surface maximum autorisée : 300 m². Activité balnéaire : 93 % de la surface maximum autorisée soit 279 m². Activité terrasse accueil client, rangement du matériel : 7 % de la surface maximum autorisée soit 21 m².

Lot 3 : Plage Pilou - Location de matériel

Descriptif du lot : le lot de plage n°3 situé sur la plage du Pilou accueille comme activité la location de matériel de plage avec engins non motorisés dans la proportion de 20 % de la surface totale autorisée. Surface maximum autorisée : 750 m². Activité balnéaire : 80 % de la surface maximum autorisée soit 600 m² dont 12 m² maximum de bâtis clos et fermés autorisés destinées au rangement du matériel de l'activité balnéaire. Pour l'activité terrasse : 20 % de la surface maximum autorisée soit 150 m² dont 66 m² maximum de bâtis clos et fermés autorisés.

Lot 4 : Plage Pilou - Location de matériel avec restauration

Descriptif du lot : le lot de plage n°4 situé sur la plage du Pilou accueille comme activité principale la

location de matériel de plage et comme activité accessoire la restauration. Surface maximum autorisée : 800 m². Activité balnéaire : 60 % de la surface maximum autorisée soit 480 m² dont 32 m² maximum de bâtis clos et fermés autorisés destinés au rangement du matériel de l'activité balnéaire. Activité terrasse : 40 % de la surface maximum autorisée soit 320 m² dont 128 m² maximum de bâtis clos et fermés autorisés.

Rappel des éléments de procédure :

Un avis de publicité a été envoyé le 9 juillet 2019 à la publication sur les supports suivants :

- JOUE
- BOAMP
- La revue « l'hôtellerie restauration »

Lors de la séance du 20 septembre 2019, la commission de délégation de service public a ouvert les plis contenant les dossiers de candidature et a enregistré les candidats suivants :

1. Association Plage Maguelone pour le lot 3
2. SAS Jet 7 location pour le lot 2
3. SAS HWF pour le lot 4
4. SARL Loisirs d'été pour le lot 1
5. SAS MAGGY pour le lot 4
6. SARL YJFD pour le lot 4
7. SAS Les copains d'abord pour le lot 4

Après examen des candidatures reçues, la commission de délégation de service public du 10 octobre 2019 a décidé de ne pas retenir les candidatures des sociétés YJFD et SAS Les Copains d'abord, au vu des arguments explicités dans le rapport d'analyse, et de retenir les candidatures suivantes pour présenter une offre :

- Association Plage Maguelone pour le lot 3
- SAS JET 7 Location pour le lot 2
- SARL Loisirs d'été pour le lot 1
- SAS HWF pour le lot 4
- SAS Maggy pour le lot 4

Il a donc été procédé à l'ouverture des offres de ces candidats.

Un rapport sur l'analyse des offres initiales a été présenté à la commission de délégation de service public lors de sa réunion du 31 octobre 2019.

Sur la base de l'avis rendu par la commission, les négociations ont pris la forme de réunions.

Il a été demandé aux candidats de remettre une offre finale avant le 27 novembre 2019 à 12h00. Tous les candidats ont répondu dans le délai imparti.

Les critères d'analyse des offres tels qu'énoncés dans le règlement de la consultation étaient les suivants :

- Qualité du service rendu aux usagers (note sur 100 points)
 - o Cohérence avec le cahier des charges de la concession (équipements, entretien, hygiène, sécurité) (30 points)
 - o Description du projet d'exploitation, horaires, prestations proposées, mode de fonctionnement, entretien des infrastructures (25 points)
 - o Qualité des prestations proposées aux usagers (20 points)
 - o Organisation et moyens humains affectés au service (20 points)
 - o Cohérence de la grille tarifaire avec les activités de bain de mer autorisées (5 points)
- Qualité du projet en termes de développement durable, de préservation de l'environnement (note sur 100 points)
 - o Formation du personnel (40 points)
 - o Sensibilisation des usagers au respect du site (40 points)
 - o Qualité environnementale de la construction (20 points)
- Valeur économique de la proposition de part variable (note sur 100 points)
- Qualité de l'intégration paysagère et patrimoniale (note sur 100 points)
 - o Visuel d'intégration paysagère (se référer aux pratiques en matière de projet de permis de construire) (20 points)
 - o Qualité architecturale du projet (80 points)

Avec la pondération suivante en fonction des lots :

Lot 1 :

- Qualité du service rendu aux usagers 25 %
- Qualité du projet en termes de développement durable, de préservation de l'environnement 20%
- Valeur économique de la proposition 30 %
- Qualité de l'intégration paysagère et patrimoniale 25 %

Lot 2 :

- Qualité du service rendu aux usagers 30 %
- Qualité du projet en termes de développement durable, de préservation de l'environnement 30%
- Valeur économique de la proposition 15 %
- Qualité de l'intégration paysagère et patrimoniale 25 %

Lot 3 :

- Qualité du service rendu aux usagers 40 %
- Qualité du projet en termes de développement durable, de préservation de l'environnement 30%
- Valeur économique de la proposition 10 %
- Qualité de l'intégration paysagère et patrimoniale 20 %

Lot 4 :

- Qualité du service rendu aux usagers 30 %
- Qualité du projet en termes de développement durable, de préservation de l'environnement 25%
- Valeur économique de la proposition 25 %
- Qualité de l'intégration paysagère et patrimoniale 20 %

Après analyse des offres finales sur la base des critères ci-dessus, il a été choisi les candidats suivants :

1. Pour le lot n°1 Plage Prévost - Location de matériel avec restauration

SARL LOISIRS D'ETE :

Economie générale du contrat

a) Qualité du service rendu aux usagers

La société LOISIRS D'ETE propose un ensemble d'équipements en parfaite cohérence avec le contenu du cahier des charge, l'espace de l'AOT est exploité pour une réserve à matelas et des cabines de change. L'activité balnéaire s'organise autour d'une équipe composée de six personnes pour 80 matelas à la location, un service de bar, de collations. Le candidat propose d'ouvrir de 10h00 du matin jusqu'à 1h00 du matin en cohérence avec l'usage affecté à la sous-concession. Les prestations proposées sont qualitatives, avec un matériel en bois en harmonie avec l'ensemble et une offre de service développée.

L'organisation est bien dimensionnée avec un service en cohérence avec le nombre de places.

La grille tarifaire reste dans la moyenne pour la semaine. Le week-end, la tarification est plus onéreuse mais elle comprend des services supplémentaires.

b) Qualité du projet en termes de développement durable, de préservation de l'environnement

La société LOISIRS D'ETE souhaite organiser une formation sur le respect de la nature, et au tri sélectif pendant une journée. On peut noter la présence de poubelles à tri sélectif sur la sous-concession, et la présence d'affichettes pour promouvoir le respect de la plage naturelle. Après négociation, le candidat se propose de prendre contact avec les services de la Métropole, les services de Natura 2000 pour intégrer au mieux les enjeux liés à l'environnement et d'organiser des actions de formation pour les usagers de la plage.

Les chemins d'accès sont matérialisés ainsi que l'accès PMR, le mobilier est en bois recomposé. Le local poubelle sera fermé et réfrigéré sur l'AOT. Il n'y aura pas d'éclairage direct orienté vers la mer.

c) Valeur économique de la proposition de part variable

Sur la période, le concessionnaire reversera une redevance totale de 196 121 € à la Métropole de Montpellier, soit une redevance annuelle moyenne de 39 224 € par an. La part de la redevance variable de 10 % correspond à la part de redevance variable minimum attendue par le cahier des charges.

d) Qualité de l'intégration paysagère et patrimoniale

Le candidat propose un visuel d'intégration harmonieux avec une cohérence de couleur sur l'environnement.

La qualité des plans et des schémas sont professionnels et permettent de juger et d'apprécier la qualité du projet. Le candidat proposera des décorations naturelles qui respecteront la liste des plantes non invasives et soumises à accord préalable de la Métropole. Enfin les totems ou drapeaux seront proscrits. Le projet est porté un architecte.

Le candidat présente un projet qui autorise un réel confort de l'utilisateur, dans une ambiance harmonieuse tant au niveau des couleurs que des matériaux. Le candidat nous informe que les lettrines de l'enseigne seront intégrées dans la décoration extérieure et respecteront les normes décrites dans le cahier des charges. La qualité architecturale du projet est satisfaisante.

2. Pour le lot n°2 Plage Prévost - Location de matériel avec engins nautiques motorisés

SAS Jet 7 Location :

Economie générale du contrat

a) Qualité du service rendu aux usagers

Le candidat décrit un équipement en cohérence avec le contenu du cahier des charges, son entretien est permanent, un travail d'achat de jets électriques est à l'étude. Le candidat nous informe qu'il recherche des aides financières pour concrétiser son projet. La sécurité des utilisateurs est une priorité avant toute utilisation du jet. Le candidat attire notre attention sur le fait que le remplissage de ses jets s'effectuera par une cuve homologuée, avec un pistolet distributeur avec système d'arrêt automatique et récupérateur de vapeur, aucune goutte d'essence par terre.

Les jets sont équipés de coupe circuit à distance, les usagers doivent respecter scrupuleusement la limitation de vitesse de 3 nœuds dans le chenal. Le candidat vient régulièrement en soutien logistique aux moniteurs, maître nageurs et secouristes avec son bateau pour porter secours aux plaisanciers en perdition. Chaque moniteur possède le Certificat prévention et secours civiques de niveau 1.

Le projet d'exploitation semble cohérent et met en valeur, en particulier, l'accueil du public, aussi bien en termes de confort que de sécurité, l'encadrement des activités est au-delà des exigences réglementaires sécuritaires, en effet l'encadrement pour un moniteur est ramené à 3 jets au lieu de 4 comme le prévoit la législation. Ouverture de la base nautique de 9h00 à 20h00 en cohérence avec l'usage affecté à la sous-concession.

Les prestations proposées sont qualitatives, avec un personnel dédié et formé et un matériel en permanence contrôlé. L'organisation est claire et calibrée en fonction des prestations proposées : espace accueil, détente, coin douches sanitaires et wc. La grille tarifaire proposée est cohérente avec la nature des activités et se situe en deçà des prix normalement constatés.

b) Qualité du projet en termes de développement durable, de préservation de l'environnement

Le candidat remet à son personnel le dossier Natura 2000 et fait signer sa charte permettant de s'engager à la conservation du milieu naturel marin. Le personnel dédié à l'encadrement des activités intègre une formation sur la protection de l'environnement pour les utilisateurs. En complément, lors de journée d'activités complètes, le candidat prévoit d'offrir aux usagers une sensibilisation aux milieux marins. La construction proposée est composée de deux bungalows accolés avec une terrasse de platelage en bois. L'ensemble est habillé par un bardage bois à claire-voie verticale de couleur grise. Les chemins d'accès PMR sont matérialisés.

c) Valeur économique de la proposition de part variable

Sur la période, le concessionnaire reversera une redevance totale de 56 000 € à la Métropole de Montpellier soit une redevance annuelle moyenne totale de 11 200 €. Lors des négociations, la redevance variable est transformée en redevance fixe.

d) Qualité de l'intégration paysagère et patrimoniale

Le visuel d'intégration est équilibré du point de vue esthétique en bordant la sous-concession de végétation qui respectera la liste des espèces invasives. La qualité des plans et schémas, bien que réalisés manuellement, permet de juger et d'apprécier de la qualité du projet. Enfin le candidat a précisé lors de la négociation qu'il intégrera la structure d'accueil hors DPM.

Le candidat soumet un projet architectural avec une bonne distribution des espaces entre zones de repos, accueil et stockage de matériel. On constate une bonne harmonie du projet avec son environnement.

3. Pour le lot n°3 Plage Pilou - Location de matériel

Association Plage Maguelone :
Economie générale du contrat

a) Qualité du service rendu aux usagers

L'association décrit un équipement en cohérence avec le contenu du cahier des charges, son entretien est régulier et respecte un plan de remplacement permanent du matériel. L'aspect sécuritaire est souligné tant sur l'équipement des adhérents que sur le matériel.

Plage Maguelone présente un projet d'exploitation cohérent par rapport à la description de ses activités, le fonctionnement sera assuré à tour de rôle par les membres du bureau. L'association ouvre de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h30 en cohérence avec l'usage affecté à la sous-concession.

L'association propose une prestation qualitative quant à l'accès des adhérents aux activités nautiques par le choix varié des équipements mis à disposition. En outre le candidat permet de répondre à une vocation sociale pour les usagers de la plage. L'association joue aussi un rôle de vigie, du fait de son gardiennage, permettant de signaler tout désordre. De plus, Plage Maguelone permet aux jeunes adhérents de découvrir les sports de glisse. Enfin l'association permet de dépanner (vélos et paddle) et effectuer des petits soins (plaies, écorchures) à la demande et propose de mettre à la disposition de clubs sportifs leur infrastructure.

L'organisation repose sur l'activité permanente des membres du bureau qui se relaient et un gardiennage est assuré en permanence, l'association emploie deux étudiants pendant la période estivale.

La grille tarifaire reflète bien le caractère associatif de l'activité et propose des tarifs à coûts réduits.

b) Qualité du projet en termes de développement durable, de préservation de l'environnement

Le personnel intègre bien une dimension environnementale par la récupération des déchets laissés sur la plage au-delà de sa concession, le tri sélectif mis en place, la fontaine à eau, l'éclairage en limite de concession en LED non orienté vers la mer.

Plage Maguelone collabore avec une association engagée dans les actions environnementales. L'infrastructure de la sous-concession est utilisée comme point de rencontre pour l'organisation d'une journée de nettoyage de plage. L'association, après négociation, nous décrit la sensibilisation des adhérents et des usagers de la plage dans le cadre de Natura 2000 et nous prouve sa bonne connaissance du contexte environnemental local. Elle propose de mettre à disposition de ses adhérents des plaquettes d'information.

La construction proposée est composée de deux bungalows avec une structure bois entourant le local. L'association nous précise sa volonté d'effectuer des travaux de rénovation pour respecter au mieux les prescriptions du cahier des charges environnementales.

c) Valeur économique de la proposition de part variable

Sur la période, le concessionnaire reversera à la Métropole de Montpellier une redevance totale de 15 000€ soit une redevance annuelle moyenne de 3000€. Après négociation, la part variable de la redevance a été transformée en redevance fixe.

d) Qualité de l'intégration paysagère et patrimoniale

Le visuel d'intégration de l'association reflète une structure de type bungalows avec un habillage de panneaux bois sur la structure extérieure. Le candidat soumet un projet architectural avec une bonne distribution des espaces entre zones de repos, accueil et stockage. On constate une bonne harmonie du projet avec son environnement et en particulier son intégration avec la co-visibilité de la cathédrale de Maguelone

4. Pour le lot n°4 Plage Pilou - Location de matériel avec restauration

SAS MAGGY :

Economie générale du contrat

a) Qualité du service rendu aux usagers

La société MAGGY propose un ensemble d'équipements en cohérence avec le contenu du cahier des charges, l'effort est porté sur le respect de l'environnement (principe de consigne sur l'emballage).

L'activité balnéaire s'organise autour du responsable de plage avec les serveurs qui s'occupent aussi bien de la restauration sur la plage que sur la structure.

L'activité de restauration reste bien dimensionnée par rapport au potentiel des couverts. Le candidat propose

les horaires suivants : de 10h00 jusqu'au coucher du soleil, plus précisément à partir de 18h00 mise en place d'une carte réduite type tapas, à 21h30 fermeture de l'établissement et accompagnement par véhicule électrique jusqu'au parking du Prévost des PMR et de toute personne désireuse d'utiliser ce service. Le candidat souhaite organiser un service de navette électrique, type voitures de golf.

Les prestations proposées, au vu de l'extrait de carte proposé par le candidat, déclinent une offre orientée sur les brochettes et salades. De plus la fabrication des mets permet une mise sous emballage pour la partie balnéaire. Le candidat propose de mettre à disposition des usagers des jeux de plage à titre gracieux et organisera tous les mercredis une journée réservée à l'animation du jeune public.

L'organisation proposée par le candidat repose sur une organisation de type brasserie avec un modèle économique qui optimise les coûts. La grille tarifaire proposée satisfait l'ensemble des usagers de la plage, avec une moyenne de 11,3 euros pour les entrées, 12 euros le plat et 4,5 euros pour les desserts.

b) Qualité du projet en termes de développement durable, de préservation de l'environnement

La société Maggy organise une formation « Natura 2000 » pendant une journée. Le candidat souhaite se faire accompagner dans sa démarche par les services de la Métropole pour cette organisation, cette solution demeure assez satisfaisante.

Des poubelles de tri sélectif seront installées dans le périmètre de la sous-concession, des affichettes seront apposées pour communiquer sur l'environnement (mise en place d'emballages consignés et distribution de cendriers de plage, plaquettes d'informations en partenariat avec les services de la Métropole). In fine, le candidat présente une démarche volontariste, mais qui repose sur la capacité de la Métropole à accompagner les-Maguelone.

La construction proposée par le candidat repose sur deux bungalows habillés avec des panneaux de bois, respectant ainsi les prescriptions de co-visibilité de la cathédrale. Le toit est en « makrolon » de couleur opaline. Pour éviter tout problème d'effet de serre le candidat propose de le recouvrir avec des claims en bois.

c) Valeur économique de la proposition de part variable

Sur la période, le concessionnaire reversera une redevance totale de 157 932 € à la Métropole de Montpellier, soit une redevance annuelle moyenne de 31 586 €.

En conclusion des négociations, la part de la redevance variable proposée en moyenne sur la durée du contrat dépasse le seuil minimum fixé par le cahier des charges. L'effort complémentaire attendu a été proposé dans l'offre finale avec un pourcentage de redevance variable applicable aux produits d'exploitation de 6 % avec un montant minimum de 27 600 €.

d) Qualité de l'intégration paysagère et patrimoniale

Le candidat propose un visuel d'intégration harmonieux. La qualité des plans et des schémas anticipe les documents à produire pour le permis de construire et permet de juger et d'apprécier la qualité du projet. Le candidat présente un projet bien intégré à son environnement respectant les prescriptions de co-visibilité de la cathédrale de Maguelone. Il convient de noter cependant qu'un toit en Makrolon est prévu et pour éviter un effet de serre le candidat le recouvrira de claims en bois, présentant un aspect monochrome, ce qui rend le projet moins lumineux que précédemment. La qualité architecturale est satisfaisante. Conformément à l'article R 2124-31 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les projets de convention ont été transmis à Monsieur le Préfet de région.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix du candidat SARL Loisirs d'été pour l'attribution du sous-traité d'exploitation du lot n°1 (plage du Prévost), du candidat SAS JET 7 Location pour l'attribution du sous-traité d'exploitation du lot n°2 (plage du Prévost), du candidat Association plage Maguelone pour l'attribution du sous-traité d'exploitation du lot n°3 (plage du Pilou), du candidat SAS Maggy pour l'attribution du sous-traité d'exploitation du lot n°4 (plage du Pilou) ;
- approuver les conventions d'exploitation de chacun des lots, et le montant des parts variables proposés par chaque candidat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer avec les candidats, sous réserve de l'avis favorable de Monsieur le Préfet conformément au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les conventions d'exploitation respectives ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-115843-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAO Final

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du vendredi 31 janvier 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Catherine MAVEL, suppléante de Joël RAYMOND.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Thierry QUILES, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Laurent JAOU, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Voirie, Espace public - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les opérateurs de télécommunication relative à l'usage des supports du réseaux aérien d'éclairage public pour le déploiement de la fibre optique sur l'ensemble du territoire de la Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Permettre aux habitants, aux acteurs économiques et aux différents services publics installés sur le territoire l'égal accès au très haut débit constitue un enjeu majeur pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Plan France Très Haut débit vise à couvrir l'intégralité du territoire en très haut débit d'ici 2022, c'est-à-dire proposer un accès à Internet performant à l'ensemble des logements, des entreprises et des administrations.

En application de la loi de modernisation de l'économie et de la loi relative à la lutte contre la fracture numérique, l'Autorité Régulatrice des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) a défini le cadre général de déploiement pour l'ensemble du territoire, notamment dans les zones « très denses », auxquelles appartient le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, deux opérateurs, Orange et SFR, ont manifesté leur intention d'investir sur le territoire métropolitain pour le déploiement du FTTH « Fiber To The Home » - « tout fibre optique jusqu'à l'intérieur de l'habitation » et du FTTB « Fiber To The Building » - « tout fibre optique jusqu'au pied d'immeuble ».

Pour permettre ce déploiement, lesdits opérateurs envisagent l'implantation de certaines de leurs infrastructures en aérien, sur des supports existants du réseau d'éclairage public. La compétence éclairage public ayant été transférée à l'échelle métropolitaine, ces implantations doivent se faire dans des secteurs géographiques déterminés et autorisés par Montpellier Méditerranée Métropole.

La convention à conclure porte donc sur l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques FTTH / FTTB sur les supports du réseau aérien d'éclairage public sur le territoire de la Métropole.

La présente convention peut être signée par la Métropole avec les différents opérateurs de réseaux de communication électroniques FTTH / FTTB qui leur garantit un accès non discriminatoire. La possibilité pour l'opérateur d'installer des équipements de communications électroniques sur le réseau aérien d'éclairage public est cependant fonction des disponibilités techniques existantes et des contraintes d'exploitation de ce réseau. Celui-ci est et demeure affecté à l'éclairage des voies publiques.

En outre, il ne doit en toutes hypothèses en résulter pour Montpellier Méditerranée Métropole, ni augmentation de ses charges financières, ni trouble dans le fonctionnement et l'exploitation du réseau d'éclairage public. L'utilisation des supports du réseau aérien d'éclairage public fera l'objet d'un versement d'une redevance « d'utilisation » à la Métropole.

La convention-type proposée encadre l'utilisation des supports d'éclairage public préexistants par un opérateur. Elle est conclue pour une durée de 20 ans à compter de sa signature (ce qui correspond à la durée moyenne des investissements télécoms établie par l'ARCEP). Elle fixe un coût d'occupation unitaire forfaitaire pour chaque support de 27,5 € HT pour la durée totale de la convention.

Ainsi, au travers de cette convention, les parties s'engagent :

- à garantir l'indépendance financière entre les activités d'exploitation du réseau aérien d'éclairage public et les activités d'installation, puis d'exploitation du réseau de communications électroniques ;

- à garantir que l'utilisation du réseau aérien d'éclairage public pour l'établissement et l'exploitation non discriminatoire d'un réseau de communications électroniques n'aura aucun impact négatif sur le fonctionnement et l'exploitation du réseau aérien d'éclairage public ;
- à prendre en charge, pour chacune des parties, les frais de mise en « techniques discrètes » du réseau aérien d'éclairage public et des réseaux de communications électroniques utilisateurs de ce réseau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention à conclure avec les différents opérateurs de réseaux de communications électroniques relative à l'usage des supports du réseau aérien d'éclairage public sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole permettant l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/02/20

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 février 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200131-114715-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/02/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_supports_d_eclairage_public_V4 revue JC DAJ (002).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS